



La médina
Cadre urbain, habitat et société

Leaders



Foued Mebazaa

1933 - 2025

Passeur de transition

Allemagne : Puissance et conditionnalité



9 772233 227004



REACH FOR THE CROWN



LA SUBMARINER DATE



BEN JANNET & CO
1986

BOULEVARD PRINCIPAL, LES BERGES DU LAC 1
TÉL +216 26 114 400
RUE LAC VICTORIA, LES BERGES DU LAC 1
TÉL +216 27 332 233



ROLEX

Sommaire

Editorial

- 3** • Face à la drogue
Par Taoufik Habaieb

Opinion

- 16** • Politique, leadership et bonne volonté
Par Riadh Zghal

En couverture

- 18** • Foued Mebazaa : Passeur de transition

Chronique

- 44** • Il n'y a pas de civilisation, judéo-chrétienne
Par Abdelaziz Kacem

International

- 50** • Le Canal de Panama : Champ de bataille de la rivalité sino-américaine
Par Elyes Ghariani
- 56** • Puissance et conditionnalité : La nouvelle grammaire allemande des relations extérieures
Par Elyes Ghariani

Agriculture

- 60** • L'avocat : Star montante de la cuisine moderne
Par Ridha Bergaoui
- 66** • Le pataclet ou sbares : Un délicieux poisson de printemps
Par Ridha Bergaoui

Société

- 70** • Révolution tunisienne et crise de Covid-19
Conséquences psychologiques et évolution socio-politique
Par Dr Sofiane Zribi
- 75** • «Mon Pays, la braise et la brûlure», de Tahar Bekri
Par Slaheddine Dchicha
- 78** • La médina : Cadre urbain, habitat et société
Par Mohamed-El Aziz Ben Achour
- 86** • A Dougga
Par Ammar Mahjoubi
- 88** • Taher Sioud : L'argentier, le diplomate
Par Raouf Ben Rejeb

- 91** • Abed Bouhafa : Le grand militant pour la cause maghrébine
Par Pr Ahmed Friaa

Billet

- 96** • Inégalités socioéconomiques et coefficient de Gini
Par Habib Touhami



Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taoufik Habaieb

CONSEILLE

Hédi Behi

COLLABORATEUR

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia • Mohamed Larbi Bouguerra • Mohamed Derbal • Samy Ghorbal • Mohamed Ali Halouani • Fatma Hentati • Ferhat Horchani • Haykel Ben Mahfoudh • Mohamed El Aziz Ben Achour • Rafea Ben Achour • Yadh Ben Achour • Sadok Belaid • Houcine Jaidi • Mohamed Jaoua • Elyès Jouini • Mohamed Ibrahim Hsairi • Abdelaziz Kacem • Hatem Kotrane • Salsabil Klibi • Ammar Mahjoubi • Radhi Meddeb • Habib Mallakh

• Afef Hammami Marrakchi • Anis Marrakchi • Samir Marrakchi • Khadija Moalla • Mansour Moalla • Slaheddine Sellami • Ahmed Ounaies • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofiane Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz
(Designer)

PHOTOS
Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Mohamed Taïeb Habaieb
(Système & Organisation)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet
• Leïla Mnif • Khouloud Kefi
• Hamdi Mzoughi • Besma Sdiri
• Jihene Kid • Chaouki Riahi

IMPRESSION
Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tunisie
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
• abonnement@leaders.com.tn
• marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn
www.leaders.com.tn

HENRY CAVILL



*L'élégance est une attitude



FLAGSHIP HERITAGE

*Elegance is an attitude**
LONGINES



BEN JANNET & CO
1986

Boulevard Principal • Les Berges du Lac 1
Rue Lac Victoria • Tunis City "Géant" • Mall of Sfax



• Par Taoufik Habaieb

Face à la drogue

Saison compromise pour les narcotrafiquants, ces marchands de la mort ! La saisie record de drogue opérée par la Garde nationale en avril dernier porte un coup dur au trafic international qui s'emploie à placer la Tunisie sur les routes de transit et de consommation de stupéfiants.

Par son ampleur, ses soubassements et ses ramifications, cette prise est édifiante. Une quantité de 1.2 million de comprimés d'ecstasy, substance synthétique redoutable, suffit pour laisser deviner le nombre de consommateurs. Une valeur de 40 millions de dinars souligne les enjeux financiers d'un « marché » en forte croissance, impliquant de multiples intervenants.

Une véritable organisation criminelle transfrontalière sévit avec acharnement. La Tunisie n'est qu'un maillon de toute une chaîne mafieuse allant de l'Afrique jusqu'en Europe, développant à chaque étape une demande de consommation et une offre de produits. Les profits générés sont gigantesques. Les désastres causés sont dramatiques. La drogue, ses réseaux, son argent, et le blanchiment de ses profits, sont le ferment d'une criminalité féroce. L'annonce d'une saisie similaire en Algérie confirme les connexions établies.

Trois enseignements majeurs peuvent être tirés de cette saisie record :

- L'efficacité croissante de la Garde nationale, ainsi que la police et les douanes, qui mobilisent des techniques de renseignement modernes et une grande endurance dans leurs investigations,
- La montée en puissance et la banalisation des drogues de synthèse touchent une jeunesse de plus en plus exposée aux troubles psychiques et à la marginalisation,
- La vulnérabilité croissante de la santé mentale.

Drogues douces, pour commencer, drogues dures en accoutumance : ce sont les jeunes qui sont ciblés les premiers dans les milieux scolaires et universitaires. L'addiction est ravageuse : un avenir compromis, une vie déconstruite, une santé mise en danger. Près d'un demi-million de toxicomanes

estimés sont cueillis à la fleur de l'âge, la sève de la nation. Anéantis, déprimés, hallucinants, anxieux, et vulnérables, ils feront défaut au pays. Souvent privés de repères, ils sombrent dans des spirales destructrices aux effets irréversibles sur leur avenir et celui du pays.

Tout se passe souvent non loin de nous, parfois sous nos yeux. Nous nous retrouvons dans l'impuissance d'agir pour sauver un enfant, un proche ou un voisin, dénoncer un dealer, endiguer cette déferlante. Une curieuse loi du silence enveloppe de sa chape un mal envahissant des plus destructeurs d'une nation.

Les efforts des pouvoirs publics sont-ils efficaces ? La stratégie jusqu'ici adoptée repose sur la prévention. Elle est appelée à s'étendre plus largement à la prise en charge des toxicomanes dans les formations hospitalières publiques et des centres spécialisés. Elle s'appuie, surtout, sur la lutte contre les trafics et la consommation, sans mettre au centre les victimes. Seule, pour le moment, l'action menée par les forces de sécurité, conjuguée avec la justice, affiche des résultats significatifs pour endiguer cette progression insidieuse d'un fléau menaçant.

Un changement d'approche est indispensable. S'adosser à l'effort sécuritaire est insuffisant. Tout doit commencer au sein de la famille même pour sensibiliser les enfants, détecter la moindre fragilité auprès des adolescents, voler à leur secours, les conduire vers un médecin pour en parler ensemble, et leur offrir toute la prise en charge nécessaire. A l'école de prendre le relais de la sensibilisation et à la santé publique de fournir l'assistance appropriée. Gouvernance et coordination sont nécessaires.

La lutte contre la drogue ne saurait relever d'un seul ministère. Agir chacun de son côté dispersera les efforts face à une organisation criminelle tentaculaire. Un commandement unifié, des objectifs précis, avec des indicateurs de performance mesurables, et le renforcement de la coopération internationale quotidienne constituent une urgence.

Sauvons notre jeunesse !

T.H.

Pour relancer l'Organisation mondiale du tourisme

C'est un candidat de grande compétence, Habib Ammar, que la Tunisie présente au poste de secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT, ONU Tourisme) pour la période 2025-2029. Ancien ministre du Tourisme et de la Culture (par intérim), il aligne plus de 35 ans de hautes fonctions dans le secteur, ayant été notamment directeur général de l'Office national du tourisme tunisien. Sa gestion de la période du Covid-19 a montré sa capacité à affronter une situation des plus délicates qui a failli plomber le tourisme tunisien.

Habib Ammar est également l'initiateur du plan de mise à niveau du secteur touristique qui a permis de repositionner le tourisme tunisien afin de l'enrichir, de le diversifier et de le rendre plus attractif, ainsi que de lui trouver les financements appropriés. *«Mon ambition, déclare-t-il, est de faire de l'ONU-Tourisme un véritable catalyseur du changement, en plaçant l'innovation, l'inclusion et la durabilité au cœur de son action.»*

Le conseil exécutif de l'ONU Tourisme se prononcera sur les candidatures lors de sa prochaine session les 29 et 30 mai 2025 à Madrid, siège de l'Organisation, et soumettra sa recommandation à l'Assemblée générale de nommer le futur secrétaire général lors de sa session à Riyad (Arabie saoudite), du 7 au 11 novembre 2025. ■



Bawendi de retour

Promesse tenue ! Le Prix Nobel exceptionnel de chimie 2023 Mounqi Bawendi était ravi de revenir en Tunisie, un an après sa dernière visite. L'initiative en revient à son collègue et ami de longue date, le professeur Abdelghani Adnane (Insat), pour donner une conférence plénière le 18 avril 2025 à l'Institut. Brillant comme à son habitude, Bawendi a marqué les esprits des étudiants de l'Insat et de la communauté scientifique tunisienne rassemblés dans un auditorium plein. Mounqi Bawendi, professeur au MIT, a développé une technique de synthèse de «Quantum Dots» (Core-Shell) ayant une dimension nanométrique, contenant quelques centaines d'atomes, ayant des propriétés optiques et électriques très intéressantes pour des applications optoélectroniques, imagerie médicale, photovoltaïques et ingénierie quantique. ■



QNBpay, la touche de confort qui s'ajoute à votre quotidien.

QNBpay vous permet d'effectuer vos transactions quotidiennes d'une manière simple et sécurisée.



qnb.com.tn

Chronologie mars-avril 2025

24 mars

Le chef de l'Etat reçoit le rapport final de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie) sur l'élection présidentielle du 6 octobre 2024.

26 mars

Le chef de l'Etat préside la cérémonie de remise des Prix de mémorisation et de récitation du Saint Coran aux lauréats du concours national de mémorisation et de récitation.

29 mars

Décret n° 2025- 167 du 28 mars 2025 portant convocation des électeurs inscrits dans la circonscription de Bizerte Nord aux élections législatives partielles.

31 mars

Le président Saïed échange ses meilleurs vœux avec ses homologues arabes à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Fitr.

4 avril

Décision de l'Instance supérieure indépendante pour les élections n° 2025-3 du 3 avril 2025 relative au calendrier des élections législatives partielles dans la circonscription de Bizerte Nord.

5 avril

- Le chef de l'Etat préside la réunion du Conseil des ministres.
- Décret n° 2025-177 du 4 avril 2025 fixant l'organisation des travaux des conseils locaux, des

conseils régionaux et des conseils des districts et leur mode de fonctionnement.

6 avril

Le président de la République, Kaïs Saïed, se rend au mausolée de Bourguiba à Monastir à l'occasion de la 25e commémoration du décès du président Habib Bourguiba.

8 avril

Le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, Fethi Zouhair Nouri, remet au président de la République les états financiers de l'institution pour l'exercice 2024, ainsi que le rapport des commissaires aux comptes.

9 avril

- Le chef de l'Etat préside la cérémonie de commémoration du 87e anniversaire de la fête des Martyrs.
- Kaïs Saïed reçoit le ministre algérien des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, en tant qu'envoyé spécial du président Abdelmadjid Tebboune.
- Le ministre de l'Economie et de la Planification, Samir Abdelhafidh, participe aux réunions annuelles des instances financières arabes tenues au Koweït.

11 avril

Le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, participe à la quatrième session du Forum diplomatique d'Antalya, tenue du 11 au 13 avril 2025 en Turquie.

16 avril

Le président de la République, Kaïs Saïed, reçoit en audience Ahmed Aboul Gheit, secrétaire général de la Ligue des États arabes.

18 avril

- Kaïs Saïed effectue une visite inopinée à Mezzouna, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, à la suite de l'effondrement d'un mur du lycée de la ville qui a causé le décès de 3 élèves et blessé deux autres.
- Le chef de l'Etat préside la cérémonie de la célébration du 69e anniversaire des forces de sécurité intérieure.
- Le président de la République, Kaïs Saïed, reçoit le ministre égyptien des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Expatriés égyptiens, Badr Abdel Ati, en tant qu'envoyé spécial du président Abdel Fattah Al Sissi.

22 avril

- Kaïs Saïed s'entretient avec le ministre de l'Intérieur, Khaled Nouri, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, chargé de la Sûreté nationale, Sofiene Ben Sadok, le directeur général de la Sécurité nationale, Mourad Saidane, et le commandant de la Garde nationale, Hassine Gharbi.
- Le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), Fethi Zouhair Nouri, et le ministre de l'Economie et de la Planification, Samir Abdelhafidh, prennent part aux réunions de printemps 2025 du Groupe de la Banque mondiale (GBM) et du Fonds monétaire international (FMI), tenues du 21 au 26 avril 2025 à Washington.
- Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un taux de croissance de 1.4% en 2025 et également en 2026 pour la Tunisie, selon son rapport intitulé « Perspectives de l'économie mondiale, avril 2025 : un moment crucial dans un contexte de réorientations des politiques publiques », publié en marge des réunions de printemps 2025 du Groupe de la Banque mondiale (GBM) et du Fonds monétaire international (FMI).

25 avril

- Le chef de l'Etat préside la cérémonie de réouverture de la maison de la culture Ibn-Khaldoun.
- Kaïs Saïed inaugure la 39e édition de la Foire internationale du livre de Tunis (Filt).

26 avril

Le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, assiste aux funérailles de Sa Sainteté le Pape François et présente les condoléances au nom de la Tunisie aux autorités de l'Etat du Saint-Siège.

DES REMISES & AVANTAGES CLIENTS

ALLANT JUSQU'À

15 000 DT

Auto édition #3 *Fest*

DU 16 AVRIL AU 31 MAI



mahindra ^{Rise}



GEELY



SSANGYONG | KGM

EN PARTENARIAT



www.auto-fest.tn @ f Auto Fest Tunisie



Présidence de la République

1 - Nabil Ammar

Représentant permanent de la République Tunisienne auprès de l'Organisation des Nations unies à New York

Présidence du gouvernement

Moncef Hamdi

• **Directeur de cabinet de la Cheffe du gouvernement**

Mohamed Wael Khamassi

Chargé de mission

Ministère des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger

Mohamed Habib Sassi

Ministre plénipotentiaire hors classe, chargé des fonctions de directeur du Maghreb arabe à la direction générale des relations bilatérales avec les pays arabes.

Mohamed Moez Gara Ali

Conseiller des Affaires étrangères, chargé des fonctions de directeur adjoint des relations avec la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Mali et les pays d'accréditation à la direction générale des relations bilatérales avec les pays d'Afrique.

Mohsen Khedher

Conseiller des Affaires étrangères, chargé des fonctions de directeur adjoint des privilèges et immunités des missions diplomatiques et consulaires et des laissez-passer à la direction générale du protocole diplomatique.

Wassim Ben Salem

Conseiller des Affaires étrangères, chargé des fonctions de chef de la division de la coopération bilatérale dans le domaine de la migration à la direction générale de la migration et des Tunisiens à l'étranger.

Ikram Ben Aberrahmen

Gestionnaire des documents et d'archives, chargé des fonctions de chef de la division des relations avec le Sénégal, le Nigeria et les pays d'accréditation (Ghana, Bénin, Sierra Leone, Guinée Bissau, Gambie et Cap-Vert) à la direction générale des relations bilatérales avec les pays d'Afrique.

Ministère des Finances

2 - Anis Lahouegue

Directeur général de la Régie nationale des tabacs et des allumettes (Rnta)



Sahar Zaghdoudi

Chargée de mission

Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche maritime

Karim Mama

P.D.G. de la Société d'exploitation du canal et des adductions des eaux du nord (Secadenord)

Ministère de la Santé

Mabrouk Aounallah

Chef de cabinet



3 - Mohamed Mokdad

Chargé de mission

Salem Nebili

Directeur général de l'hôpital Aziza-Othmana de Tunis

Lamia Belhassen Bejaoui

Directeur général du complexe sanitaire de Jebel el Oust



4 - Mohamed Moncef Haouani

Directeur régional de la santé au Kef

Ministère de la Jeunesse et des Sports



Kais Bouzaïen

Directeur général de la Cité nationale sportive (CNS)

Ministère des Transports



5 - Chekib Regaieg

P.D.G. de la Société nationale des chemins de fer tunisiens (Snctf)

Ministère du Tourisme et de l'Artisanat



6 - Mohamed Mehdi Haloui

Directeur général de l'Office national du tourisme tunisien (Ontt)

Ministère des Affaires culturelles

7 - Mohamed Tarek Ben Chaâbane

Directeur des Journées cinématographiques de Carthage (JCC) 2025

CRÉDIT AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX

Quelle que soit la nature de vos travaux,
l'UIB vous apporte une solution
de financement adaptée pour
aménager votre logement.



الإتحاد الدولي للبنوك
UIB

GRUPE SOCIETE GENERALE



Et bientôt la place Barcelone !

Resplendissante ! La maison de la culture Ibn-Khaldoun, en plein centre-ville de la capitale, a bénéficié d'une rénovation totale qui lui a rendu tout son charme. Après la piscine municipale et le jardin de la place Pasteur, c'est en effet au tour de cette « institution » emblématique d'activités culturelles dès le début des années 1960 de retrouver son éclat, sur instructions du président de la République, et de moderniser entièrement tous ses équipements. Fin prête pour reprendre une intense programmation artistique et culturelle et redevenir le point de ralliement des amateurs de musique, de théâtre et de beaux-arts.

Deux nouveaux endroits sont en cours de rénovation : la place Barcelone et la place Mongi-Bali, dans les environs de la gare ferroviaire de Tunis. 

[Décès]



1 • Foued Mebazaa
91 ans, ancien président de la République par intérim, ministre, ambassadeur, gouverneur-maire de Tunis, maire de La Marsa et de Carthage.



2 • Tahar Sioud
87 ans, ministre et ambassadeur de Tunisie, président de la Fédération tunisienne de football (FTF) et de l'Association des anciens ambassadeurs et consuls généraux de Tunisie.



3 • Omar Ben Mahmoud
Economiste, universitaire, ancien gouverneur de Tunis et secrétaire d'État chargé du Fonds de solidarité nationale 26-26.



4 • Hakim Ben Soltane
Magistrat de troisième grade, ancien substitut du procureur près le pôle antiterroriste.



5 • Dr Zakaria Bouguira
Médecin anesthésiste-réanimateur.



6 • Dr Slim Annabi
Psychiatre, chercheur, membre de l'Instance nationale pour la prévention de la torture (Inpt).



7 • Adel Haj Salem
Journaliste et auteur.



8 • Ridha Hajjem
85 ans, humoriste, comédien.



رفاهية، راحة، وموقع مميز

نقترح عليكم مشروعنا الجديد الكائن بأريانة الصغرى - طريق رواد، وهو مشروع سكني راقٍ يجمع بين الجودة العالية، التصميم العصري، والموقع الاستراتيجي

شقق من نوع S+3 / S+2 / S+1

إقامة مؤمنة

مأوى سيارات

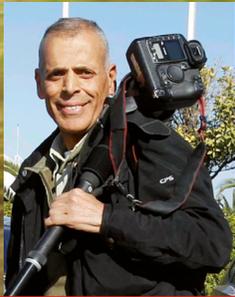
قرب من المدارس، المحلات، والمرافق الحيوية

استثمروا في عقار مضمون مع SIMPAR



29 921 009 - 29 921 011

simpar.tn



Par Mohamed Hammi

Hippisme

Eclatante Coupe du Président des EAU à Ksar Saïd

Arrêt sur image





Meeting hippique exceptionnel dimanche 20 avril 2025 à l'hippodrome de Ksar Saïd, à la faveur de la Coupe du Président des Emirats arabes unis. Le ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, Ezzedine Cheikh, était ravi d'accueillir, à cette occasion, le ministre émirati de l'Economie, Abdallah Ben Taoug Al Mari,

l'ambassadeure des EAU à Tunis, Imane Ahmed Sellami, la directrice générale de la Banque de Tunisie et des Emirats (BTE), Ferial Chebrak, partenaire stratégique de l'édition tunisienne de la Coupe, et un grand nombre de diplomates, de visiteurs étrangers et d'amateurs de sports équestres et de compétitions hippiques.

Retrouvant l'ambiance historique des grands jours, Ksar Saïd

regroupait éleveurs, propriétaires, entraîneurs, jockeys et spécialistes venus de nombreux pays, notamment la Libye et les Emirats, en communion avec un public tunisien massif.

Créant la surprise, le cheval Nafe'eh, propriété de KH. Ben Othman, entraîné par Jabari et monté par José Santiago, rafla la Coupe du Président des EAU. Quant au Prix de la BTE, d'une



valeur de 40.000 D, et réservée aux juments de 4 ans et plus de pur-sang arabe (57 kg), il a été raflé par la jument Maya El Janoub, propriété de Abdelkerim Sooubani, entraînée par Sabri Guesmi et montée par Mohamed L'Medihine.

«Ce partenariat incarne nos valeurs d'excellence, de tradition et de modernité. C'est un honneur pour la BTE de contribuer à la promotion

d'un sport qui allie prestige et enracinement culturel profond», a déclaré Mme Feriel Chebrak, directrice générale de la BTE. En renouvelant son engagement stratégique pour la deuxième année consécutive avec l'UAE President Cup, l'une des plus grandes compétitions mondiales de courses de chevaux pur-sang arabes, la BTE se positionne comme un partenaire officiel de cet événement emblématique, reflet de l'héritage

culturel émirati et de l'excellence sportive, souligne la Banque. «Ce partenariat, poursuit-elle, au-delà de sa portée symbolique, s'inscrit dans une vision partagée entre la Tunisie et les Émirats arabes unis, portant sur la promotion d'un patrimoine commun et la consolidation des liens historiques et économiques. La BTE réaffirme sa double identité tuniso-émiratienne et son rôle de pont financier et culturel entre les deux rives.»



Politique, leadership et bonne volonté

• Par Riadh Zghal

La question de leadership fait couler beaucoup d'encre dans le domaine du management depuis qu'on a observé que le commandement hiérarchique n'était pas fonctionnel dans tous les cas et qu'il était concurrencé par l'existence, à côté de la structure formelle consignée dans un organigramme, d'une structure sociale informelle des employés, dirigée par des leaders bénéficiant de légitimité auprès d'une majorité de leurs collègues. Cela se manifeste nettement lorsque des grèves sont décrétées par des syndicats d'entreprises, ou bien sans aller jusqu'à la grève lorsque les travailleurs observent un ralentissement de l'activité soit par l'absentéisme, soit par le tire-au-flanc ou la fréquence de départs volontaires. Reste la question du comment émergent ces leaders informels? Généralement, ils sont adossés à une centrale syndicale ou bien ce sont parfois des individus qui se distinguent par un charisme, des capacités de communication et autres qualités particulières qui leur permettent de mobiliser autour d'eux un groupe d'activistes.

Dans le domaine politique, le leadership brasse à grande échelle, celle d'une majorité de la nation. La formation d'un leadership engagé pour la libération de la Tunisie du joug colonial a nécessité une maturation des opinions qui a duré 75 ans ponctués par des écrits avant d'en arriver à la lutte organisée par des militants du verbe et des armes. Les leaders de l'indépendance ont émergé en s'exposant à une répression coloniale impitoyable et sauvage. Ils ont payé de leur chair mais pas seulement. S'ils ont réussi à libérer le pays du joug colonial, c'est surtout parce qu'ils ont réussi à constituer une masse critique de personnes unies par la même volonté de se sacrifier pour une cause, guidés par une vision politique à mettre en œuvre une fois acquise l'indépendance du pays. Une telle masse critique, associée à une vision de l'avenir partagée, a permis la fondation d'un parti et de structures en mesure de diffuser l'engagement de larges pans de la société pour supporter le coût d'une lutte pour l'Indépendance.

Plus tard, une masse critique d'adhérents au parti politique a servi à soutenir une politique de développement telle que définie par les leaders politiques qui ont pris le pouvoir. A cet égard, on peut déduire que la formation d'un leadership nécessite une période plus ou moins longue, nécessaire à une maturation historique et sociale variable selon les pays et les conditions géopolitiques qui caractérisent un moment de domination d'une idéologie, d'une puissance. Toutefois, la légitimité d'un leadership n'est jamais durable. Les germes de la contestation des leaders se développent au gré des changements de contexte et de la gouvernance adoptée par les leaders souvent tentés par l'entretien de leur pouvoir, quitte à instituer un régime autoritaire et répressif de toute contestation.

Afin d'asseoir son leadership, outre ses qualités personnelles, le leader politique appartenant à un parti bénéficie de nombreux avantages que lui procure ce dernier. Cela peut débiter par une formation que les partis bien établis et organisés offrent à leurs jeunes adhérents, puis de nombreuses opportunités de communication et d'apprentissage par l'expérience, l'observation de «*role models*» parmi les aînés. Le leader potentiel d'un parti dispose d'une vision et d'un programme d'action bien ficelé, ce qui constitue une base sur laquelle il peut s'appuyer pour rayonner et mobiliser des sympathisants de plus en plus nombreux. Le cercle de ces derniers s'élargit de manière considérable si un usage adéquat est fait des réseaux sociaux, ce qui contribue à donner une visibilité au leader et à son engagement pour le projet politique de son parti. Ainsi le parti offre un cadre pour la structuration du profil de leader dont une plateforme pour s'exprimer, exercer ses capacités de communication, de persuasion et par suite de mobilisation des soutiens aussi bien à son statut de leader qu'au parti qu'il représente. Le parti offre au leader potentiel l'opportunité de conduire des débats publics, là où il est confronté à des controverses émanant de personnes appartenant à des partis opposés et à la société civile dans

toute sa diversité. Une telle expérience stimule sa capacité d'affiner son argumentaire et celle de jeter un regard critique sur le programme de son parti.

Si le fonctionnement démocratique de la société respectueux des institutions ne peut se passer de gouvernement, la démocratie ne peut se passer de partis et «*la société démocratique ne peut se passer de leadership*», écrivait Moisei Ostrogorski

Le leadership est le produit d'un contexte où interviennent plusieurs variables dont la nature de la société. On se rappelle le dicton arabe " كما كنتم يولي عليكم " «*tels que vous êtes, vous serez dirigés*». Seulement ce dicton ne dit pas tout dans la mesure où les «*menés*» se retournent contre celui qui a été leur meneur. Le leadership qui a été opérationnel dans certaines circonstances n'est plus efficace lorsque des changements se produisent générant une situation nouvelle à plusieurs points de vue. Combien de leaders ayant bénéficié d'une légitimité sociale, puis mués en dictateurs une fois assurés d'une légitimité institutionnelle, ont très mal fini. Ainsi ont chuté des empires et des régimes nationaux aveugles aux changements qui se produisent autour d'eux et dans le monde, et sans vision prospective.

Tout porte à croire que le leadership politique ne s'improvise pas dans une société comme la nôtre en phase de transition, exposée aux incertitudes d'un monde en mutation. En revanche, afin d'éviter les turbulences de l'incertitude, il y a besoin d'une vision fixant une orientation vers laquelle puissent se diriger les acteurs sociaux car «*il n'y a pas de bon port pour celui qui ignore sa destination*». De même, les acteurs sociaux, érigés grâce à une dynamique sociale particulière, ne logent pas uniquement au sommet de l'Etat. Ils sont disséminés à travers toutes catégories sociales et au gré de leurs activités émergent des leaders qui pourraient être guidés par une vision partagée de l'intérêt national. Mais ce n'est pas toujours le cas. La question d'ordre politique récurrente est comment prémunir le leader contre la dérive autocratique ? Des éléments de réponse se trouvent dans le style de leadership adopté.

Le style de leadership renvoie au comportement du leader en rapport avec ses collaborateurs et la population qu'il est censé diriger, que ce soit à une échelle nationale ou celle d'une population de citoyens plus réduite. A ce propos, les théories divergent. Les premières plaçaient le leader au centre du processus de leadership. Selon son profil et sa volonté, le leader mise sur son charisme, sur la production de règles à respecter ou bien se contente de laisser faire. Plus tard, les théories ont considéré le rapport entre la situation chargée de multiples variables et le style de leadership, puis en sont

arrivées à considérer le fait que le leadership est d'abord une interaction entre un meneur et ceux qu'il dirige. Et dans cette relation, il y a une réciprocité au sens où toute action appelle réaction et donc changement dans les perceptions, les attitudes et les comportements. Autrement dit, le pouvoir de changement n'est pas l'apanage du seul leader même s'il croit en avoir tous les pouvoirs.

En politique, le leader peut être puissant mais des citoyens et la société dans son ensemble disposent de pouvoirs, d'où l'importance des interactions sociales entre le leader et son peuple. Contrairement aux styles autocratique ou transactionnel de type donnant-donnant, le leadership transformationnel place les interrelations au centre du lien qui unit le leader et ses suiveurs. La question devient alors de trouver les moyens de cadrer l'action de manière à créer une harmonie dans les comportements des uns et des autres pour assurer l'efficacité dans la poursuite des objectifs fixés par un projet politique. Le leader transformationnel tout en étant à l'écoute de ses suiveurs cherche à construire un consensus autour d'objectifs visés, de valeurs et de normes partagées. Il cherche à donner l'exemple et agit en tant que «*role model*» inspirant émotionnellement et intellectuellement. Ce qu'il attend de ceux qui le suivent, tout en leur manifestant sa considération, non l'obéissance mais un degré d'autonomie s'appuyant sur le développement de leurs capacités de résolution de problèmes complexes, de créativité, d'engagement envers un projet d'intérêt commun et de valeurs partagées et par suite de prise de décision adossée à un socle commun de consensus relatif aux orientations d'ensemble dont la stratégie nationale de développement.

En cette période trouble que traverse le monde, dont notre pays qui cherche sa voie pour la paix et la prospérité, il y a un besoin de leadership transformationnel, non seulement au sommet mais aussi au niveau de toutes les strates de la société et des organisations. Un tel leadership opère des changements dans les représentations grâce à une vision partagée de l'intérêt général, fondée sur une stratégie nationale explicite et largement diffusée, des valeurs communes orientant la gouvernance des institutions nationales et locales. Structurer un tel leadership ne s'improvise pas mais exige des préalables dont une vision consensuelle ou du moins bénéficiant de l'adhésion du plus grand nombre. En plus de la vision et d'une stratégie nationale, un tel leadership va avec plus d'autonomie des acteurs et la transformation des responsables en leaders par la formation à un tel rôle orienté vers l'efficacité de l'action débarrassée d'idéologies et d'immobilisme administratif et d'autoritarisme improductif. Finalement, le leadership politique mû par l'intérêt général ne se suffit pas de bonnes volontés. ■

R.Z.



Foued Mebazaa

Passeur de transition

Doucement, le sourire aux lèvres, il s'est éteint, le soir chez lui à Carthage, entouré de l'affection des siens. Foued Mebazaa était dans sa discrétion naturelle, sa modestie habituelle. Même si elles n'ont pas bénéficié d'une cérémonie officielle de la République reconnaissante, ses funérailles, simples, n'en étaient pas moins empreintes d'émotion et de considération. Le chef de l'Etat, Kaïs Saïed, n'a pas manqué pas de se rendre à son domicile pour présenter ses condoléances à sa famille.

D'un long parcours de près de 50 ans au service de la nation, les Tunisiens retiennent surtout de lui l'épopée footballistique en Argentine en 1978, et sa présidence par intérim de la République en 2011.

«C'est vous qui assurerez la présidence de la République par intérim», lui intimera d'emblée le vendredi 14 janvier 2011, en fin d'après-midi, Sami Sik Salem, haut gradé de la Sécurité présidentielle, en présence du président de la Chambre des conseillers et du Premier ministre, tous les trois convoqués au palais de Carthage, alors que l'avion de Ben Ali avait à peine décollé. Foued Mebazaa voulait bien passer le tour, arguant de son état de santé. Abdallah Kallel, piaffant d'impatience, se proposait pour occuper la charge, alors que Mohamed Ghannouchi observait prudemment la scène, devant s'assurer d'une vacance provisoire ou définitive du pouvoir. «Non, c'est de la compétence du président de la Chambre des députés», tranchera Sik Salem.

«Président malgré lui», porté par ses charges à assumer les fonctions suprêmes, il finira par acquiescer et s'investir. Ses toutes premières décisions seront de suspendre la Constitution de 1959, de dissoudre le parlement et de

lancer le processus pour l'élection d'une Assemblée nationale constituante, devant investir un président provisoire de la République. Les surprises et les embûches ne manqueront pas. Fin février 2011, le Premier ministre Mohamed Ghannouchi, menacé en direct sur la chaîne télévisée nationale de pendaison par un énergumène se prétendant «la voix de la révolution», jettera l'éponge, épuisé par tant de harassements, édifié par cette violence pouvant aller jusqu'à son assassinat.

Dans la solitude absolue du pouvoir, Foued Mebazaa devait choisir en son âme et conscience un compagnon de route capable de former et de diriger le gouvernement et d'assurer à ses côtés cette redoutable transition, stabilisant un pays dans l'œil du cyclone. Sa pensée ira directement à Béji Caïd Essebsi. Tout deux issus du même moule destourien et bourguibien, ils étaient liés par une longue amitié, un profond respect mutuel et une totale confiance. Par deux fois, Béji Caïd Essebsi avait été son patron : Béji, ministre de l'Intérieur et Foued, directeur général de la Sûreté nationale (1965 -1969), puis Béji ministre des Affaires étrangères, et Foued ambassadeur auprès de l'ONU à Genève. Leurs relations étaient encore plus renforcées par une action commune dès l'édification du nouvel Etat.



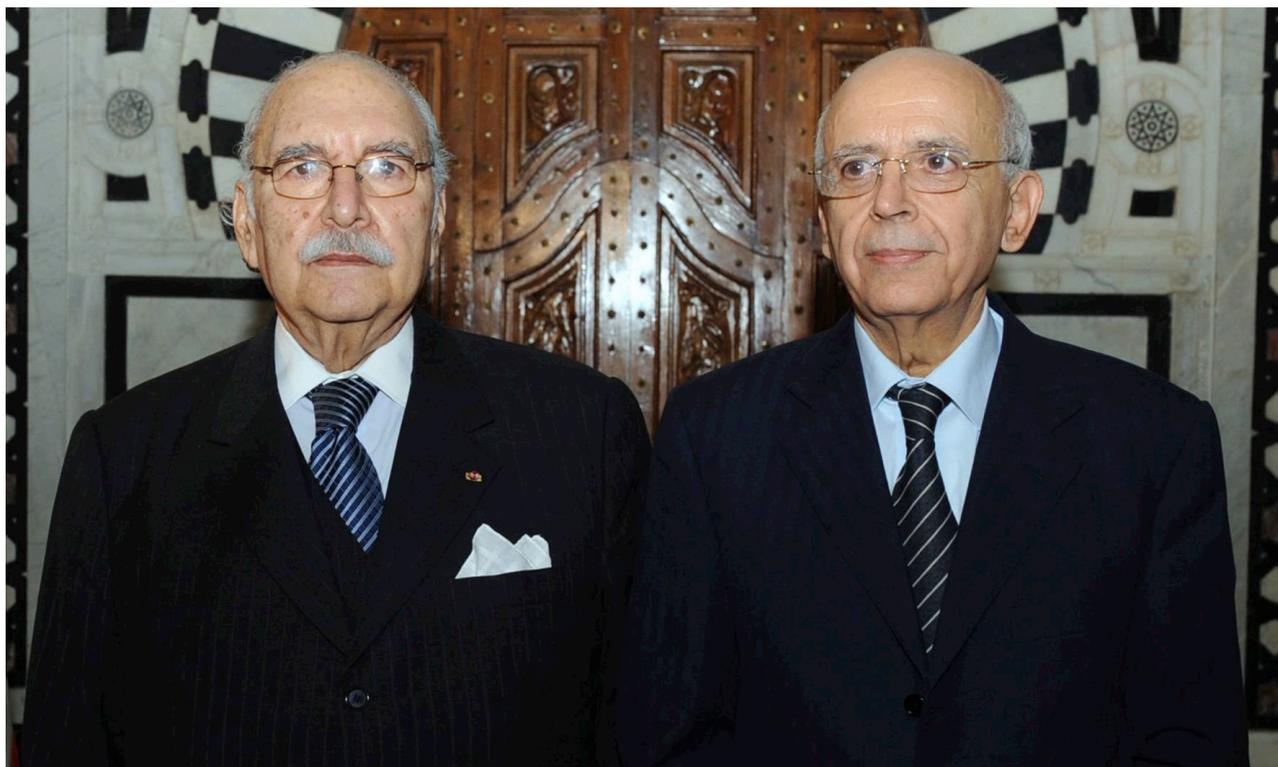


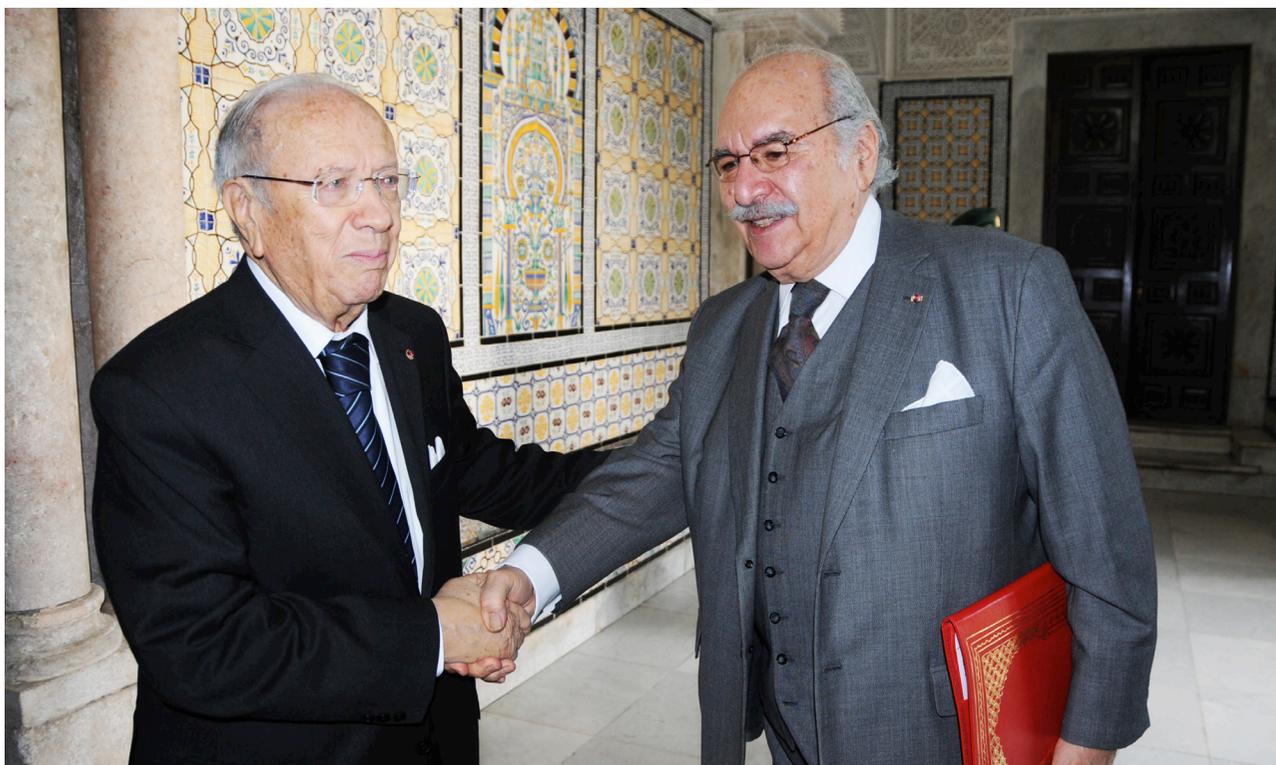
Le duo fonctionnera en toute cohérence. Foued Mebazaa instaurera d'emblée les règles des relations entre la présidence de la République et celle du gouvernement,

traçant clairement les périmètres respectifs, insufflant concertation, échanges et fluidité. Une synergie totale, une «*complicité parfaite*», malgré quelques divergences de points de vue.

Règle principale, tout soumettre en débat au conseil des ministres et se conformer à la décision collective prise. Mais aussi prêter attention à la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, présidée par Yadh Ben Achour. «*Institution révolutionnaire*», pluraliste dans sa composition, elle contribuera par la production de textes fondamentaux qui seront promulgués en décrets-lois et guideront la formation de la future Constituante. Rafaâ Ben Achour, qui a été son proche conseiller, le notera.

Deux grandes pierres d'achoppement viendront susciter de grandes controverses. D'abord, l'intégration de tous les agents temporaires et travailleurs occasionnels et de la sous-traitance dans la fonction publique. La pression de la rue et de l'Uggt était si forte que le gouvernement a fini par plier. Puis, la promulgation d'une amnistie générale qui «*par inadvertance*» n'a pas exclu de la grâce les terroristes salafistes aux mains ensanglantées par des assassinats commis contre des Tunisiens.





Mais, Foued Mebazaa s'attachera à sauver l'essentiel : stabiliser le pays et le conduire vers des conditions apaisées afin de tenir le scrutin du 23 octobre 2011 pour l'élection de la Constituante. La Troïka formée par Ennahdha, Ettakatol et le CPR, majoritaire, choisira Dr Moncef Marzouki en tant que

président provisoire de la République. Investi par l'ANC et ayant prêté serment, il s'empressera de rejoindre en ce mardi 13 décembre 2011 le palais présidentiel de Carthage, drapé dans son burnous, pour prendre ses nouveaux quartiers, quitte à arriver avant l'heure prévue.





Un autre homme était aussi impatient que lui ce jour-là dans la cour d'honneur du palais. Pressentant une arrivée furtive du nouveau locataire, Foued Mebazaa était prêt depuis plus d'un quart d'heure pour transmettre le relais au Dr Moncef Marzouki. Il l'introduit au palais, s'installe avec lui sur deux fauteuils faisant face-à-face devant le bureau utilisé jadis par Ben Ali, et aura avec lui un bref entretien en tête-à-tête, dans une haute tradition républicaine. Marzouki raccompagnera

le président par intérim jusqu'à sa voiture. Avec le sentiment du devoir accompli, Mebazaa regagnera son domicile, pour s'installer dans un total détachement du pouvoir et s'imposer une obligation de réserve.

«Président malgré lui», Foued Mebazaa a refusé de s'installer dans le fauteuil de Bourguiba, comme le soulignera Férid Memmiche. Il choisira un bureau dans le bâtiment érigé sur



la colline dans l'enceinte du palais, réservé au cabinet présidentiel. Jamais il ne mettra les pieds dans le palais présidentiel, ses appartements, son centre sportif ou autres, ni dans la résidence Dar Essalem réservée au chef de l'Etat. Il donnera sans doute des instructions pour s'assurer que l'intendance veillait au grain, et la seule fois qu'il « descendra » au palais, c'était juste la veille de la transmission du pouvoir pour vérifier que tout était au point. Son attention sera retenue par un portrait de Bourguiba, dessiné sous des traits hideux, accroché sur ordre de Ben Ali dans le patio d'entrée, pour souligner son âge avancé. Il demandera qu'on le décroche, ce qui sera fait sur-le-champ.

Chaque jour, son chauffeur le déposait à 9 heures précises à l'entrée du cabinet présidentiel pour emprunter l'ascenseur le conduisant à l'étage où se trouvait son bureau. Très fatigué les premiers jours, ployant sous le poids de la charge qui lui est dévolue et appréhendant de mauvaises surprises, Foued Mebazaa s'efforçait de contenir ses souffrances. Progressivement, son état de santé s'améliorera, et redoublant de courage et d'énergie, Mebazaa s'emploiera à s'acquitter au mieux de sa mission. Restant au bureau jusqu'à une heure tardive le soir, il recevait ses visiteurs, examinait ses dossiers, téléphonait aux uns et aux autres, arbitrait des conflits et donnait ses instructions, ne laissant rien traîner. Son directeur de cabinet, Mondher Rezgui, en témoignera.

Son seul moment de répit, si possible, c'est le dimanche matin. Prenant son couffin, il se faisait conduire au marché de La Marsa pour effectuer lui-même ses courses, discutant avec les vendeurs et les concitoyens. Emplettes faites, il se rendait chez son coiffeur de longue date, prenait une chaise devant le salon, devisant de tout et de rien avec des amis, saluant d'humbles passants qui voulaient se prendre en selfie avec lui, embrassant affectueusement leurs enfants.

L'après-midi est consacré au foot, à la famille, aux amis... Ainsi était Foued Mebazaa dans l'exercice de son intérim à la présidence de la République. Le jour d'après, il restera le même, comme il l'avait été avant, depuis toujours. A chaque Aïd, tôt le matin, il était le premier à appeler parents, amis, camarades d'enfance, compagnons de route, anciens collaborateurs et autres, pour leur présenter ses meilleurs vœux. Modeste, sincère, fidèle, Foued Mebazaa était dans cette rare finesse et grande bonté. Nous ne le remercierons jamais assez !

Taoufik Habaieb



Foued Mebazaa

Patriotisme et sens de l'Etat



• Par Ferid Memmich

Figure de proue de l'Uget et du Destour en France, diplômé de Sciences-Po et titulaire d'un doctorat en philosophie de la science obtenu à la Sorbonne, Férid Memmich était au cœur de l'action politique pour les libertés et la démocratie. Foued Mebazaa, qui le connaissait de longue date, le sollicita pour rejoindre son cabinet en qualité de conseiller principal, chargé des affaires politiques. Pondéré, avisé, lié par une grande amitié avec Béji Caïd Essebsi, connaissant tout le sérail ainsi que les acteurs de la société civile, Férid Memmich sera avec Mondher Rezgui et Rafaâ Ben Achour, notamment, un personnage clé, discret, dans le dispositif présidentiel. En 2015, Caïd Essebsi le nommera représentant personnel du Président de la République auprès de l'Organisation internationale de la francophonie.

Témoignage.

Après avoir occupé le devant de la scène pendant des heures cruciales pour la Tunisie, Foued Mebazaa nous a quittés discrètement comme il a vécu.

L'élégance et la discrétion ont, en effet, distingué ce bourgeois toujours proche du peuple, des gens dont il appréciait la compagnie. Issu d'une brillante lignée de hauts dignitaires de la Zitouna, sa famille, ses proches l'avaient baptisé «*Hadj*» dès son plus jeune âge.

Il s'est attaché, sa vie entière, à incarner cette synthèse très bourguibienne des valeurs de modernité, d'émancipation et d'ouverture, qui constituent le socle de la tunisianité.

Très tôt, adolescent, avant même l'Indépendance, il s'est engagé avec ferveur dans la «*Jeunesse destourienne*» donc dans la lutte contre la colonisation française. C'est dire s'il a été nourri à une sève authentiquement patriotique et qu'il s'est trouvé aux avant-postes du combat pour la fondation d'un Etat tunisien indépendant et moderne. Etudiant à Paris et militant au sein de l'Uget, il a été président de la prestigieuse Aemna (Association des étudiants musulmans nord-africains, pour les anciens, le fameux 115 du Boulevard Saint Michel à Paris). L'Aemna était le fer de lance de la double lutte pour l'indépendance et l'unité du Maghreb arabe, rêve des élites nationalistes

nord-africaines (de Habib Thameur, Messali Hadj, Mansour Moâlla et Hédi Baccouche, pour ne citer que les anciens).

Dans les diverses responsabilités qu'il a assumées, son souci permanent aura été le service de l'Etat, à des postes aussi différents que la direction de la Sûreté nationale, les ministères de la Culture et de l'Information, de la Santé et enfin de la Jeunesse et des Sports qui rappelle l'épopée footballistique de l'Argentine. Toujours affable et de bonne humeur, il sera resté fidèle à lui-même, à ses propres valeurs et aux siens. Quelqu'un disait qu'un homme fidèle en amitié ne peut pas être mauvais. Et il fut, tout au long de son existence, d'une fidélité indéfectible à ses amis.

Ainsi, gouverneur-maire de Tunis, après le fameux congrès du parti de Bourguiba de Monastir 1 en 1971, alors que le groupe de ses amis libéraux démocrates était honni (Hassib Ben Ammar, Béji Caïd Essebsi, Habib Boularès, Sadok Ben Jemâa, Radhia Haddad...qui, par la suite, ont créé les journaux «*Errai*» et «*Démocratie*»), il n'hésitait pas à les rencontrer régulièrement, au vu et au su de tous, au domicile de l'ami commun Mohamed Salah Belhaj, ancien secrétaire général du comité de coordination du parti à Tunis dont il était proche, bien que ce dernier ait été mis à l'index par Bourguiba en personne. Ce n'était pas du «*militantisme héroïque*», mais à ses yeux, les relations amicales étaient assurément plus solides que les divergences politiques.



Ainsi a-t-il manifesté tout au long de sa carrière cette forme d'humanisme doublé d'une conception saine du sens de l'Etat. De même, alors qu'il dirigeait la Sûreté nationale, a-t-il résolument refusé de donner l'ordre de tirer sur les manifestants, lors des événements de juin 1967, en dépit de l'ordre que Bourguiba, fou de rage, avait intimé. Il en paya le prix puisqu'il fut aussitôt limogé. Ministre de la Culture et de l'Information, il eut à cœur d'encourager l'expression de la création artistique, comme l'a si bien rappelé Tawfik Jebali, en autorisant des pièces de théâtre a priori vouées à la censure (*Ghassalet in Nwader* de la troupe de Fadhel Jaïbi, Fadhel El Jaziri, Jelila Baccar...) qui n'avaient évidemment pas l'heur de plaire au pouvoir. Il serait honnête aussi de rappeler, à ce sujet, l'impulsion qu'il a donnée, comme maire de La Marsa, aux arts plastiques en multipliant les expositions de peinture et autres manifestations.

Élégance, discrétion et fidélité restent les maîtres-mots qui pourraient le caractériser et, bien sûr, militantisme et sens de l'Etat qui auront été les constantes de son parcours.

Dans un résumé hâtif, nous pourrions dire qu'il a été un «*Président malgré lui*», dans la mesure où le pouvoir, a fortiori le pouvoir suprême, ne l'obsédait pas. En janvier 2011, dans une Tunisie livrée à la rue, au chaos, à l'exigence populaire que tous les besoins soient immédiatement et intégralement satisfaits, toutes les manettes de l'appareil de l'Etat se sont trouvées paralysées. Ainsi, Fouad Mebazaa s'est-il trouvé dans une situation qu'il n'avait pas cherchée, à exercer un pouvoir qu'il aurait préféré ne pas avoir. Bien entendu, le sens du devoir et le patriotisme l'ont emporté dans ces circonstances dramatiques et ont permis que soit assurée la continuité de l'Etat pour tenter de satisfaire les appels du peuple, l'exigence de dignité, de liberté et de démocratie qu'il exprimait. Sa première résolution, à ce stade, fut de rompre avec le système

Ben Ali. Fouad Mebazaa, président de la République, n'a pas, symboliquement, dormi une seule nuit au palais de Carthage, par respect pour l'Etat. Président intérimaire, il avait, en effet, une seule charge : assurer l'alternance pacifique et légale au pouvoir et non s'y installer. Il a non seulement continué à habiter chez lui et n'a jamais occupé la partie présidentielle du palais, mais a aussi installé son bureau dans le bloc du palais naguère réservé aux Conseillers de Ben Ali. Ce qui fait qu'il ne s'est jamais installé dans le bureau de Bourguiba, tout simplement par principe.

Son autre obsession fut de remplir sa mission au plus vite, selon les termes mêmes de la Constitution. Et l'obligation dans laquelle il s'est trouvé de reporter, à plusieurs reprises, la date des élections a constitué pour lui un vrai calvaire, alors même qu'il eut été concevable qu'il y prît plaisir. Bien que le pouvoir n'ait jamais été aussi vertical et son contrepoids institutionnel aussi inexistant, jamais la tentation de prolonger sa primature ou d'en tirer un quelconque avantage indu ne l'a effleuré. Sa détermination première, dans le respect strict des termes de la Constitution en vigueur, était de procéder à des élections présidentielles, puis législatives, afin de restituer rapidement aux nouveaux élus Présidence et Assemblées. Le consensus national en décida autrement et il s'y conforma. Cela aura-t-il été une erreur ? Il en va de même pour l'amnistie générale, réclamée par tous en 2011, dénoncée par beaucoup aujourd'hui. L'histoire jugera.

Fouad Mebazaa aura, en tout état de cause, contribué à pérenniser l'Etat, à entamer un nouveau cycle historique d'alternance pacifique et démocratique au pouvoir. Il serait juste de le remercier devant l'Histoire.

Qu'il repose en paix comme militant patriote ayant accompli son devoir. ■

F.M.

L'épopée de l'Argentine 1978

La participation de la Tunisie, pour la première fois au tour final de la Coupe du monde de football 1978 en Argentine, demeure un exploit ancré au cœur des Tunisiens. Si l'épopée argentine conserve une résonance particulière, c'est pour le nombre important de ses artisans. Naturellement, les joueurs et le staff technique sont les plus indiqués pour s'imposer à la mémoire, mais comment occulter les hommes qui ont concouru à cette saga quelque peu inachevée ?

Un homme a été l'architecte de l'ombre : Foued Mebazaa, ministre de la Jeunesse et des Sports. Quand il constate en 1974 que le courant entre Nagy, le sélectionneur, et les internationaux ne passe pas, il se résout, en concertation avec ses conseillers, à faire appel à un jeune entraîneur tunisien ayant excellente réputation et en pleine ascension : Abdelmajid Chétali. Il faut préciser que ce ministre s'est exercé au football comme joueur au Club Africain, comme président de la FTF et comme directeur de la jeunesse

et des sports au secrétariat d'Etat aux Affaires sociales et aux Sports coiffé par Mondher Ben Ammar.

L'intronisation de Chétali, avec comme adjoint Taoufik Ben Othman, l'homme à tout faire, ne produit pas d'effet immédiat avec des résultats insuffisants sur les quatre tableaux en 1975 : éliminatoires des Jeux Olympiques, Coupe d'Afrique des nations, Jeux méditerranéens d'Alger et Coupe de Palestine. Mais Foued Mebazaa ne perd pas espoir et accorde à la sélection tous les moyens pour entamer l'aventure mondialiste avec toutes les chances. Il cède à la demande de Chétali de rassembler ses joueurs trois jours par semaine, avec le coût qui en découle (logistique, défraiement).

Pour le ministre, les promesses de l'équipe sont quasi évidentes ; il reste la méthode et la détermination. Il devient l'ami des joueurs, leur soutien inconditionnel. Omniprésent sans être envahissant, il prodigue les conseils, crée la détente,





motive sans en donner l'impression. Ayant vécu le fonctionnement intime du footballeur, il lui est aisé de recourir à l'empathie pour que joueurs et entraîneurs se sentent en confiance totale, donc aptes à donner le maximum. Les résultats ne déçoivent pas cette fois-ci, malgré des sueurs froides à trois reprises : les tirs au but devant le Maroc, l'indécision face à la Guinée et le nul compromettant la qualification face au Nigeria à Tunis. La fugue de Chétali après ce dernier match est même une épreuve pour le ministre qui trouve la parade miraculeusement.

Le 11 décembre 1977, Foued Mebazaa est aux anges : la qualification après une magistrale

démonstration de football face aux Pharaons fait de lui l'homme le plus heureux au monde. Il est en droit de considérer que ce sacre est sa propre œuvre depuis qu'il a fait démarrer l'expérience des écoles de football avec Ben Ezzedine en passant par l'équipe en 1971 ou la bourse accordée à Chétali pour parfaire sa formation à Cologne en 1968-69. Sans se formaliser, il accourt dès le coup de sifflet final vers les vestiaires pour féliciter, ou plutôt remercier les joueurs encore sous la douche. Un grand enfant qui s'éclate dans une euphorie maîtrisée mais traduisant la délivrance d'un homme craignant l'échec tout près de l'arrivée.



Adieu Monsieur le Président

الله يرحمك!

• Par Mondher Rezgui



A peine avait-il pris ses fonctions de président de la République par intérim que Foued Mebazaa appela à ses côtés Mondher Rezgui, pour lui confier la direction du cabinet présidentiel. Il avait apprécié ses qualités alors qu'il était chercheur puis directeur du Centre de recherches et d'études parlementaires à la Chambre des députés, et l'a choisi pour assumer cette délicate fonction clé au cœur du nouveau pouvoir, sachant qu'il pouvait compter sur son expertise et son intégrité. De janvier à décembre 2011, Mondher Rezgui sera un témoin privilégié, mais aussi un acteur central au Palais de Carthage, coiffant l'ensemble des services de la Présidence de la République (administration, sécurité, protocole, communication, etc.). Il assurera en outre le suivi de la mise en œuvre de toutes les décisions et l'examen de tous les textes soumis à la signature du chef de l'Etat. Travaillant directement avec lui au quotidien, partageant avec lui des moments parfois très difficiles et collaborant pleinement avec le gouvernement et les nouvelles instances, il saura apporter une efficacité vigilante et imprimer une fluidité facilitatrice.

En guise de témoignage et d'hommage, il adresse la lettre posthume suivante au Président Foued Mebazaa.



V

ous êtes parti avec la sérénité que procure la ferme conviction du devoir accompli envers votre pays et envers votre peuple durant toute une vie dédiée pleinement au service de la nation.

En tant que militant politique, votre parcours n'a jamais connu de rupture depuis votre adhésion, à 14 ans, au Parti socialiste destourien (PSD) en 1947. Pour votre génération, un tel engagement était fondamentalement patriotique plutôt que partisan.

Vous avez certes nourri un profond respect pour le grand leader Habib Bourguiba et porté une admiration singulière pour le militant Taieb Mhiri. Cependant, vous avez manifesté en permanence un sens développé de la mesure par rapport aux personnes et un attachement inconditionnel au service de la patrie. C'est cet esprit qui vous anima tout au long de votre longue carrière politique.

Vous avez été certes aidé par un détachement personnel naturellement manifeste par rapport au pouvoir, ce qui vous apporta une «immunité» exceptionnelle face aux vagues successives de «neutralisation» ciblant tous ceux qui pouvaient donner l'impression de nourrir une certaine ambition pour le leadership politique.

C'est bien votre désintéressement inné du pouvoir en général et du leadership politique en particulier, doublé de votre patriotisme sincère et votre empathie naturelle, qui vous valut cette longévité politique qui intrigue à ce jour beaucoup de monde.

Ce même désintéressement naturel du pouvoir avait contribué à nourrir l'information erronée selon laquelle vous auriez refusé l'intérim de la magistrature suprême le 14 janvier 2011. Or, ce jour-là, la situation pour vous ne se posait pas dans ces termes. Le moment était grave et historique et votre acceptation d'assumer la présidence intérimaire de la république n'était pas définitivement tranchée.

Votre réflexion était plutôt accaparée par cette désintégration si significative d'un rêve de jeunesse lié à la construction d'un Etat censé transcender ses dirigeants et être au service de son peuple.

C'est à cet effondrement que vous avez songé en premier lieu en raison d'une gestion individualiste de plus en plus déconnectée par rapport aux attentes légitimes de tout un peuple. Il s'agissait pour vous d'un peuple qui constitua, aux yeux et à l'esprit des pères fondateurs du

jeune Etat tunisien, la raison d'être même de cet Etat libéré du joug de la colonisation.

Dans ces moments de réflexion grave vous avez été mû par une volonté personnelle profonde et sincère de contribuer, dans le cadre d'une œuvre nationale collective, à corriger le cours de l'Histoire. Cela donna lieu, dans l'humilité, à une adhésion convaincue et déterminée à la légitimité de l'ensemble du processus révolutionnaire en tant que devoir ultime à l'égard de la Tunisie pour contribuer à la prémunir contre toute dérive destructive, préparer son évolution sur la voie démocratique avant de transmettre ses destinées à ceux que les Tunisiens allaient choisir par voie d'élection.

Vous avez ainsi adhéré aux thèses de la Tunisie profonde avec humilité et enthousiasme loin de toute médiatisation, vous jurant de servir la cause de la révolution. Vous vous êtes alors attelé à la tâche, en tant que Président de la République par intérim, pour contribuer à mettre le pays sur la voie démocratique comme furent le rêve le plus sublime et l'ambition la plus idyllique des promoteurs du jeune Etat tunisien.

Je dois personnellement reconnaître que votre adhésion spontanée à cet élan démocratique porté par la révolution ne m'a pas surpris puisque j'ai eu l'honneur et le privilège de vous assister, depuis les années 2000 alors que vous présidiez l'institution parlementaire, dans votre initiative visant à créer un espace libre de réflexion et d'échange multidimensionnel auquel étaient associés parlementaires, enseignants universitaires et experts multidisciplinaires, toutes sensibilités politiques confondues, pour débattre librement de sujets divers sur la base de conférences présentées par des spécialistes parmi les enseignants universitaires et les hauts cadres de l'administration ou du secteur privé. Vous avez, par ailleurs tenu à placer cette dynamique sous le contrôle d'un comité scientifique composé paritairement de parlementaires en exercice (tous universitaires à l'origine) et d'enseignants universitaires en exercice.

Pour mesurer la marge de liberté de réflexion et d'expression dont jouissaient les participants à cet espace ouvert aux médias, il importe de souligner qu'aucune activité dans ce cadre n'a été soumise à une quelconque directive, orientation, réserve ou censure de quelque nature que ce soit.

Par ailleurs, vous avez tenu à ce que tous les travaux réalisés dans ce cadre soient diffusés à grande échelle



au public par voie de vente, sous forme de publications dans trois séries différentes.

Face à la révolution, vous avez choisi de demeurer honnête et transparent, de réfléchir dans le partage et la concertation, de vous exprimer avec franchise et sincérité, d'agir avec courage et responsabilité.

Il s'agissait pour vous de faire en sorte que la réussite de la transformation politique recherchée en Tunisie fût l'œuvre commune de tout un peuple devant lequel tout individu ou groupe d'individus, quelle que fût la contribution apportée et au-delà du rôle assumé, se devait de tirer sa révérence et partir, au bout de sa mission, laissant à l'Histoire seule la charge d'évaluer à sa juste valeur la contribution de chaque groupe ou individu à l'œuvre nationale.

Vous vous êtes résolu alors à assumer vos fonctions provisoires à la tête de l'Etat d'une manière assez particulière qui pourrait, dans vos plus intimes convictions, inspirer ultérieurement l'élaboration d'un nouveau régime par la constituante à élire.

Ayant été vous-même, autant constitutionnellement missionné que personnellement engagé à veiller à la réussite de la transition, vous avez considéré que la conduite des affaires publiques se devait d'être démocratique pour paver le chemin vers la démocratie autant dans l'esprit que dans la pratique.

Dans l'exercice quotidien de vos fonctions au sein de l'exécutif, vous avez pris l'initiative de marquer vos attributions à votre manière. Vous avez favorisé la concertation ministérielle élargie à tous les membres du gouvernement et la prise de décision collective relevant de chaque sujet objet de débat en conseil des ministres. Cela a fait du conseil des ministres la plus haute instance gouvernementale collégiale au vrai sens du terme et de ses décisions, des résolutions collégiales qui engageaient moralement la responsabilité du président par intérim, du Premier ministre et de tous les membres du gouvernement présents au conseil des ministres en question.

Vous avez aussi insufflé un esprit de corps dans le travail gouvernemental. Cela portait notamment sur deux volets en apparence contradictoires mais en réalité complémentaires: il s'agissait de la responsabilisation sectorielle d'une part et de la démarche accompagnatrice d'autre part.

Cet esprit de corps de l'exécutif, toutes composantes confondues, Président, Premier ministre et membres du gouvernement, avait constitué certes votre choix privilégié grâce à votre tempérament conciliateur.

Face à l'hétérogénéité de la composition gouvernementale et dans un souci d'efficacité et surtout de redevabilité, vous avez privilégié la responsabilisation des membres du gouvernement, chacun dans le périmètre de ses attributions.

Dans le cadre du suivi régulier des activités gouvernementales, vous avez affiché ouvertement votre disponibilité à la concertation avec tout membre du gouvernement qui le souhaiterait pour examiner toute difficulté de quelconque nature que ce soit qui pourrait surgir dans son domaine et qui risquerait d'entraver le développement sectoriel escompté.

Dès votre investiture, vous avez opté pour la refonte du cabinet présidentiel dans le sens de la réduction d'autant plus que vous ne vouliez surtout pas en faire le doublon du gouvernement légitime.

Votre première décision fut de dissoudre ce cabinet et de former un autre tout en veillant à ce qu'il soit de taille beaucoup plus modeste et surtout adéquate à sa mission fondamentale, celle d'apporter l'assistance nécessaire au Président de la République dans l'accomplissement de ses prérogatives. Il devait par conséquent demeurer bien en dehors du cercle de l'action gouvernementale. C'est dans cette perspective et de manière bien réfléchie et sciemment choisie que le directeur du cabinet présidentiel ne fit pas partie du gouvernement.

Vous avez ainsi opté délibérément pour un nouveau style de gouvernement. Il s'agissait d'un style façonné beaucoup plus par une attitude personnelle en nette rupture avec celle de votre prédécesseur malgré une configuration constitutionnelle cultivant encore davantage la domination du Chef de l'Etat.

A partir de vos convictions intimes et pour honorer vos engagements envers les Tunisiens, vous avez choisi de soutenir fermement et rationnellement la dynamique nationale globale ciblant la refonte du régime politique. Dans ce cadre, vous avez choisi d'assurer le soutien à cette dynamique en vous interdisant toute interférence de quelque nature que ce soit dans son déroulement et plus particulièrement dans le fonctionnement et les

conclusions de ses mécanismes institutionnels dont les circonstances d'initiation n'étaient pas similaires bien qu'ils eussent obéi tous à une finalité identique : contribuer à travers des rôles complémentaires à la transformation démocratique de la Tunisie.

Vous avez également opté pour une fermeté mesurée dans la gestion des affaires publiques. Cette fermeté, vous l'avez manifestée à travers certaines questions dont :

- (i) le report des élections de la constituante de juillet à octobre 2011.
- (ii) la tentative de destitution non concertée du premier président du tribunal administratif.
- (iii) le refus de nomination d'un nouveau membre du gouvernement.
- (iv) le refus de l'extradition de l'ancien Premier ministre libyen, Baghdadi Mahmoudi.
- (v) le refus d'inviter un chef d'Etat en particulier à la cérémonie d'ouverture des travaux de l'Assemblée nationale constituante.

Ainsi, loin de toute théâtralité politicienne, vous avez alterné entre la souplesse qui laissait aux autres acteurs une marge d'initiative et d'action fort appréciable et la rigueur qui vous permettait, chaque fois que vous l'avez considéré nécessaire, de trancher les oppositions dans le sens de l'intérêt national, de calmer les esprits et même de rappeler certains acteurs à l'ordre lorsque vous le jugiez opportun.

Vous avez su, à votre manière bien adroite et profondément conciliante, conjuguer votre personne, vos motivations et votre attitude pour assurer une présence positive et intelligente traduisant l'engagement de l'Etat dans une œuvre révolutionnaire fondamentalement constructive. Ce sont de telles attitudes ou prises de position qui vous permirent de mener votre mission à bon port, ce qui n'était pas évident au départ.

Quant à vos discours, ils étaient dominés par trois thèmes interdépendants, s'élevant au rang de constantes et dont la révolution constitue le dénominateur commun.

Vous étiez pour une révolution porteuse de transition

Vous avez clairement exprimé votre volonté profonde d'agir dans le sens de la consolidation de l'élan transitionnel démocratique que portait la révolution tunisienne dans son socle fondamental.

Cependant, pour vous, l'élan transitionnel démocratique qui caractérisait la révolution tunisienne était fondamental

et il se devait d'être également holistique et durable en empruntant la voie de la réconciliation nationale, ce qui lui a malheureusement manqué.

Vous étiez pour une révolution vectrice de réconciliation

Vous n'avez jamais hésité à faire valoir la voie de la réconciliation nationale comme la meilleure voie pour une transition politique démocratique tunisienne qui se devait d'être significative et résolue.

Vous avez insisté souvent sur l'impératif d'une union nationale qui ne laisse aucun espace à la division et encore moins aux frictions futiles ou aux fausses querelles héritées d'un passé à bannir à jamais dans son ensemble. Vous n'avez pas omis pour autant d'avertir, dans un esprit de justice, contre toute apathie, torpeur ou banalisation pathétique face aux crimes et délits commis dans une transgression outrancière de la législation nationale.

Vous étiez pour une révolution source de cohésion

En raison de son importance capitale pour l'édification d'un avenir meilleur de tout un peuple, la dimension de la cohésion sociale meubla bien souvent vos discours. Cela s'opéra autant à travers l'expression de votre soutien absolu à la transition démocratique qu'à travers votre positionnement favorable à la réconciliation nationale. Vos discours ne constituèrent guère des déclarations d'intention. Ils étaient nécessairement traduits dans leur grande majorité en textes législatifs sous forme de décrets-lois rendant possible la mise en œuvre de la majeure partie des idées forces développées dans ces mêmes discours, d'où la pertinence de la production législative de cette période.

Dans cette perspective, ces décrets-lois, au nombre de 121, se répartirent entre deux grandes catégories : les décrets-lois de ratification des engagements internationaux (au nombre de 47), les décrets-lois relatifs à l'ordre législatif national (au nombre de 74).

Considérée sous cet angle, cette production législative s'est articulée autour de trois axes :

- La préparation de la construction d'un nouveau régime politique,
- La stabilisation générale du pays pour permettre l'émergence d'une atmosphère favorable à une transition sereine
- L'accompagnement des citoyens dans une dynamique de cohésion sociale couvrant à la fois l'ensemble des





dimensions économique, sociale, culturelle et technique. En somme, la production législative au cours de cette période constitua une consécration presque totale de vos discours dans cette perspective. Elle fut ainsi conséquente aux orientations que vous aviez initialement annoncées. Ainsi vous avez su, en timonier habile et grâce à votre approche collective et déterminée, guider une équipe gouvernementale exceptionnelle sur la voie de la transition.

Le seul parent pauvre de cette production législative nous semble avoir été la réconciliation nationale qui a été pourtant très présent dans vos discours en tant qu'élément moteur nécessaire pour appréhender la transition démocratique dans des conditions optimales de réussite.

Par ailleurs, vous n'avez pas cherché à imposer votre préférence pour la réconciliation nationale comme préalable à la transition démocratique puisque vous étiez fermement convaincu que :

- la cohésion des Tunisiens primait sur tout autre considération pour réussir la transition démocratique et la crainte de voir cette cohésion, certes relative, menacée de voler en éclats,
- la nécessité d'aller vers une réconciliation nationale unanime de l'écrasante majorité des Tunisiens pour être définitive,
- la réconciliation nationale constituait un impératif de société qui n'était que provisoirement reporté.
- tout ce qui était entrepris en matière de production législative autant au niveau de la conduite de la transition démocratique qu'au niveau de l'apaisement et de la cohésion sociale préparait inéluctablement le terrain pour une réconciliation nationale encore plus ancrée.

Ainsi, si le thème de la réconciliation nationale n'était pas traduit littéralement dans les faits de la production législative de votre présidence intérimaire, ce n'était pas par choix stratégique mais plutôt par repli tactique devant un processus inéluctable.

Par ailleurs, ce même thème ainsi que ceux de la transition démocratique et de la cohésion sociale dans sa triple dimension stabilisante, réparatrice et optimiste en l'avenir, allaient alimenter les échanges que vous avez eus autant avec les Tunisiens de tout bord auprès desquels l'ouverture était naturelle qu'avec les hôtes

étrangers venus nombreux « s'enquérir de la santé » de la nouvelle Tunisie.

En effet, lors des rencontres et entretiens que vous avez accordés dans le cadre interne tout au long de votre présidence intérimaire, vous avez adopté une dynamique d'ouverture, de dialogue et de sincérité, ce qui vous a valu le respect et l'admiration, surtout de ceux qui vous ont rencontré pour la première fois et ce malgré les divergences politiques qui vous opposaient à certains parmi eux.

Par ailleurs, dans cette même dynamique de communication directe avec tous les Tunisiens, vous avez préservé votre attachement indéfectible à la jeunesse qui a indélébilement marqué votre double passage au ministère concerné, notamment avec l'inoubliable épopée du football tunisien en Argentine. Ainsi vous n'avez pas omis les sportifs nationaux ayant excellé dans les différentes compétitions internationales au cours de l'année 2011, que vous avez personnellement tenu à honorer au nom d'une Tunisie plus proche de sa jeunesse.

Sur un autre registre, vous n'avez pas hésité à accorder à la communication officielle internationale une place de choix dans votre stratégie pour rendre l'image réelle que la transition en cours se devait de véhiculer sur la scène internationale par rapport à la révolution tunisienne sur deux registres :

- la légitimité populaire évidente de la révolution, sa nature fondamentalement pacifiste, son ancrage institutionnel, sa maturité politique et son attachement aux principes de la démocratie, de la liberté, de la justice et du droit.
- le respect de toutes les normes qui régissent les relations internationales dans la continuité des traditions qui caractérisaient les rapports de la Tunisie dans son environnement maghrébin, arabe, africain, méditerranéen et international.

A la lumière de la conjoncture exceptionnelle qui avait marqué votre passage, vous avez réussi, en conjuguant votre action avec celle d'autres acteurs non moins déterminants, à honorer vos engagements initiaux. Vous avez également su vous hisser, quand l'intérêt national l'exigeait, au rang d'arbitre impartial qui était appelé à trancher en dernier ressort au sujet de certaines questions qui ne faisaient pas l'objet de l'unanimité



des acteurs de la transition. Votre marge de manœuvre n'était pourtant pas illimitée.

Toutefois, mû par un esprit patriotique aigu, vous vous êtes pleinement donné à assurer votre mission présidentielle en vue d'atteindre un objectif majeur, celui de contribuer efficacement à réaliser la transition démocratique qui représentait pour vous la voie obligée du salut national. Ce fut là la motivation principale de l'action que vous avez menée avec assurance et doigté dans une transparence singulière et un respect bien responsable des équilibres nés de la révolution et de sa dynamique naissante d'alors.

C'est bien ce passage réussi à bon port du pouvoir dans sa sphère visible que l'Histoire retiendra comme un moment fort clôturant la transition tunisienne et signant l'accomplissement honorable de votre dernière mission officielle au service de la nation.

Ce qui suivra n'incombera qu'à ses auteurs respectifs, tels que l'Histoire le déterminera.

Comme le disait Ibnou Doureid : « *A sa disparition, l'être humain n'est que le souvenir de ce qu'il fut dans sa vie* » (انما المرء حديث بعده) et vous, vous avez toujours répandu le bien là où vous êtes passé : vous avez réfléchi juste, parlé juste et agi juste : c'est ce que retiendra de vous la mémoire collective des Tunisiens.

Monsieur le Président,

Il y a 14 ans, vous avez conclu votre dernier discours officiel prononcé à la séance inaugurale de l'Assemblée constituante le 22 septembre 2011 par le verset coranique suivant :

"وقل ربي أدخلني مدخل صدق وأخرجني مخرج صدق
واجعل لي من لدنك سلطانا نصيرا"

صدق الله العظيم

سورة الإسراء - الآية 80

« *Dis : Mon Seigneur, mets-moi en conformité avec la sincérité et fais-moi sortir en conformité avec la sincérité. Accorde-moi dans Ta faveur une puissante protection* » (Sourat Al-Israa, Aya 80)

Reposez en paix, que Dieu vous bénisse !

M.R.



Bio express

- Président de la République par intérim (15 janvier-13 décembre 2011)
- Né à Tunis le 15 juin 1933 et décédé le 23 avril 2025 (91 ans)
- Etudes au Sadiki, puis à Montpellier et à Paris, licence en droit et sciences économiques
- Chef de cabinet des ministres de l'Agriculture, de la Santé et des Affaires sociales
- Directeur de la Sûreté nationale (1965-1969)
- Gouverneur-maire de Tunis (1969-1973)
- Ministre de la Jeunesse et des Sports (1973-1978), puis de 1987 à ??????
- Ministre de la Santé (1978-1979)
- Ministre des Affaires culturelles et de l'Information (1979-1981)
- Ambassadeur représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Office des Nations unies à Genève (1981-1986)
- Ambassadeur au Maroc (1986-1987)
- Maire de La Marsa (1975-1980) et de Carthage (1995-1998)
- Président de la Chambre des députés (1997-2010)

Si Foued Mebazaâ Patriotisme, service de l'Etat et humilité

• Par Rafea Ben Achour



Toute personne ayant côtoyé Si Foued Mebazaâ lui reconnaît trois grandes qualités. Il s'agit d'un grand patriote. Il a consacré sa vie à servir son Etat. Il était profondément enraciné dans sa patrie, sa ville et sa cité. C'était un homme humble et jovial.

Très jeune, il s'engage résolument dans le mouvement de libération nationale. Sa scolarité au Collège Sadiki a grandement contribué à forger sa personnalité nationaliste et son engagement patriotique. Avant même de rejoindre l'illustre collège, il devient, en 1947, alors qu'il avait à peine 14 ans, membre de la Jeunesse destourienne de La Marsa.

Etudiant en France, il est élu en 1954 membre de la cellule du Néo-Destour à Aix-Marseille où il obtient son diplôme de baccalauréat maths-maths élem). En 1955, il est élu secrétaire général de la cellule de La Marsa. En cette qualité, il est chargé par Taieb M'hiri de l'organisation du retour triomphal du « Combattant suprême », Habib Bourguiba, le 1er juin 1955. A cette occasion, il rate volontairement son examen à l'université pour pouvoir assister à cet événement national sans pareil. Reparti en France, il devient en 1956 président de la cellule destourienne de Montpellier.

Au cours de ses études supérieures en France, il milite au sein de l'Uget dont il est membre de la commission administrative de 1957 à 1959, année au cours de laquelle il est élu président de l'Association des étudiants musulmans nord-africains (Aemna).

Service de l'Etat

De 1961 à 2011, Si Foued se consacre sans relâche au service de l'Etat, en tant que haut fonctionnaire, en tant que membre du gouvernement, en tant que député et président de la chambre, en tant que président de la République par intérim, mais également en tant que maire.

Sitôt rentré à Tunis, après avoir obtenu la licence en droit et science économique, il rejoint, en 1961, le cabinet du secrétaire d'Etat à la Santé publique et aux Affaires sociales, Mondher Ben Ammar. De 1962 à 1964, il est nommé chef de cabinet du secrétaire d'Etat à l'Agriculture







(Abdelmejid Chaker). En 1964, il retrouvera Mondher Ben Ammar, nommé secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, en tant que directeur de la jeunesse et des sports.

Après un bref intermède, de 1965 à 1967, au ministère de l'Intérieur dirigé par Béji Caïd Essebsi, en tant que directeur général de la Sûreté nationale, il retrouve de nouveau la direction de la jeunesse et des sports jusqu'à 1969, année au cours de laquelle il est nommé gouverneur-maire de Tunis (jusqu'à 1973).

En 1973, il entame une carrière ministérielle exceptionnelle d'abord, et naturellement en tant que ministre de la Jeunesse et des Sports, jusqu'à 1978. Il contribue grandement à rendre la qualification de l'équipe nationale de football à la Coupe du monde de Mexico. Il met à la disposition de l'équipe tous les moyens et entretient des rapports paternels avec les joueurs. Après ce grand succès



sportif, il est chargé du portefeuille de la santé publique à partir du 13 septembre 1978. Le 7 novembre 1979, il est nommé aux Affaires culturelles et à l'Information.

En 1981, Si Foued inaugure une nouvelle page de sa carrière au service de l'Etat en intégrant la diplomatie. Il est successivement ambassadeur représentant auprès de l'Office des Nations unies à Genève (jusqu'à 1986) et ambassadeur au Royaume du Maroc de 1986 à 1987.

Rappelé à Tunis, il réintègre, le 27 octobre 1987, le gouvernement en tant que ministre de la Jeunesse et des Sports. Après le changement du 7 novembre 1987, il est confirmé à la tête de ce département jusqu'à 1988. Parallèlement à ses responsabilités gouvernementales successives, il a été élu député depuis 1964 et a exercé les charges de maire de La Marsa de 1975 à 1980, de Carthage de 1995 à 1998 et de président de l'Association des anciens du Collège Sadiki.

De 1997 à 2011, il est président de la Chambre des députés. A ce titre, il est désigné le 15 janvier 2011 président de la République par intérim en vertu de l'article 57 de la Constitution du 1er juin 1959 suite à la fuite du président Ben Ali.

Humilité

Malgré cette carrière administrative, politique, diplomatique, représentative et associative fulgurante, Si Foued a toujours gardé une grande humilité et n'a jamais été pris par l'ivresse de la célébrité. Il est resté un homme normal. Lorsqu'il a été appelé à assumer la charge de président de la République par intérim, il l'a acceptée malgré lui, par devoir national non par appétit personnel.

Durant l'exercice de toutes ses fonctions, il n'a jamais changé ses habitudes ou traité ses proches, ses amis et ses semblables avec dédain et hauteur. Il a toujours, dans la mesure de ses possibilités, aidé toutes les personnes qui s'adressaient à lui, notamment celles à la recherche d'un emploi.

Il avait des habitudes auxquelles il n'a jamais dérogé. C'est ainsi que tous les samedis, il apparaissait dans sa ville de La Marsa faisant son marché ou assis devant la boutique de son coiffeur ou attablé dans un café entouré d'amis et de proches. Devenant président de la République, en 2011, il a tenu à garder cette habitude, au grand dam de la garde présidentielle. C'était pour lui une manière d'affirmer son enracinement et sa modestie.

Dans le même ordre, et à l'occasion de la célébration du Mould, il se rendait à la Grande Mosquée Ezzitouna à Tunis pour participer à la récitation de la hamzia. Il ne prenait jamais place dans le mihrab avec les officiels qui venaient assister à la cérémonie es qualité, mais se fondait dans la foule du côté de la porte du Chifa. A la fin de la cérémonie, Si Foued se rendait au café Mrabet avec ses proches. Il avait de solides liens affectifs avec la Grande Mosquée Ezzitouna où il se rendait depuis son jeune âge accompagnant son grand-père paternel Sidi Mahmoud Mohsen, grand imam et doyen des Achraf, dont il était extrêmement proche. Si Foued connaissait tous les recoins de cet endroit sacré ainsi que tous les rites qui y sont célébrés. Il était très attaché à sa grande famille et ne ratait jamais les cérémonies familiales pour retrouver les siens. Lorsqu'il a accédé à la magistrature suprême, Si Foued a refusé de s'installer dans le bureau présidentiel. Il s'est

contenté d'exercer ses fonctions dans un modeste bureau situé dans l'immeuble consacré aux services de la présidence à Carthage. De même, il a opposé un refus net à l'insistance de la garde présidentielle de loger dans la villa située dans l'enceinte du palais présidentiel. Tous les soirs, il rentrait chez lui et retrouvait son chez-soi.

La grande humilité de Si Foued avait pour corollaire sa jovialité. Un des traits caractéristiques de l'homme est son sourire permanent et son rire bien reconnaissable. Sa disparition a soulevé un grand émoi et a été à l'origine de témoignages extrêmement émouvants. C'est que durant sa longue vie, Si Foued a tenu à ne jamais se séparer de son milieu, de ses amis, de ses proches, de ses compatriotes. Il a conservé avec tous et toutes des rapports simples, des rapports sans fard et artifice. ■

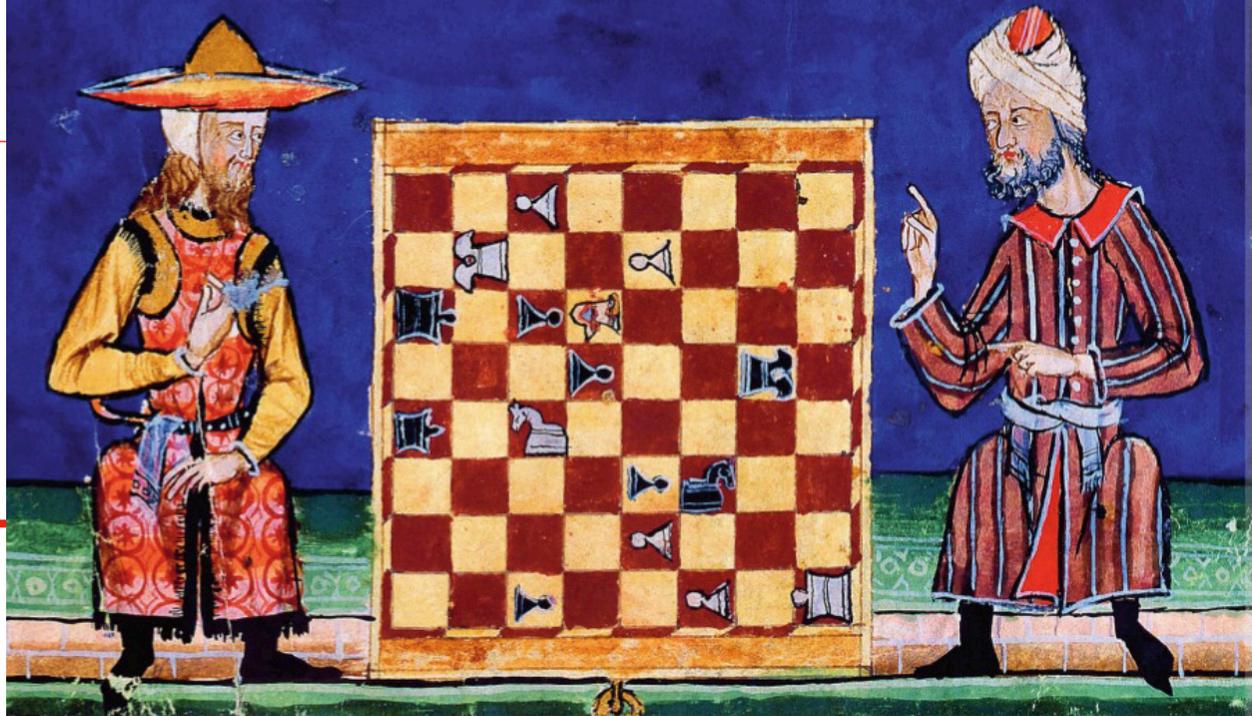
R.B.A







• Par Abdelaziz Kacem



Il n'y a pas de civilisation judéo-chrétienne

1

Notre amie et compatriote, l'éminente historienne Sophie Bessis dont l'attachement à sa Tunisie natale ne s'est jamais démenti est (avec Souhair Belhassen) l'auteur, sans complaisance, d'une biographie magistrale, *Habib Bourguiba (1901-1989)* (Tunis, Elyzad, 2012). Elle a écrit aussi une *Histoire de la Tunisie, de Carthage à nos jours* (Tallandier, 2019). Spécialiste des relations Nord-Sud, elle a publié, en 2003, *L'Occident et les Autres : histoire d'une suprématie* (Paris, La Découverte). Elle vient de nous gratifier d'un pamphlet décapant de 96 pages : *La civilisation judéo-chrétienne : anatomie d'une imposture* (Les Liens qui libèrent, 2025).

2

Cette énorme, que dis-je ? Cette HÉNAURME mystification est le nom d'une association de deux malfaisances : le sionisme évangélique et le sionisme talmudique, deux mortels ennemis, ligüés contre l'islam, tout l'islam, ce qui, au reste, arrange bien les affaires de l'islamisme. Désormais, les wahhabites et les Frères musulmans ont de quoi nourrir leur contre-croisade. Nous nous sommes inscrits en faux, dès les années quatre-vingts du siècle dernier, contre cette coalition de deux malfaisances qui tordent le cou à l'histoire, usurpent la place d'une notion plus noble, héritée de la Renaissance, à savoir la civilisation gréco-latine. La voix d'une Juive libre vient conforter nos protestations, restées, jusque-là, sans écho.

3

Au plan de la civilisation laïque, n'en déplaise aux racistes de tout bord, nous autres avons richement participé de la culture méditerranéenne. Notre assertion est abondamment documentée. Pour les profanes, ceux qui n'ont pas le temps de lire, nous recommandons l'incontournable ouvrage collectif, élaboré par des savants incontestés : *Les Grecs, les Arabes*



et nous (Fayard, 2009). Au plan strictement religieux, il serait plus juste d'invoquer une civilisation islamo-judéo-chrétienne, qui connut ses jours de gloire en Espagne musulmane.

4

Le 21 mars/ramadan dernier, l'Instituto Cervantes de Tunis a organisé une belle soirée ramadanesque avec pour invitée de marque, Gracia Lopez, une excellente arabisante sévillane, membre éminent de la Muhyiddin Ibn Arabi Society. L'Institut a bien voulu m'inviter à lui donner la réplique sur un sujet, par les temps qui courent, de grande importance : « L'influence d'Ibn Arabi de Murcie sur Saint Jean de la Croix ». Le propos, s'agissant de deux poètes, relève de la littérature comparée. D'un autre côté, au plan de la foi, le thème s'inscrit dans l'histoire comparée des religions.

5

Muhyiddin ibn 'Arabî de Murcie (1165-1240) fut l'un des plus grands mystiques de tous les temps. Grâce à l'Espagnol Asin Palacios (1871-1944), puis à l'Italien Enrico Cerulli (1898-1988), nous savons l'influence exercée sur l'auteur de la *Divine comédie* et de la *Vita Nova*, par le mystique andalou, notamment à travers *al Futûhât al-Makkiyya* (les Révélationes mekkoises) et *Turjumân al-Ashwâq* (l'Interprète des grands désirs), poèmes dédiés à la belle et charismatique Nidhâm (Harmonie), qui préfigurait Béatrice. Quelle influence a-t-il pu avoir sur Saint Jean de la Croix (1542-1591), malgré les longs siècles qui les séparent. Beaucoup de chercheurs, dont Gracia Lopez, travaillent là-dessus patiemment et retrouvent des pépites.

6

J'eus à évoquer avec elle une autre grande figure du soufisme andalou : Ibn 'Abbâd de Ronda (1332-1390). Ce fut un soufi reconnu comme l'un des plus illustres représentants de la confrérie Shâdhiliyya dont l'Ordre du Carmel est affinitaire. Asin Palacios fait de lui « un précurseur hispano-musulman de saint Jean de la Croix », thèse que reprend un arabisant catalan de renommée internationale, Juan Vernet (1923-2011). Le parcours de l'un et de l'autre fut similaire. Là où saint Jean de la Croix parle de « nudité », de « liberté », de « vide », de « sortir des choses », Ibn 'Abbâd utilisait, deux siècles auparavant, les mêmes mots et concepts : « *tajrîd, hurriyya, tafriḡh, khurûj min al-asbâb* »

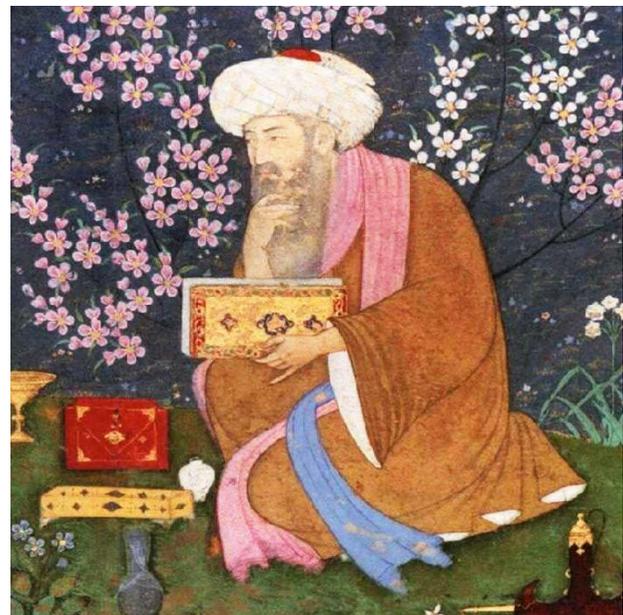
7

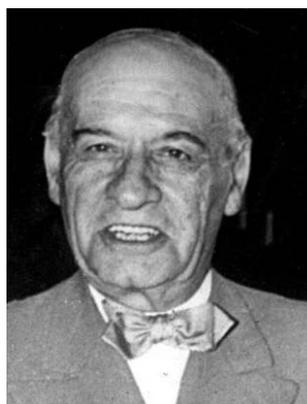
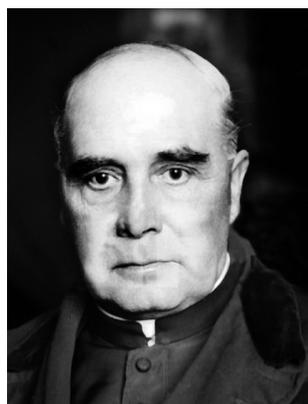
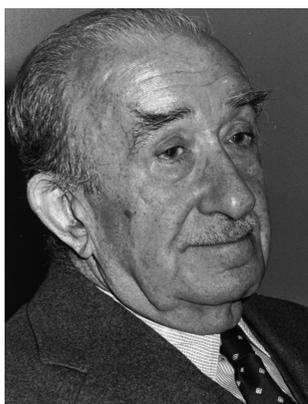
Par-delà le rituel machinal et fastidieux, le soufisme est la meilleure part que l'islam ait donné de lui-même à l'humanité. C'est un humanisme total. Il englobe, dans la même ferveur fraternelle, non seulement les trois monothéismes mais aussi le paganisme. Les vers suivants tirés de son recueil cité plus haut ont fait le tour des hautes sphères :

لقد صارَ قلبي قابلاً كُلِّ صورةٍ
فمرعى لـغزلانٍ ودَيْرٍ لـرُهبانِ
وبيتٌ لِأوثانٍ وكعبةٌ طائفٍ
وألواحُ توراةٍ ومصحفُ قرآنٍ
أدينُ بدينِ الحُبِّ أَنِّي تَوَجَّهْتُ
رِكايبُهُ فَالحُبُّ ديني وَإِيمانِي

Notre traduction :

Mon cœur est désormais ouvert à toute image :
Prairie, pour la gazelle, et, pour le moine, un ermitage
Temple païen, Kaaba, pour qui en fait le tour
Tables de la Thora, Coran : je suis l'amour,
Partout où se déploient ses multiples convois.
Car l'amour est mon crédo et ma foi.





Aujourd'hui, craignant pour la haine qui est leur carburant, les islamistes, sortis du chapeau des Services anglo-saxons, excommunient les soufis et les assassinent.

8

Il y a bien eu une Civilisation islamo-judéo-chrétienne. Le philosophe espagnol José Ortega Y Gasset (1883-1955) écrivait : *«Il y a longtemps, que je soutiens que nous n'aurons jamais du Moyen Âge européen une intelligence exhaustive si nous continuons à le regarder en en centrant l'histoire dans la perspective exclusive des sociétés chrétiennes. Le Moyen Âge européen est, dans sa réalité, inséparable de la civilisation islamique. Ne consiste-t-il pas précisément dans la coexistence, positive et négative tout ensemble, du christianisme et de l'islam sur une aire commune imprégnée par la culture gréco-romaine.»*

9

L'Occident a beau regarder de haut l'islam, aujourd'hui otage d'un islamisme obscurantiste, la culture arabe a recueilli le patrimoine de l'humanité quand la chute de l'empire romain commençait à le rejeter dans l'oubli. Ortega Y Gasset écrivait encore : *«Prétendre que ces bons frères à la tête tonsurée aient été capables de comprendre les concepts gréco-latins, l'idée d'Être, par exemple, c'est ignorer la dimension tragique de l'accomplissement historique.»* Ce n'étaient pas eux qui furent les premiers scolastiques, mais *«les Arabes d'Orient. Saint Thomas a appris son Aristote dans Avicenne et Averroès»*.

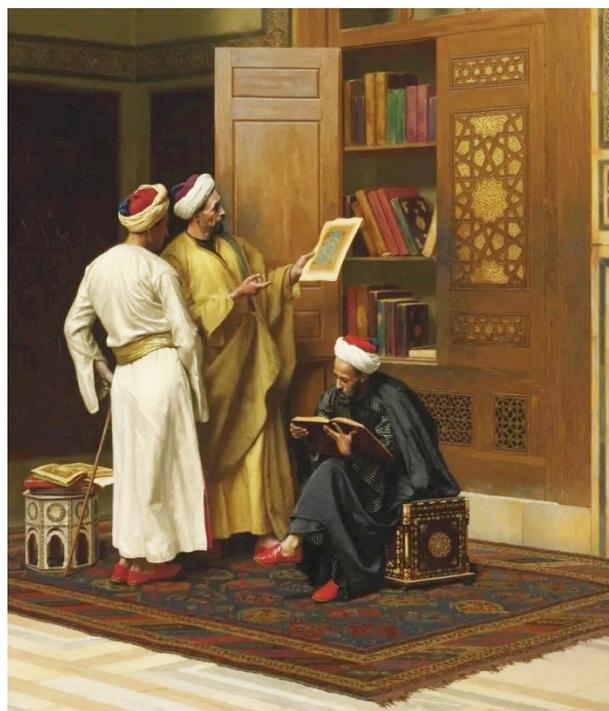
10

Évoquant les efforts gigantesques déployés par des arabisants tels que Julian Ribera et Asin Palacios en vue de mettre au jour les trésors enfouis d'al-Andalus et d'en

déceler les influences, l'éminent arabisant Emilio Garcia Gomez (1905-1995) utilise une métaphore qu'il qualifie de *«moderne et un peu audacieuse»* : *«Je dirais, écrit-il, que les études qui décèlent cette influence ont dû percer la dure écorce du temps comme ces machines perforatrices qui recherchent aujourd'hui le pétrole jusqu'à d'étonnantes profondeurs : les gisements à découvrir étaient, en effet, jalousement enfouis dans le tréfonds de l'histoire»*.

Il n'y a pas de civilisation judéo-chrétienne. Merci à l'Espagne empathique! Honte aux sectaires abrutis, aux imposteurs de l'extrême droite. Honnis soient les repris de justice : Netanyahu et ses hommes de main. ■

A.K.

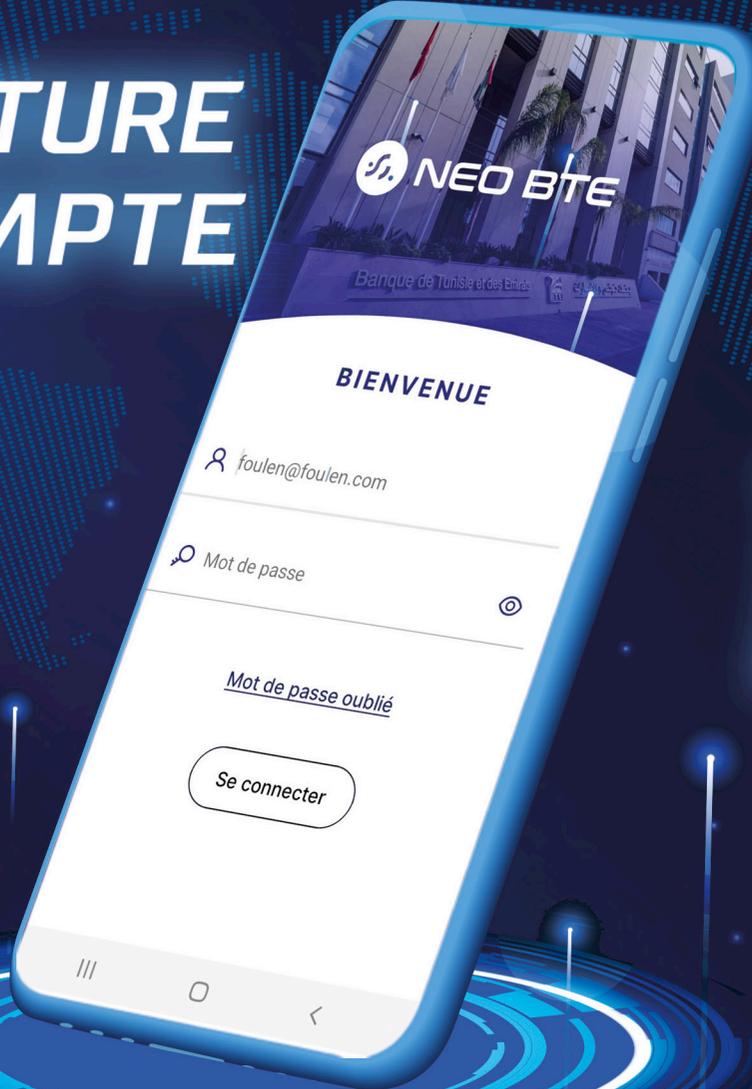




Réinventons la banque ensemble !

1^{ère} Banque en ligne en Tunisie

OUVERTURE DE COMPTE



100% EN LIGNE



بنك تونس و الإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats



ASSURANCE EPARGNE HORIZON

Décidez maintenant pour bien vivre demain !



La retraite

— j'y pense dès aujourd'hui !



Suivez l'évolution de
votre épargne en ligne



Effectuez vos versements
par carte bleue



J'investis pour
un quotidien
serein



Je m'assure
d'un futur
paisible



Je protège
mes proches



Je bénéficie d'un
taux minimum
garanti sur mes
investissements

BH ASSURANCE

2024

Une année solide avec une rentabilité soutenue

BH Assurance a tenu son Assemblée Générale Ordinaire le 24.04.2025 et a passé en revue les réalisations de l'année 2024 qui a été marquée par une performance nette et soutenue et a affiché des indicateurs financiers positifs qui témoignent de sa solidité financière et sa stratégie de développement rentable et confirment ainsi sa résilience malgré les défis.

Les principaux résultats sont comme suit :

- Chiffre d'affaires : Une évolution de 13 % par rapport à l'année précédente, atteignant ainsi 199,6 MDT et un taux de réalisation des prévisions budgétaires de 104 %.
- Part de marché : La société a enregistré une nette amélioration de sa part de marché, passant de 5,12 % en 2023 à 5,23 % en 2024.
- Charge de sinistres : La charge de sinistres a atteint 121,4 MDT, en raison de la survenance de sinistres importants. Toutefois, grâce à une forte couverture de réassurance, l'impact a été maîtrisé.
- Ratio combiné : BH Assurance affiche un ratio combiné brut de 87 % et un ratio combiné net de réassurance de 82%.
- Portefeuille de placements : Le portefeuille de placements a connu une augmentation de 16 %, atteignant 365,9 MDT.
- Produits financiers : Les produits financiers ont enregistré une croissance de 14 %, s'élevant à 29,9 MDT, ce qui démontre une gestion optimale des actifs financiers de la société.
- Résultat brut : BH Assurance a dégagé un résultat brut excédentaire de 16,6 MDT, malgré les défis rencontrés.
- Résultat net : Le résultat net d'impôt s'établit à 11 MDT, offrant ainsi une rentabilité confortable avec un ROE de 11,4 %, traduisant une gestion efficace des fonds propres et une valorisation satisfaisante.

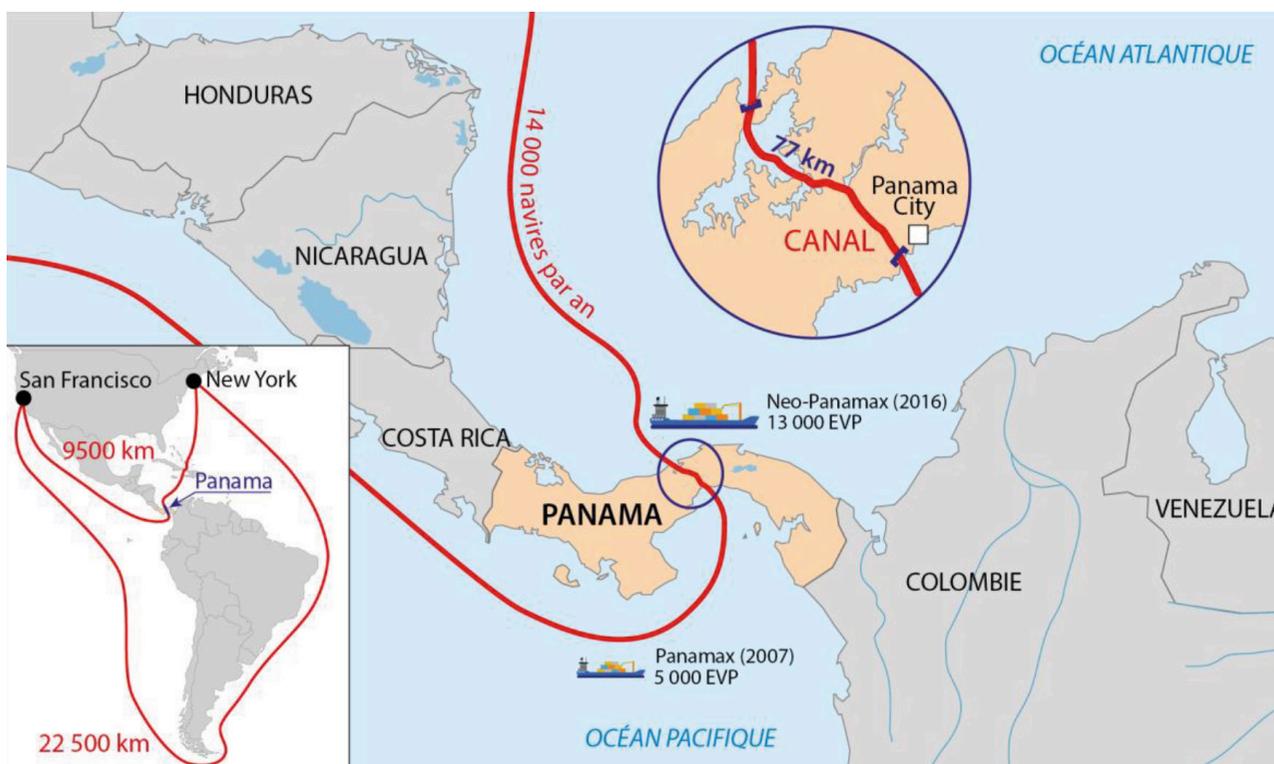
L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé de :

- Distribuer un dividende de 1,500 dinar par action à partir du 07.05.2025, soit un montant global de 3 990 000DT.
- Le renouvellement du mandat du commissaire aux comptes « CMC » pour les exercices 2025-2026 et 2027.



• Par Elyes Ghariani

Le Canal de Panama Champ de bataille de la rivalité sino-américaine



«La Chine exploite le Canal de Panama. Nous ne l'avons pas donné à la Chine... nous le reprendrons !» Cette formule percutante, attribuée à Donald Trump, illustre avec fracas les tensions croissantes autour d'un passage stratégique essentiel. Bien plus qu'un simple corridor maritime entre deux océans, le Canal de Panama s'impose aujourd'hui comme un enjeu géopolitique majeur, au cœur de la rivalité sino-américaine.

Pékin y multiplie les investissements — ports, zones franches, infrastructures — tandis que Washington s'inquiète d'un ancrage chinois de plus en plus visible dans une zone historiquement perçue comme relevant de sa sphère d'influence. Entre jeux d'influence, souveraineté panaméenne et équilibre stratégique, le Canal cristallise des dynamiques globales qui redéfinissent les rapports de force.

Dès lors, une série de questions s'impose : Quelle est la réponse américaine face à l'offensive économique chinoise ? Quelles évolutions dessinent l'avenir de cette région charnière ? Et comment le Panama peut-il préserver sa maîtrise sur cet atout mondial ?

Une infrastructure stratégique au service des échanges mondiaux

Avec ses 80 kilomètres reliant l'océan Pacifique à l'Atlantique, le Canal de Panama s'impose comme le deuxième passage maritime le plus fréquenté au monde. Véritable raccourci entre l'Asie et les Amériques, il a joué en 2024 un rôle clé dans les échanges internationaux, avec plus de 423 millions de tonnes de marchandises transitant par ses eaux. En évitant aux navires le périlleux contournement du cap Horn, il réduit considérablement les distances, offrant aux armateurs des gains de temps et des économies substantielles.

Les États-Unis en sont les premiers bénéficiaires : près de 70 % des cargaisons transitant par le Canal ont pour origine ou destination leurs ports, contre 21,4 % pour la Chine. Pour le Panama, cette infrastructure représente bien plus qu'un moteur économique — c'est aussi un levier diplomatique majeur sur la scène internationale.



de Suez, et confirme sa position centrale dans l'économie maritime mondiale.

Un levier stratégique et un marqueur de souveraineté

Bien plus qu'une voie commerciale, le Canal de Panama incarne un atout militaire de premier ordre, particulièrement pour les États-Unis. Véritable couloir de mobilité stratégique, il permet à la marine américaine de déplacer rapidement ses forces entre l'Atlantique et le Pacifique. Dans un contexte de tensions croissantes en Indo-Pacifique — qu'il s'agisse de Taïwan ou de la mer de Chine méridionale —, cette capacité de projection prend une importance cruciale. Washington pourrait ainsi y acheminer une flotte de guerre en cas de crise, tandis que Pékin aurait les moyens d'en surveiller, voire d'en entraver, les mouvements.

Mais cette fonction stratégique fait aussi du Canal une cible potentielle. Les autorités américaines redoutent de plus en plus les menaces hybrides — cyberattaques, sabotages logistiques

un tournant majeur. Elle a été accueillie comme un acte fort de souveraineté, tout en préservant une forme d'équilibre institutionnel : la neutralité du Canal est garantie, mais les États-Unis conservent le droit d'intervenir en cas de menace grave à son bon fonctionnement.

Cette clause continue de susciter des interrogations, notamment dans un contexte où la présence économique croissante de la Chine en Amérique centrale est perçue à Washington avec une vigilance accrue. Pékin, pour sa part, ne reconnaît pas les dispositions additionnelles des traités, nourrissant ainsi les inquiétudes liées à une éventuelle remise en question des équilibres stratégiques en place.

La Chine au Panama : une influence savamment tissée

Depuis la reprise de leurs relations diplomatiques en 2017, la Chine déploie au Panama une stratégie d'influence aussi subtile qu'efficace. En combinant investissements ciblés, développement d'infrastructures clés et partenariats économiques

stratégiques, Pékin a intégré le Panama dans l'architecture de ses « Nouvelles Routes de la Soie », capitalisant sur sa position géographique pour renforcer sa présence en Amérique latine et structurer des corridors d'influence à long terme.

Les réalisations traduisent cette volonté d'inscription dans la durée: centres de congrès ultramodernes, terminaux portuaires high-tech, zones franches compétitives, sans oublier les études exploratoires pour une éventuelle quatrième voie du Canal. Loin de se limiter au commerce, ces projets dessinent une toile d'interdépendances logistiques et technologiques destinée à pérenniser l'empreinte chinoise dans la région. L'omniprésence discrète mais croissante de Hutchison Ports, qui gère une part substantielle du trafic conteneurisé du Canal, symbolise cette progression méthodique.

Cette expansion ne va pas sans susciter de vives inquiétudes. Les concessions stratégiques comme celle de Balboa, ou les projets ambigus à l'image de la « ville sûre » de Colón - perçue comme un cheval de Troie numérique - alertent tant la société panaméenne que les observateurs américains. Si Pékin présente ces initiatives comme de simples contributions au développement, leur nature potentiellement duale - à la fois civile et militaire - est scrutée avec une méfiance croissante, sur fond de tensions sino-américaines.

Derrière cette stratégie, c'est une ambition plus vaste qui se dessine : sécuriser les voies d'approvisionnement, renforcer les capacités d'accès aux marchés américains et latino-américains, et, à terme, peser dans une région historiquement considérée comme relevant de la sphère d'influence des États-Unis. Le refus persistant de Pékin d'adhérer aux protocoles panaméens



de neutralité du Canal alimente les inquiétudes, accentuées par l'ampleur des moyens déployés.

Ainsi, le Canal de Panama ne se limite plus à sa fonction de passage maritime. Il devient le baromètre des rapports de force du XXI^e siècle. Un espace stratégique où s'entremêlent enjeux économiques, considérations sécuritaires et luttes d'influence. Pour le Panama, préserver sa souveraineté tout en tirant parti des opportunités offertes reste un exercice d'équilibre délicat, dans un environnement international marqué par des rapports de force renouvelés.

La riposte américaine : préserver l'influence et contenir l'avancée chinoise

Face à l'expansion chinoise au Panama, les États-Unis déploient une contre-offensive multiforme. Diplomatique, économique, sécuritaire : tous les leviers sont actionnés pour préserver ce bastion traditionnel de l'influence américaine.

L'enjeu ? Contenir ce que Washington perçoit comme une menace systémique pour l'ordre régional.

Le tournant s'opère avec l'avènement de l'administration Trump, qui adopte un discours plus direct, évoquant ouvertement la nécessité de « reprendre » l'initiative autour du Canal. Si cette rhétorique s'inscrit dans une logique de positionnement, elle traduit aussi une volonté plus profonde de contenir ce qui est perçu comme une percée stratégique chinoise. Cette posture se concrétise début 2024 par un coup diplomatique : le retrait panaméen des « Nouvelles Routes de la Soie », suivi de l'annonce d'un transfert clé des terminaux de Balboa et Cristóbal à un consortium mené par BlackRock.

Mais Pékin contre-attaque dans l'ombre : une enquête antitrust inopinée fait reporter la signature, révélant l'intensité de cette guerre feutrée. Chaque avancée américaine se heurte à une réplique chinoise, transformant le moindre contrat en champ de bataille géoéconomique. Sur le plan militaire, Washington joue la carte de la dissuasion silencieuse. Tout en réaffirmant son droit d'intervention via les traités Torrijos-Carter, il déploie des capacités

ابتداءً من
30Mbps

FIXE JDID 5G

أنترنات الدار أقوى

5G

على أقوى Réseau 5G



4K



ooredoo®
طوّر عالمك

عرض Fixe Jdid 5G متوفر بإشتراك 12 و 24 شهر
في المناطق التي تتوفر فيها الخدمة.



ATB

البنك العربي لتونس

SAYDALI by ATB 

**UNE OFFRE PRESCRITE POUR
FAIRE GRANDIR VOTRE ACTIVITÉ.**

@ArabTunisianBank



www.atb.tn

www.atb.tn

technologiques de pointe - renseignement, surveillance - pour verrouiller le statu quo.

Cette reconquête passe aussi par un resserrement des alliances régionales, cherchant à créer un environnement moins favorable aux ambitions chinoises. Objectif : asphyxier progressivement la marge de manœuvre chinoise. Derrière ces manœuvres se lit une angoisse plus profonde : la crainte d'un déclin irréversible face à un rival qui fait du Canal le symbole de sa montée en puissance.

Panama, l'équilibriste géopolitique

Au cœur d'un jeu des puissances qui le dépasse, le Panama danse sur une corde raide. Son Canal, artère vitale du commerce mondial, est devenu le théâtre silencieux d'une bataille d'influence entre Washington et Pékin. Sans armée depuis la chute de Noriega en 1990, le pays navigue à vue entre sa dépendance sécuritaire historique envers les États-Unis et les sirènes économiques chinoises.

La récente sortie des « Nouvelles Routes de la Soie » a montré les limites de la stratégie panaméenne : un subtil jeu d'équilibre où chaque concession à l'un des grands provoque les foudres de l'autre. Corruption endémique, fractures sociales et défis sécuritaires viennent encore compliquer cette équation diplomatique déjà vertigineuse.

Trois chemins périlleux :

1. Le maintien d'un statu quo précaire, basé sur une gestion pragmatique des tensions, pourrait permettre au pays de préserver sa flexibilité, mais au prix d'une exposition permanente aux rivalités

extérieures et d'un climat d'incertitude prolongé.

2. Un alignement plus marqué sur les États-Unis renforcerait sans doute l'ancrage politique et sécuritaire de Panama, mais risquerait de provoquer un repli des investissements chinois, avec des conséquences économiques tangibles

3. Un basculement stratégique vers Pékin ouvrirait la voie à de nouveaux partenariats financiers et technologiques, tout en suscitant l'irritation de Washington et en alimentant les suspicions régionales.

Le cauchemar absolu ? Voir son territoire transformé en champ de bataille de la nouvelle guerre froide, qu'elle soit économique ou stratégique.

Dans ce contexte explosif, le Panama doit réinventer son rôle : ni vassal, ni pion, mais acteur à part entière d'un jeu géopolitique dont les règles changent à vue.

Sans armée, coincé entre la Chine et les USA, le Panama joue son avenir dans un poker menteur géopolitique. Son arme secrète ? Faire croire à chacun qu'il est de son côté... tout en gardant les mains libres.

Le Canal de Panama, miroir d'un monde en mutation

Bien plus qu'un simple ouvrage d'ingénierie, le Canal de Panama s'impose aujourd'hui comme un révélateur discret mais éloquent des tensions géopolitiques contemporaines. À travers ses eaux transitent non seulement des marchandises, mais aussi les signes d'un ordre international en recomposition, où les équilibres de puissance se redessinent à bas bruit.

Long de 80 kilomètres, ce passage stratégique incarne plusieurs des paradoxes de notre époque :

- Une interdépendance économique accrue, confrontée à des rivalités géopolitiques de plus en plus affirmées ;
- Une souveraineté nationale soumise à de multiples logiques d'influence ;
- Une stabilité régionale exposée aux pressions d'une compétition mondiale.

Le Panama se retrouve face à un défi de taille, partagé par bien d'autres pays stratégiquement situés : comment garder son indépendance tout en travaillant avec les grandes puissances ? Et comment profiter de sa position unique sur la carte sans devenir le terrain de jeu d'une rivalité mondiale entre la Chine et les États-Unis ?

Le Canal offre à cet égard une lecture précieuse des dynamiques globales :

- Ses flux commerciaux reflètent les tendances du commerce mondial ;
- Ses infrastructures signalent les nouvelles routes de l'influence ;
- Ses vulnérabilités mettent en lumière les fragilités du système international.

Dans ce carrefour maritime se cristallisent ainsi des enjeux qui dépassent de loin les frontières panaméennes. Le Canal devient le miroir d'un monde en mutation, où chaque nœud stratégique concentre à la fois des opportunités de coopération et des risques de confrontation. C'est dans cette tension entre ouverture et prudence que se dessine, peut-être, l'un des traits dominants du XXI^e siècle. ■

E.G.

Ancien ambassadeur

Puissance et conditionnalité

La nouvelle grammaire allemande des relations extérieures

• Par Elyes Ghariani



Après des élections anticipées qui ont mis en lumière un paysage politique divisé et la montée de l'extrême droite, un compromis attendu s'est imposé : la CDU/CSU et le SPD se sont alliés autour de Friedrich Merz. Ce choix, plus stratégique que spontané, vise à éviter une impasse politique et redonne un certain équilibre au centre de la vie politique allemande.

Friedrich Merz, reconnu pour sa rigueur et son sens du pragmatisme, prend la tête d'un gouvernement déterminé à moderniser le pays tout en réorientant l'Allemagne sur la scène internationale. Après sept semaines de négociations intenses, la coalition s'est accordée sur un programme ambitieux : relancer l'économie par l'innovation, redresser les finances publiques et mieux gérer les migrations. Une feuille de route claire pour un pays prêt à reprendre les rênes de son destin.

Cependant, c'est dans le domaine de la politique étrangère que la véritable rupture s'opère. Le temps des compromis timides appartient désormais au passé. Sous la direction de Merz, Berlin adopte une posture plus affirmée, plus ferme, et se réapproprie un leadership sans ambiguïté. Fidèle à son ancrage atlantiste, l'Allemagne se positionne désormais de manière plus offensive, recentrée sur ses priorités stratégiques, et prête à bousculer les partenaires traditionnels. Dans ce contexte, l'Europe est avertie, et la Méditerranée, en particulier, devra faire face à une Allemagne plus directe, plus exigeante. Un nouvel équilibre est en train de se dessiner: plus lucide, plus tranché et résolument tourné vers l'efficacité.

L'ère Merz s'ouvre sur une promesse: celle d'une Allemagne qui n'a plus peur d'assumer sa puissance.

Un nouveau cap stratégique : entre affirmation militaire et ambition internationale

Dans le sillage de ce réalignement politique, l'Allemagne effectue un tournant majeur en matière de sécurité et de défense. Le contrat de coalition marque la fin de la retenue stratégique et la montée en puissance militaire assumée, avec la volonté de peser davantage sur l'échiquier international. Pour répondre aux attentes de ses alliés et renforcer sa position au sein de l'Otan, Berlin annonce une hausse significative de son budget de défense, accompagnée d'une modernisation rapide des équipements et de l'acquisition de nouvelles technologies. L'Allemagne change de posture. Elle ne se limite plus à accompagner – elle veut désormais conduire. Symbole de cette ambition : la création d'un Conseil fédéral de sécurité rattaché à la

chancellerie, un centre de décision stratégique visant à réagir rapidement face aux menaces hybrides. La reconduction de Boris Pistorius (SPD) à la Défense assure une continuité, notamment concernant le dossier du Proche-Orient. Parallèlement, la nomination d'un ministre des Affaires étrangères de la CDU laisse présager une diplomatie plus affirmée, alignée sur les fondamentaux de la politique extérieure allemande. Le contrat de coalition confirme que la sécurité d'Israël reste une priorité, tandis que la solution à deux États est mentionnée plus prudemment, signifiant un recentrage sur des priorités concrètes. L'invitation controversée de Friedrich Merz à Benjamin Netanyahu, malgré un mandat d'arrêt international, illustre cette tension entre considérations diplomatiques et enjeux internes du gouvernement. Sur le plan européen, Friedrich Merz adopte une position ferme : stabiliser l'Union tout en préservant les principes budgétaires, notamment en refusant la mutualisation des dettes. Cette approche, saluée par les milieux économiques allemands, ravive néanmoins les tensions, particulièrement avec les partenaires du Sud de l'Europe. Berlin se projette dans une Union plus axée sur la compétitivité, la sécurité et la cohésion, où la rigueur économique domine de nouveau.

Quant au lien transatlantique, il demeure essentiel pour la diplomatie allemande, mais une prudence croissante s'y manifeste, accentuée par les tensions commerciales et les pressions protectionnistes en provenance des États-Unis, notamment dans le secteur de l'industrie verte.

Migration et coopération extérieure : un nouveau prisme stratégique

Dans le prolongement de sa redéfinition géopolitique, l'Allemagne opère un

virage structurant de sa politique migratoire. Sans remettre en cause le droit d'asile, la coalition choisit de rationaliser les flux, accélérer les procédures, renforcer les retours. Une réorientation profonde, aux répercussions directes pour les pays du pourtour méditerranéen. Les contrôles aux frontières, prolongés et renforcés, restreignent la libre circulation. La requalification de certains pays comme « sûrs » et l'élargissement des possibilités de refoulement traduisent une volonté claire de réduire les demandes d'asile jugées non fondées. Les expulsions sont désormais facilitées par un cadre juridique plus strict, reflet d'une ligne plus ferme. Plus encore, la migration devient un levier de diplomatie conditionnelle. Les États partenaires doivent coopérer sous peine de sanctions : réduction des visas, gel de l'aide au développement, blocage de projets communs. La coopération migratoire n'est plus un cadre d'échange mais une adhésion aux priorités de Berlin.

Autre inflexion notable : la suspension ciblée du regroupement familial, couplée à un durcissement des critères de naturalisation malgré une simplification des procédures de séjour. Le message est explicite : l'intégration ne sera ni automatique ni indulgente. Elle devra répondre à un cadre plus strict et sélectif. Dans le discours officiel, la migration est désormais un enjeu stratégique à part entière. Elle n'est plus seulement une question sociale ou humanitaire, mais un facteur clé de stabilité nationale. Pour les pays d'Afrique du Nord, cela marque un changement de paradigme: la coopération sera subordonnée à l'alignement sur les priorités allemandes.

La montée en puissance militaire comme levier d'influence allemande

Le tournant sécuritaire amorcé par Berlin ne souffre aucune équivoque :

l'Allemagne ambitionne de redevenir un acteur militaire de premier plan. La modernisation de la Bundeswehr, inscrite clairement dans le contrat de coalition, devient une priorité stratégique. L'objectif est double : répondre aux attentes de l'Otan et renforcer le rôle de l'Allemagne dans l'architecture sécuritaire européenne. Pour y parvenir, le gouvernement fédéral assouplit ses contraintes budgétaires en excluant certaines dépenses militaires du cadre du frein à l'endettement. Cette décision ouvre la voie à des investissements conséquents, durables et ciblés. Elle marque une rupture nette avec les années de sous-investissement et s'accompagne d'un effort soutenu en faveur des technologies avancées, de la consolidation de la base industrielle et de la simplification des procédures d'acquisition. La création d'un Conseil national de sécurité, rattaché à la chancellerie, incarne cette nouvelle ambition. Conçu pour coordonner les politiques étrangère, militaire, numérique et de renseignement, il vise à renforcer la cohérence stratégique de l'action allemande. A terme, cette architecture permettra à Berlin de s'imposer avec davantage de clarté et d'autonomie sur la scène internationale. Dans ce contexte, la coopération sécuritaire avec les pays du Sud pourrait connaître un redéploiement. Plus structurée, davantage sélective, elle sera régie par des critères précis, reposant à la fois sur la gouvernance et la convergence d'intérêts stratégiques.

Friedrich Merz : une vision stratégique entre conservatisme et ambition géopolitique

L'arrivée de Friedrich Merz à la chancellerie marque le retour d'un conservatisme stratégique, assumé et structuré. Sa vision repose sur un triptyque clair : discipline sociale, libéralisme économique et ambition internationale. Plus qu'un simple changement de ton, c'est une volonté de repositionner l'Allemagne comme

une puissance agissante, au-delà du rôle traditionnel de médiateur du consensus.

Cette orientation se décline en trois priorités : consolider l'axe franco-allemand, revitaliser le lien transatlantique, et adopter une posture plus offensive face aux grandes rivalités géopolitiques. Dans ce cadre, la politique migratoire est repensée selon une logique d'externalisation encadrée, s'appuyant sur des partenariats stricts avec les pays tiers. Mais cette stratégie se déploie dans un contexte de fragilité politique. La coalition entre la CDU/CSU et le SPD repose sur un équilibre précaire, exigeant des compromis permanents, notamment sur les arbitrages budgétaires et les choix diplomatiques. En parallèle, les tensions commerciales persistantes avec les États-Unis – notamment dans l'automobile et la pharmacie – mettent à l'épreuve un modèle économique fortement tourné vers l'exportation.

Pour autant, l'Allemagne conserve un levier déterminant : sa puissance financière. L'assouplissement du frein à l'endettement offre à Berlin une marge de manœuvre budgétaire inédite en Europe. De quoi soutenir des investissements majeurs dans la défense, le numérique et la modernisation de l'administration, et ainsi asseoir durablement son rôle stratégique sur la scène internationale. La Méditerranée au cœur d'une nouvelle dynamique de coopération et de sécurité. Sous la direction de Friedrich Merz, l'Allemagne se redéfinit avec une stratégie plus claire et plus affirmée. Moins conciliatrice et plus sélective dans ses alliances, elle réoriente son action extérieure autour de principes de puissance, de souveraineté et de sécurité partagée. Ce n'est plus une simple adaptation,

mais un changement profond de sa vision géopolitique.

Cette évolution bouleverse les rapports au sein de l'Union européenne. Berlin ne se limite plus à jouer le rôle de médiateur, elle cherche à exercer un leadership assumé, exigeant davantage de ses partenaires. La coopération devient conditionnelle, et les relations, désormais plus verticales, sont structurées autour d'intérêts stratégiques clairs. Dans ce cadre, la Méditerranée devient un terrain clé pour la nouvelle stratégie allemande. Confrontée à des enjeux migratoires, des rivalités d'influence et des défis communs, la région est désormais abordée sous l'angle de la sécurisation des frontières et de l'efficacité des coopérations.

La solidarité cesse d'être un principe pour devenir un levier d'efficacité, calibré selon les paramètres définis par le Nord. Le Maghreb et le Sahel, tout en continuant à jouer un rôle central, voient leurs marges d'action se réduire dans un cadre de coopération de plus en plus structuré. Cette dynamique, qui tend à privilégier l'alignement sur les exigences européennes, laisse moins de place au dialogue fluide et mutuel. La Méditerranée se transforme ainsi en un espace stratégique pour l'Europe, où les pays du Sud assument de plus en plus des responsabilités en matière de régulation de la sécurité, dans un contexte où la coopération est soumise à des critères plus rigides. L'enjeu reste de savoir si cette Allemagne affirmée pourra concilier sa quête de puissance avec une vision partagée du voisinage, fondée sur le respect mutuel et la coopération sur des défis communs. Car c'est de cet équilibre que dépendra, en définitive, la stabilité du partenariat euroméditerranéen dans un monde traversé par des fractures géopolitiques profondes. ■

E.G.

Ancien ambassadeur



250 participants, une réussite collective

Le 7 avril 2025, Mliha a réuni plus de 250 participants au Mouradi Palace Kantaoui Sousse pour sa convention annuelle, un événement marquant pour l'écosystème entrepreneurial tunisien. Placée sous le thème « مؤتمر الناس الملاح », cette journée a parfaitement incarné l'essence de Mliha: une ascension humaine qui accompagne la croissance économique. Dans cette dynamique, une conférence sur les « bonnes règles de gestion », animée par des experts reconnus, a permis d'aborder des enjeux cruciaux tels que la gestion fiscale responsable, la qualité, l'expérience client et la gestion financière, renforçant ainsi la culture de partage et l'amélioration continue qui caractérisent le réseau.

De la croissance économique à la construction d'un avenir commun

2024 fut une année charnière. +16% de points de vente actifs, 44 nouvelles ouvertures et un taux de rétention de 86% : des indicateurs qui confirment la solidité du modèle Mliha et l'attachement de ses franchisés.

Mais au-delà des chiffres, c'est un modèle de franchise profondément humain qui a été célébré.

Un modèle où la croissance ne se mesure pas qu'en points de vente, mais aussi en relations de confiance, en trajectoires partagées, en solidarité entrepreneuriale.

En seulement deux ans, Mliha a quadruplé sa notoriété, s'imposant parmi les trois franchises les plus recherchées en Tunisie. Avec un taux de confiance de 89%, ce succès incarne l'efficacité de son accompagnement, la qualité de ses produits et une vision commune qui unit son réseau. Une reconnaissance confirmée par le Baromètre Wefranchise 2025.

Au-delà des performances économiques, Mliha a dévoilé des initiatives structurantes pour l'avenir, notamment la création d'une académie dédiée à la formation des gérants. Cette démarche illustre l'engagement de l'enseigne à soutenir ses franchisés, à leur offrir des outils concrets pour exceller et à garantir un niveau d'exigence élevé en matière de qualité, d'hygiène et d'expérience client.

L'Excellence collective à l'honneur

L'un des moments forts de la convention a été la remise des prix du programme « Excellence », récompensant les franchisés les plus performants, mais aussi ceux qui incarnent au quotidien les valeurs de solidarité et d'intégration. Mliha a également mis à l'honneur les gérants formateurs, véritables piliers de l'intégration des nouveaux franchisés, illustrant l'importance d'un réseau où la réussite est avant tout collective.

Mliha, une Opportunité pour les Entrepreneurs de Demain

Avec plus de 180 points de vente à travers la Tunisie, Mliha s'adresse à tous les porteurs de projets désireux de rejoindre une enseigne innovante, engagée et performante. Le réseau propose deux formules de partenariat : la licence de marque et la gérance libre, chacune offrant un accompagnement personnalisé, des outils éprouvés et une formation continue.

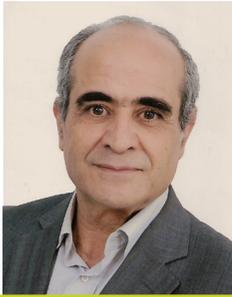
En célébrant ses franchisés et en affirmant ses ambitions, Mliha marque les esprits et confirme sa place de leader dans l'écosystème de la franchise en Tunisie. L'enseigne incarne une vision moderne de l'entrepreneuriat : humaine, solidaire, performante et tournée vers l'avenir.



L'avocat

Star montante de la cuisine moderne





• Par Ridha Bergaoui

L'avocat est un fruit fort apprécié pour sa saveur et sa texture uniques. Sa polyvalence en cuisine et ses bienfaits pour la santé expliquent son succès auprès des consommateurs. La demande explose et a doublé ces dix dernières années. D'un fruit exotique, l'avocat est devenu, de nos jours, un fruit de grande consommation. C'est un fruit à la mode. Il est désormais le sixième fruit le plus consommé au monde après la banane, le raisin, la pomme, l'orange et l'amande.

La production mondiale d'avocats serait de 5,6 millions de tonnes/an. Le Mexique est le plus grand producteur avec 2,5 millions de tonnes, suivi par la Colombie (1 million de tonnes), le Pérou (0,8 million), la République Dominicaine (0,6 million), l'Indonésie et le Kenya.

Généralités sur l'avocatier

L'avocatier est un arbre des régions tempérées. Il aime la chaleur et le soleil. Il est sensible au sel, au calcaire et à l'excès d'humidité. Ses besoins physiologiques se rapprochent de ceux des agrumes. L'avocatier peut atteindre 10 à 15 m de hauteur, à feuilles ca-

duques (qui se renouvellent chaque année), elliptiques de 20 à 30 cm de long. L'arbre donne de petites fleurs jaunes étoilées, riches en nectar qui attirent les abeilles et autres insectes pollinisateurs. La plante est hermaphrodite, toutefois il est conseillé de cultiver dans une même parcelle deux variétés d'avocatier dont le cycle est



complémentaire pour profiter d'une pollinisation croisée plus bénéfique.

L'avocatier est un arbre rustique, facile à cultiver et qui a peu d'ennemis et de maladies. De nombreuses variétés existent. La variété «Hass» est la plus connue et la plus cultivée pour sa forte productivité et l'excellente qualité de ses fruits. Le fruit est brun à noir à maturité et la peau est granuleuse. L'avocat «Fuerte» est reconnaissable à sa peau lisse et sa couleur verte.

L'arbre commence à produire à partir de la 4^e année et atteint la pleine production à partir de la 8^e année. Le fruit est une baie, généralement en forme de poire, avec une grosse graine à l'intérieur. La couleur de l'avocat varie selon les variétés, de vert clair au vert foncé à noir. La peau est rugueuse à lisse. Le poids moyen d'un avocat varie de 200 à 300 grammes, le noyau 30 à 50 grammes. La pulpe, de couleur vert clair, a une texture crémeuse et légère.

La récolte se fait à la main, au sécateur en plusieurs passages en cueillant à chaque fois les plus gros fruits, bien mûrs. Le rendement dépend de la variété, de la densité et des conditions de culture. Un rendement de 10 tonnes/ha est courant, soit en moyenne 50 kg/arbre. Un rendement de 15 à 20 tonnes peut être atteint dans de bonnes conditions. Le fruit est fragile et supporte mal le soleil et les chocs. Il peut se conserver au froid de 3 à 5 semaines. C'est un fruit climactérique (qui continue à mûrir après cueillette). Le consommer à maturation complète, lorsqu'il devient bien tendre afin de bien profiter pleinement de sa saveur.

Composition et avantages nutritionnels de l'avocat

Alors que la plupart des fruits sont généralement riches en sucres et contiennent très peu ou pas de lipides, la principale particularité de l'avocat est sa richesse en lipides sains. C'est pour cette raison qu'on l'a dénommé «le beurre vert» ou «l'or vert». Sa richesse en lipides (jusqu'à 22% pour certaines variétés) constitués essentiellement d'acides gras monoinsaturés est la principale caractéristique de l'avocat. Exempt de cholestérol, ces acides gras monoinsaturés sont très bénéfiques pour la santé cardiovasculaire.

L'avocat est également une bonne source de vitamines A, C, E, K et d'antioxydants. Il apporte des minéraux (potassium, magnésium, cuivre) et des fibres favorables à une bonne digestion et un bon transit digestif. La consommation régulière de l'avocat contribue à faire baisser le LDL (mauvais cholestérol) et faire remonter le bon (HDL), améliore la santé du système circulatoire et du système digestif. Grâce à son faible indice glycémique, l'avocat permet une régulation de la glycémie. Avec ses antioxydants, il a une action anti-inflammatoire notable et permet de lutter contre le vieillissement des cellules





de l'organisme. Sa richesse en lipides n'est pas incohérente avec un régime amaigrissant ou pour le contrôle du poids. En effet, sa richesse en fibres procure une sensation de satiété durable et évite les grignotages.

Utilisation en cuisine

L'avocat a un goût doux, subtil qui rappelle un peu les noisettes. Sa texture est crémeuse, fondante et veloutée, ce qui le rend agréable en bouche. Son goût neutre lui permet de se marier facilement avec des saveurs salées comme sucrées, en rehaussant les plats sans masquer les autres ingrédients. L'avocat est un aliment polyvalent, pratique, facile à utiliser et qui se prête bien à de nombreuses recettes salées et même sucrées. Il est également très apprécié pour les régimes végétariens pour la qualité de son apport d'énergie, de fibres, vitamines et minéraux.

Grâce à sa texture moelleuse, l'avocat est le seul fruit qu'il est possible de tartiner à l'état naturel. Ce qui est pratique lorsqu'on a faim et qu'on n'a pas grand-chose à manger. Il peut être consommé nature (avec un peu de sel et du citron), en salades où il ajoute une touche crémeuse, sandwiches, toasts, en smoothies mélangé avec d'autres fruits pour une texture plus onctueuse. La recette la plus facile et la plus populaire est le «guacamole» mexicain. Cette préparation, très facile et très rapide, est à base d'avocat et de jus de citron. Il faut choisir des avocats bien mûrs, qui cèdent légèrement sous une pression douce. Couper le fruit en deux, retirer le noyau, prélever la chair avec une cuillère. Ecraser la pulpe, ajouter les légumes coupés en petits morceaux (oignons, tomate, piment), ajouter le jus d'un citron et du sel et bien mélanger le tout. Cette purée fraîche et savoureuse peut être consommée avec des frites, des chips, des légumes, en toasts, sandwich...

Une culture en plein essor

La culture de l'avocatier est en plein essor, elle ne cesse de s'étendre, boostée par une consommation en nette croissance. L'avocat est de plus en plus populaire en raison de ses bienfaits sur la santé. Les pays scandinaves, notamment le Danemark, affichent la consommation par habitant la plus élevée au monde : 3 kg/habitant/an, soit près de 15 avocats/an. En Europe, avec 2,5 kg/habitant/an, la France est le premier consommateur d'avocats en volume total, soit 155 000 tonnes/an, alors qu'elle n'en produit que 2 000 tonnes seulement.

Les Etats-Unis sont le principal importateur d'avocats, essentiellement du Mexique. Le marché européen est en pleine croissance avec l'Espagne et les Pays-Bas comme principaux centres de distribution. La Chine et le Japon s'intéressent de plus en plus aux avocats. La concurrence est rude et les

marchés de plus en plus exigeants. Les pays producteurs sont appelés à soigner la qualité de leurs produits et respecter les normes internationales.

A côté de sa consommation en tant que produit frais, l'avocat est également utilisé pour la fabrication de produits transformés, surtout des huiles d'avocat et des cosmétiques à base d'avocat pour le visage et le corps (laits, crèmes, sérum, masques, savons, gels douche...) que pour des soins capillaires. Ces produits sont élaborés à partir de la pulpe ou de la peau riches en lipides et polyphénols.

L'avocatier a fait l'objet, il y a quelque temps, de campagnes de dénigrement de la part d'associations écologiques et environnementales. En réalité, ce n'est pas l'avocatier ni l'avocat qui sont mis en cause mais sa culture intensive. Celle-ci exige beaucoup d'eau et s'est faite, dans de nombreux pays tropicaux, aux dépens de la forêt. Elle utilise

également de quantités importantes de pesticides. La culture de l'avocatier, dans certains pays d'Amérique, est liée également aux cartels de la drogue et du crime organisé. Son transport sur de très longues distances et sa longue conservation au froid en font un produit à empreinte carbone très élevée. Ce sont ces raisons et ces dommages à l'environnement, causés par la culture intensive, qui ont été dénoncés par les associations qui ont appelé les consommateurs à boycotter et à réduire leur consommation d'avocat.

L'avocatier en Tunisie

Quoique l'avocatier soit présent depuis longtemps en Tunisie dans les jardins particuliers comme plante ornementale, l'introduction et la culture de variétés commerciales ne datent que du début des années 2000. La culture de l'avocatier se limite de nos jours à une trentaine d'hectares, essentiellement dans la région de Nabeul. La production serait d'environ

320 tonnes/an. On cultive surtout deux variétés Hass (la plus demandée et cultivée dans le monde) et Fuerte. Bien que la production nationale reste très modeste, l'avocat fait son petit chemin et devient de plus en plus visible et plus populaire. Le climat tunisien convient parfaitement à la culture de l'avocatier. Il a les mêmes exigences que les agrumes. Il peut être envisagé en irrigué comme alternative dans le cas d'une reconversion des vieilles orangeries devenues peu rentables et très gourmandes en eau.

Un marché potentiel intérieur existe aussi bien pour l'hôtellerie et les restaurants touristiques que pour certains habitués et fins gourmets. L'avocat est en train de gagner en popularité et de plus en plus demandé par les consommateurs. Il se vend, surtout dans les grandes surfaces, à la pièce. Le prix varie de 5 à 10 dinars l'unité. Ce prix est élevé comparé au prix en France par exemple où la pièce se vend à 1 Euro environ (parfois beaucoup moins en promotion) ou au Maroc où il



se vend à près de 3 dinars/pièce. Ce prix élevé résulte probablement d'une offre très réduite, d'une conduite de la culture traditionnelle et de frais de production élevés. La maîtrise des conditions de culture et l'amélioration de la production et de la productivité peuvent entraîner une réduction sensible du prix et encourager les consommateurs à acheter ce produit très délicieux et plein de bienfaits sur la santé.

L'exportation est également possible, surtout que l'Europe est à côté et que la demande est importante. Le Maroc nous offre un excellent exemple. Il est devenu en quelques années un grand producteur d'avocat. La production ne cesse d'augmenter, boostée par une demande mondiale croissante. Durant l'année 2024-2025, le Maroc compte produire environ 90 000 tonnes, dont 80 000 tonnes destinées à l'exportation, et la superficie est de 10 000 ha environ. L'Espagne, la France et les Pays-Bas sont les principales destinations des exporta-

tions marocaines d'avocats. Il est possible également de valoriser l'avocat pour ses vertus cosmétiques et pour des traitements capillaires et lancer une industrie à base du fruit de l'avocat. L'huile d'avocat est excellente pour l'hydratation du cuir chevelu et la reconstitution des fibres capillaires.

En conclusion, dans le cadre d'une révision de la carte agricole nationale, pour des productions plus efficaces et plus rentables, la culture de l'avocatier à grande échelle peut être sérieusement envisagée et encouragée aussi bien pour la consommation locale que pour l'exportation. L'avocatier présente un potentiel très important avec des usages multiples et variés. ■

R.B.



Le pataclet ou sbares

Un délicieux poisson de printemps

Qui ne connaît pas le sbares (الصبارس ou السبارس) ? C'est ce poisson qui sert à préparer de la soupe aux sbares (مرقة الصبارس) ou soupe sfaxienne, rendue très célèbre grâce à la fameuse chanson du grand Jammoussi

يا قادم لينا ما تفارق تونسنا البيّة
إلا ما تجينا و تذوق مريقة صفاقسية»

C'est ce petit poisson que ramènent souvent les pêcheurs à la ligne après parfois des heures de patience et de persévérance.

• Par Ridha Bergaoui



Origine du nom sbares

Le sbares, appelé en français pataclet ou sparaillon, du nom latin «*Diplodus annularis*» ou «*Sparus annularis*», est un poisson des petits fonds de la Méditerranée. Quoique l'origine du nom pataclet soit mal connue, le nom latin *Diplodus annularis* signifie poisson à double dent, ou deux formes de dents (incisives plates et molaires arrondies) et *annularis*, allusion à l'anneau présent sur le pédoncule caudal. Le nom sbares provient probablement du nom de la famille à laquelle appartient le pataclet appelée les sparidès.

Particularités du pataclet

Le pataclet est un cousin de la daurade (*Sparus aurata*) mais plus petit. Il dépasse rarement 25 cm (généralement 12 à 15 cm) et le poids maximum de 400 grammes. Il est reconnaissable par sa couleur gris argenté, avec une tache noire bien prononcée sur la queue, et des nageoires à

reflet jaune. Il se rencontre surtout dans les herbiers de posidonies et dans les eaux calmes des ports. Carnivore, il a une dentition robuste et se nourrit surtout de vers, crustacés, mollusques... Sa période de ponte se situe entre avril et juin. Suite à sa taille modeste, il connaît de nombreux prédateurs et se fait difficilement approcher. C'est un poisson diurne qui passe la nuit à se reposer. On ne le pêche pas d'une façon spéciale, il se retrouve généralement accidentellement dans les filets des pêcheurs. Très présent près des côtes et dans les eaux des ports, il est souvent attrapé par les pêcheurs amateurs à la ligne et apprécié pour sa combativité. La pêche du pataclet ne pose aucun problème du fait qu'il n'y a aucune indication de déclin de la population. Toutefois, dans les pays de l'Union européenne, il est interdit de pêcher des individus de moins de 12 cm.

En Tunisie, le sbares est pêché toute l'année, mais les captures sont plus abondantes durant le printemps et l'été lorsque

les bancs de ce poisson se rapprochent des côtes.

La chair du sbares

Le sbares n'est pas un poisson noble, il est moins prisé que la daurade ou le loup par exemple, pour plusieurs raisons :

- Poisson de petite taille, léger et de forme aplatie, il a relativement peu de chair.
- Sa chair n'est pas très raffinée, elle est peu ferme, fragile à la cuisson et perd en tenue.
- Le poisson est peu juteux et son goût est peu prononcé.
- Il présente des arêtes gênantes pour certains consommateurs.

Le sbares est un petit poisson modeste peu valorisé dans les restaurants gastronomiques et touristiques où on préfère des poissons plus nobles. Il présente toutefois certains avantages comme





une chair fine, tendre avec une saveur douce et savoureuse. Il présente enfin l'avantage d'un prix tout à fait abordable, à la portée des petites bourses.

Un bon sbares vaut mieux qu'un gros poisson d'élevage

La chair du sbares est riche en protéines et acides aminés. Elle est bien pourvue en oméga 3, bénéfique pour la santé cardiovasculaire et le cerveau. Elle contient beaucoup de minéraux comme le phosphore, le potassium et le magnésium, importants pour la santé osseuse et nerveuse. Le sbares est un poisson sauvage qui évolue en pleine mer et sa nourriture est très variée. Comparé à la daurade ou au loup, le sbares est beaucoup moins gras et plus sain.

Sans ignorer ni dénigrer l'intérêt et l'importance des poissons d'élevage pour le consommateur, en substitution de la viande rouge beaucoup plus chère, riche en graisse et en cholestérol, le poisson d'élevage est cependant moins noble que son confrère sauvage. Les poissons d'élevage, comme les daurades et les loups, qui proviennent des fermes d'élevage intensif, sont confinés dans des enclos et nourris

aux aliments concentrés. Ces derniers contiennent de nombreux additifs pour des rendements maximums et un prix de revient du poisson minimal. La chair de ces poissons d'élevage est généralement trop grasse. La texture est moins ferme que celle des poissons sauvages et le goût est souvent beaucoup plus fade. Elle peut contenir également des résidus divers issus de l'aliment auquel le poisson est nourri. Bien qu'il n'ait pas le prestige de ses cousins, le pataclet reste ainsi un poisson sain et léger, très apprécié pour son goût subtil et sa polyvalence en cuisine. On le prépare de différentes façons, en friture, grillé, au four ou en soupe. En couscous, il est également très bon. La marka sfaxienne demeure la référence en matière de préparation du sbares. Elle se décline en plusieurs façons : un simple ragout au poisson, une sauce pour le couscous, ou une soupe avec du pain rassis ou du pain d'orge accompagné de sbares qu'on peut cuire au four.

Conclusion

Le sbares est un petit poisson, souvent disponible, surtout à partir du mois d'avril, et peu cher qui a une bonne réputation et jouit d'une bonne image chez le consom-

mateur. Un poisson nutritif, polyvalent et sain, reconnu pour ses bienfaits sur la santé et sa richesse en saveurs. Il représente un élément important du patrimoine culinaire national et de la région de Sfax d'une façon particulière.

Le poisson est un aliment très intéressant. Il représente à la fois les avantages de la viande rouge sans ses inconvénients. Riche en protéines et acides aminés, en vitamines, minéraux et oméga 3, il est beaucoup moins pourvu en graisses saturées et cholestérol que les viandes rouges et beaucoup moins calorique. Il est recommandé par la plupart des nutritionnistes. Avec l'huile d'olive, le poisson est un pilier incontournable du régime méditerranéen reconnu pour ses bienfaits sur la santé et sa richesse en saveurs. Les nutritionnistes recommandent de consommer 1 à 2 fois par semaine du poisson pour une bonne santé en général et spécialement cardiovasculaire.

Alors ne pas hésiter de profiter de la saison du sbares pour en mettre dans vos assiettes et jouir de ce poisson sympathique, savoureux et plein de bienfaits. Bon appétit. 🍴

R.B.



يفرح قلبك كل يوم
أكثر من 140

منتوجاتنا

koll youm
كايوم

أكثر من 400 منتج



بأرفص من أرفص سوبر



Révolution tunisienne et crise de Covid-19

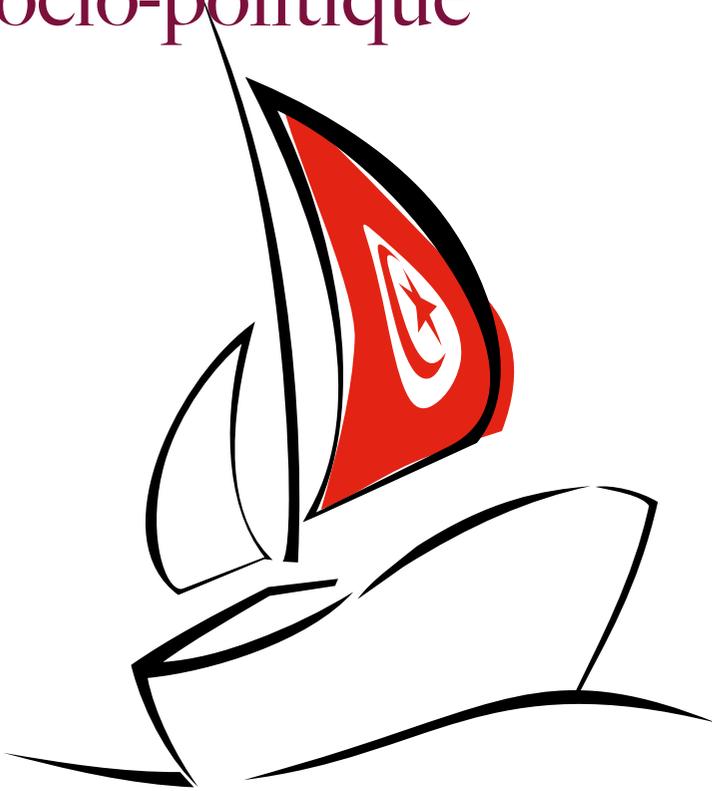
Conséquences psychologiques et évolution socio-politique



• Par Dr Sofiane Zribi



Il est des bouleversements que l'histoire n'annonce pas



À l'aube de l'année 2011, la Tunisie, paisible en apparence sous l'autorité d'un pouvoir autoritaire, dictatorial, corrompu mais laïque et paternaliste en apparence (Allal, 2012), vacillait sans que nul ne pressente l'ampleur de ce qui allait advenir.

En l'espace de quelques semaines, un régime solidement installé depuis des décennies s'effondra, plongeant la population dans un changement brutal aussi soudain qu'inattendu.

Le choc fut immense. Dans un pays où l'ordre et l'autorité structuraient la vie quotidienne (Ben Achour, 2016), l'irruption du chaos, de l'anarchie, fit naître une peur sourde, viscérale,

presque animale. La peur du vide, la peur du lendemain, la peur d'un monde où les repères disparus laissaient place à l'incertitude et à la vulnérabilité.

Au lendemain immédiat de la révolution, les services de santé mentale enregistrèrent une augmentation sans précédent des consultations psychiatriques (Zribi, 2011 ; Ben Rejeb et al., 2013). Anxiété généralisée, épisodes dépressifs sévères,

troubles de l'adaptation : la Tunisie sombra dans une crise psychique parallèle à la crise politique.

Selon une étude tunisienne menée après 2011, la prévalence des troubles anxieux et dépressifs aurait connu une augmentation de près de 35% par rapport aux données antérieures (Ben Rejeb et al., 2013). Ces désordres psychiques annonçaient toute la difficulté d'une société - longtemps encadrée, sécurisée et contrainte - à s'adapter brutalement à la liberté et à l'incertitude, qui s'exprimait.

Cet événement fondateur ne fut pas qu'un tournant politique; il fut aussi une expérience psychologique collective, qui allait profondément marquer les comportements face aux crises ultérieures, notamment face à la pandémie de Covid-19.

Révolution tunisienne : impact psychologique et social

La brutalité du changement a confronté la population à une rupture brutale de l'ordre social et politique, générant des réactions émotionnelles massives et souvent désorganisées. Le stress aigu fut omniprésent dans les premières semaines alimentées par la crainte de l'effondrement de l'État, la peur de la violence, des pillages, des règlements de comptes et l'hypervigilance face à l'instabilité politique. Plusieurs études tunisiennes ont souligné une augmentation notable des symptômes dépressifs dans les mois suivant la Révolution, liés à la perte de repères, à l'instabilité économique et au climat d'insécurité généralisée (Zribi, 2011 ; Bouguerra, 2012).

Face à cette déstabilisation, la société tunisienne a également fait preuve, dans certaines franges, d'une forme de résilience collective :

- Renforcement des solidarités locales.
- Multiplication d'initiatives citoyennes pour protéger les quartiers, reconstruire les liens sociaux (Brahmi et al., 2014).
- Naissance d'une conscience politique nouvelle, même teintée d'angoisse.

La résilience, cependant, fut inégale, dépendant des ressources psychologiques individuelles, du soutien social, et des représentations collectives héritées de l'histoire récente. Évolution des comportements sociaux et des structures communautaires après 2011

Au-delà de l'impact psychologique immédiat, la Révolution tunisienne a provoqué des transformations profondes dans les comportements sociaux et les dynamiques communautaires. Dans un premier temps, une période d'effervescence sociale a suivi la Révolution :

- Libération de la parole publique, explosion des débats politiques dans les cafés, sur les réseaux sociaux (Chouikha & Gobe, 2015).
- Remise en question des autorités traditionnelles (police, administration, pouvoir local).
- Multiplication des associations citoyennes œuvrant pour les droits de l'homme, la démocratie, l'éducation civique. Cependant, à mesure que l'instabilité persistait, une fatigue sociale s'est installée :
- Méfiance généralisée envers les institutions.
- Polarisation politique extrême (islamistes vs laïcs, anciens vs modernistes).
- Repli identitaire dans certaines régions marginalisées.

La société tunisienne a donc oscillé entre un mouvement d'ouverture porté par l'espoir révolutionnaire, et un mouvement de repli dicté par la peur de l'avenir et les traumatismes non élaborés. Ces dynamiques ont durablement influencé la façon dont les Tunisiens réagiraient aux crises ultérieures, comme celle de la pandémie de Covid-19, marquant la mémoire collective d'une ambivalence entre résilience, défiance et anxiété diffuse.

La réaction des Tunisiens face à la pandémie de Covid-19

En 2020, moins d'une décennie après l'onde de choc révolutionnaire, la Tunisie fut confrontée à un nouveau séisme, d'une nature différente mais non moins déstabilisante : l'irruption de la pandémie de Covid-19.

Pour une population encore marquée par l'expérience récente de l'effondrement des repères politiques, la confrontation à un danger invisible, insidieux et planétaire, raviva des mécanismes d'adaptation et de défense profondément ancrés dans la mémoire collective.

Comportements sociaux : entre solidarité, méfiance et défiance
Dans les premiers jours de l'épidémie, la réaction de la population tunisienne fut dominée par une mobilisation collective spontanée.

Des campagnes de solidarité virent le jour, des initiatives citoyennes pour distribuer des denrées, des masques, du matériel médical émergèrent dans tout le pays, rappelant les élans communautaires qui avaient suivi la Révolution de 2011 (Zribi, 2020).

Ce réflexe de cohésion solidaire témoignait d'une capacité d'organisation sociale encore vive, fondée sur les liens de proximité et l'expérience partagée de la vulnérabilité. Cependant, cette première phase fut rapidement suivie par une montée de la défiance :

- Méfiance envers les annonces officielles et les statistiques de l'État.
 - Théories du complot circulant massivement sur les réseaux sociaux.
 - Résistances aux mesures sanitaires, en particulier au port du masque et au confinement.
- La mémoire du vide institutionnel vécu en 2011 semblait ici se réactiver avec force.

En l'absence d'une continuité historique stable, l'autorité publique tunisienne, loin d'incarner un rempart protecteur, apparaissait, aux yeux d'une partie de la population, comme une source potentielle d'incertitude, de manipulation, voire d'abandon (Ben Romdhane, 2021).

Cette perception s'enracinait dans un traumatisme collectif : l'effondrement soudain de l'État après la Révolution avait laissé une empreinte durable sur le psychisme social, une "mémoire du vide" selon l'expression de Maurice Halbwachs (1950), où l'État n'était plus garant de sécurité mais synonyme de vacance, de désordre et de défiance.

En termes sociologiques, cette dynamique illustre avec précision ce que Robert Putnam (2000) décrivait comme la dissociation de la confiance institutionnelle.

Dans les sociétés en reconstruction après un événement traumatique majeur, la confiance horizontale - celle qui lie les individus entre eux - tend à se maintenir, voire à se renforcer localement, à travers des réseaux communautaires d'entraide. En revanche, la confiance verticale - celle envers les institutions étatiques - s'effondre partiellement, nourrissant un climat de suspicion, d'auto-organisation citoyenne, mais aussi parfois de désobéissance et de défiance.

Crise sur crise, la Tunisie est abasourdie !

C'est par cette phrase que Taoufik Habaieb donna le titre à un ouvrage collectif édité par les éditions Leaders. Cette Tunisie abasourdie, déboussolée, anxieuse, ayant perdu ses repères, ayant perdu confiance dans la classe politique qui la dirige (qui ne semblait pas à la hauteur du danger du Covid-19 qui menaçait la population) et qui ne savait plus comment lui parler, allait soudain rompre avec l'ordre que le 14-Janvier a donné pour s'engager dans celui qui va suivre le 25-Juillet. Lorsque la pandémie de Covid-19 frappa la Tunisie en 2020, elle ne s'abattit pas sur un terrain vierge, mais sur une société déjà fragilisée, travaillée en profondeur par les séquelles de la Révolution de 2011.

Depuis plusieurs années, les institutions politiques tunisiennes semblaient vaciller sous le poids des divisions, des compromis

fragiles et d'une désillusion citoyenne grandissante. Un Parlement fracturé, un exécutif affaibli, des querelles partisans incessantes : tout laissait pressentir une vulnérabilité structurelle. La pandémie n'engendra pas cette crise : elle en fut le révélateur brutal et l'accélérateur implacable. À mesure que le virus se propageait, l'impuissance de l'État tunisien éclata au grand jour.

Les lenteurs dans la gestion sanitaire, l'incapacité à organiser efficacement les campagnes de vaccination, la saturation dramatique des hôpitaux — notamment durant l'été 2021 — provoquèrent une onde de choc émotionnelle dans la population. Dans l'imaginaire collectif, la scène était claire : un État absent au moment où la menace devenait mortelle.

Ce sentiment d'abandon collectif fit ressurgir une blessure plus ancienne : celle du vide institutionnel laissé par la chute du régime en 2011. La défiance envers les autorités publiques, déjà latente, se transforma en colère ouverte.

Les Tunisiens, qui avaient jadis espéré la naissance d'un État démocratique protecteur, virent leurs espoirs s'effriter sous les assauts conjugués de l'épidémie et de l'incompétence politique. C'est dans ce climat de désespoir que Kais Saïed, élu en 2019 sur une promesse d'intégrité et de renouveau, apparut à une partie de la population comme le dernier recours. Le 25 juillet 2021, jour hautement symbolique de la fête nationale, il suspendit le Parlement, limogea le Premier ministre, et concentra entre ses mains l'essentiel du pouvoir exécutif, s'appuyant sur l'article 80 de la Constitution. Il justifia sa décision par la nécessité de sauver l'État d'un "péril imminent".

Mais derrière cette décision spectaculaire, se jouait un processus plus profond :

- La peur sanitaire avait accéléré la fatigue démocratique.
- L'angoisse collective avait ravivé le besoin d'une autorité forte, capable de restaurer l'ordre.

En sociologie politique, ce mécanisme est bien connu: en situation de crise extrême, l'adhésion populaire à un pouvoir centralisé tend à augmenter (Lipset, 1959 ; Huntington, 1968). En psychologie collective, il peut être lu comme une régression sociale : face à l'insécurité vitale, le groupe humain recherche la figure protectrice d'un chef capable de dissiper la peur. Ainsi, ce qui débuta comme une crise sanitaire mondiale se mua, en Tunisie, en une révolution silencieuse du rapport au pouvoir, prolongeant d'une manière inattendue le long héritage émotionnel de la Révolution de 2011. ■

S.Z.

RETARD DE VOL ? TRANSFORMEZ L'ATTENTE EN PRIVILÈGE

ACCÈS LOUNGES VIP GARANTI AVEC LE SERVICE
SMART DELAY DE VOTRE VISA PLATINUM UBCI*



Pour plus de détails, consultez le site ubci.tn
*Service offert dans la limite des conditions de l'offre.



www.ubci.tn

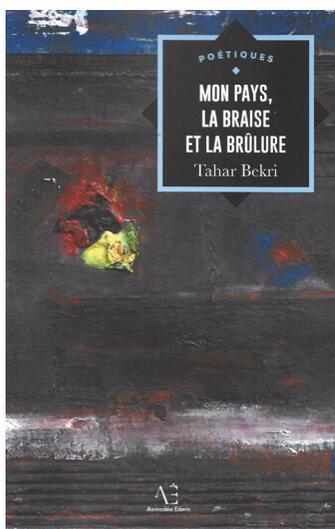
**POUR LA 4^{ÈME} FOIS,
AGILIS ÉLUE
« PRODUIT DE L'ANNÉE »**



«*Mon Pays, la braise et la brûlure*», de Tahar Bekri



• Par Slaheddine Dchicha



Le poète tunisien Tahar Bekri est un poète extrêmement généreux. D'abord parce qu'il consacre une chronique hebdomadaire à faire connaître ses confrères poètes, sans distinction d'origine ou de langue. Et surtout parce qu'il nous gratifie régulièrement de sa propre production poétique. Ainsi en sera-t-il en mai prochain avec la parution en Belgique de son nouveau recueil *Mon pays, la braise et la brûlure*^(*)

Les familiers de Tahar Bekri et de sa poésie ont dû mettre spontanément le nom «*Tunisie*» sur ce pays «*brûlant*» et jalousement possédé «*Mon pays*». En effet, les habitués savent que son pays natal le hante et même quand il ne revient pas explicitement dans ses titres - «*Je te nomme Tunisie* » en 2011, ou «*Chants pour la Tunisie*» en 2023 - il est présent partout dans son œuvre tel un air obsédant.



Ce nouveau fascicule accueille élégamment le lecteur avec une belle peinture acrylique d'Annick Le Thoër avant de s'ouvrir sur 55 brèves strophes qui fonctionnent comme autant de tableaux où les paysages du pays natal se mêlent aux images mentales du poète, entremêlant ainsi l'individuel et le collectif; l'histoire et l'Histoire ; le singulier et l'universel.

L'intime puzzle

De prime abord, le lecteur constate que le « je » de l'énonciateur a cédé le pas au « tu » de l'interlocuteur et grâce à cette figure stylistique de substitution - l'éballage - le narrateur peut se dédoubler et assister en spectateur à sa propre vie. De fait, comme dans « un roman d'apprentissage », il se penche sur son passé et en évoque de multiples moments afin d'assembler les pièces de cet intime puzzle. Et les souvenirs de se succéder devant ses yeux nostalgiques : l'enfance et l'école maternelle, la famille et la perte précoce de la mère, la jeunesse, l'université et l'accès à la culture et aux arts :

« A Tunis ta soif jamais désaltérée
Tu courais clubs de littérature et théâtres
Cinémathèque galeries de peinture
Gladiateur alerte de débat en débat » (p.20)

Sans oublier l'engagement, la répression, l'expérience carcérale et pour finir le départ forcé et l'exil avec « le poème pour seul compagnon » (p.29)

Le pays natal

Ce n'est pas parce qu'il a dû, contraint et forcé, quitter le pays natal que ce pays le quitte. Au contraire, ce dernier lui « colle à la semelle », l'habite. Et après avoir été porté par ce pays « Tu me portais » (p.7), c'est désormais lui qui le porte comme une femme enceinte porte son enfant : « Je te porte Pays » (pp.5, 6, 8)

D'où l'omniprésence de la Tunisie dans l'œuvre poétique de Tahar Bekri comme en témoignent ces 55 strophes-tableaux qui, nullement statiques, défilent comme défileraient devant les yeux d'un voyageur les paysages par la fenêtre d'un train qui roule :

« Il me souvient de tes trains cahoteux
[...]
Et moi collé à la fenêtre
Reconnaissais tes paysages un à un
[...]
De gare en gare les quais à la hâte
Tous ces noms familiers qui défilent » (p.9)

En effet, les noms familiers énumérés avec délectation tout le long du recueil couvrent l'ensemble du pays quitté : « Zarzis, Djerba, Sfax, Mahdia, les îles Kerkennah, El Hencha, Tunis, Tabarka, Gabès, Radès, Bizerte, Sousse, Kairouan, Carthage... » Et chacun de ces toponymes de représenter par métonymie la Tunisie et d'exalter ses variétés géographiques, ses ressources naturelles et de célébrer ses richesses archéologiques, historiques et culturelles

En multipliant les évocations et les incantations, l'exilé espère donner présence à l'absence, apaiser le manque et atténuer la souffrance ...

« Je te portais pays
Braise et cendre tout feu brûlant
Ma flamme luttait pour ne pas s'éteindre » (p.32)

Comme écho à ces vers, convoquons pour conclure le très populaire proverbe tunisien « Ne ressent la brûlure de la braise que celui qui pose le pied dessus » qui peut être aisément pastiché ainsi : « Ne ressent le véritable amour du pays que celui qui n'y est plus », l'exilé qui n'y habite plus mais que le pays habite !.■

S.D.

(*) Tahar Bekri, *Mon pays, la braise et la brûlure*, Ed. Asmodée Edern, 2025, 66p., 16e

SAHATY

INTERNATIONAL



ERRC

NUMÉRO BLEU
82 10 10 90

VOTRE ASSURANCE SANTÉ DANS LE MONDE ENTIER

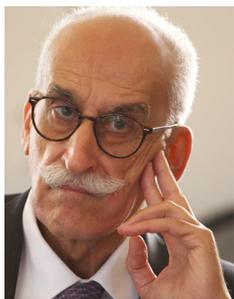
Avec **SAHATY** International, nous prenons en charge vos frais de soins, d'hospitalisation et de chirurgie en Tunisie comme à l'étranger.



L'avenir
avec assurance

www.carte.tn





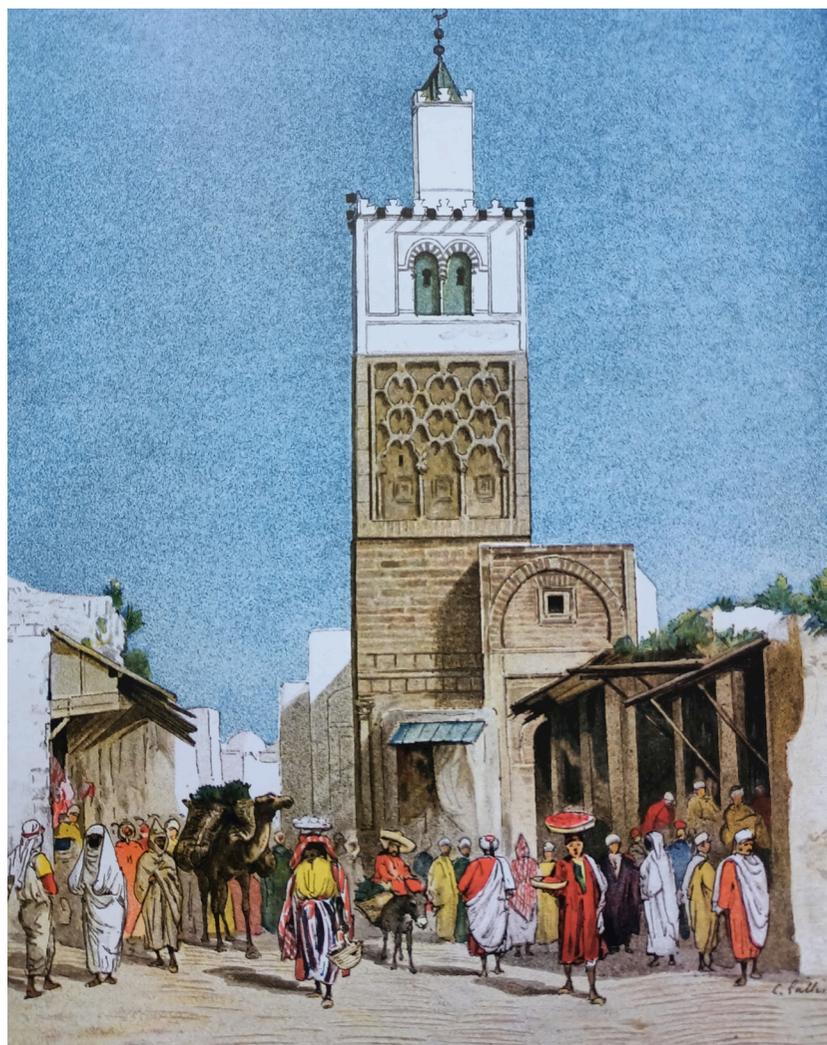
• Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

La médina Cadre urbain, habitat et société

Durant des siècles, l'antique ville de Tunis s'est définie comme une madina wa rabadhân (duel du mot rabadh), c'est-à-dire une cité et deux faubourgs. La population musulmane se répartissait entre la médina et le faubourg nord de Bab Souika et celui de Bab el Jazira, situé au sud. La communauté israélite autochtone se concentrait à l'intérieur des murs de la cité dans la Hâra qu'elle commence à déborder vers 1850. Quant aux Européens – Al Ifranj –, regroupés autour de leurs consulats, ainsi que les juifs originaires de Livourne (Grana), plus prospères et plus européenisés que leurs coreligionnaires locaux, ils occupaient le quartier «franc», situé à proximité des remparts et de la porte dite Bâb el bahr, orientée en direction de la lagune et au-delà vers le port de La Goulette.



■ A gauche la rue des Andalous, à droite la rue Sidi el Béchir (Bab el Jazira). On notera le contraste entre le calme d'un quartier résidentiel de la médina et l'animation des faubourgs (photo x et aquarelle de Charles Lallemand)



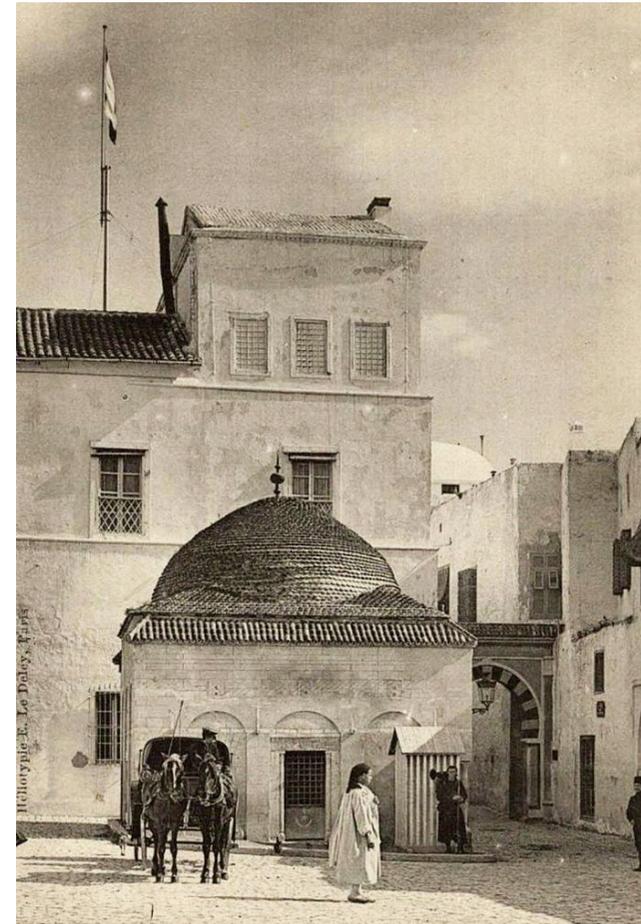
■ Place du château, début du XXe siècle. Palais Dar Hussein (aujourd'hui, siège de l'Institut national du Patrimoine). Au premier plan: tombeau du dey Qara Mustafa (détruit dans les années 1960) (coll. Lyse Barbeau)

Au sein de la population musulmane, il n'y avait pas de répartition communautaire ou ethnique par quartier ou par rue. Il y eut bien un quartier andalou à Bab Souika (Houmet el Andalous) et une rue des Andalous dans la médina ; de même qu'il y eut, au lendemain de la conquête ottomane de 1574, entre le Dâr el Pacha et la citadelle de la Kasbah, un quartier occupé par des dignitaires politiques, militaires et religieux « turcs ». Mais au XIXe siècle, cela ne correspondait plus à grand-chose. Les sujets tunisiens originaires de l'intérieur et du Maghreb (Djerbiens, Algériens ou Tripolitains, par exemple) installés à Tunis où ils faisaient prospérer leur commerce dans les souks, n'avaient aucune difficulté à se loger dans divers secteurs de la médina et des faubourgs. Nous en reparlerons plus loin.

Flanquant la médina et séparés d'elle par une première ceinture de remparts, se trouvent les rbat-s de Bab Souika et Bab el Jazira. Le premier est très étendu et densément bâti (sur le plan dressé en 1860 par l'ingénieur Colin, il occupe

une superficie presque analogue à celle de la médina intra muros - et un document administratif de 1860 (1278) y recensait plus de constructions qu'ailleurs). Bâb el Jazira, bien que présentant un tissu urbain moins dense avec de vastes espaces non construits, est néanmoins aussi ancien que Bâb Souika. L'essor de l'un et de l'autre remonte à l'époque de l'émirat hafside (XIIIe-XVIe siècle). Ces deux faubourgs étaient enserrés dans des remparts et protégés par des bastions.

L'idée communément admise d'une supériorité urbanistique, architecturale et sociale de la médina sur les rbat-s correspond à la réalité historique. Elle appelle néanmoins des commentaires et des précisions. Certains ont pu écrire que le faubourg était une antichambre de la médina qu'on y effectuait, en quelque sorte un « stage de citadinité », ce qui laisserait supposer une grande mobilité de population et le caractère d'habitation médiocre. Cela doit être nuancé. Prenons l'exemple de Bab Souika : dans ce faubourg vivait au XIXe siècle encore une population



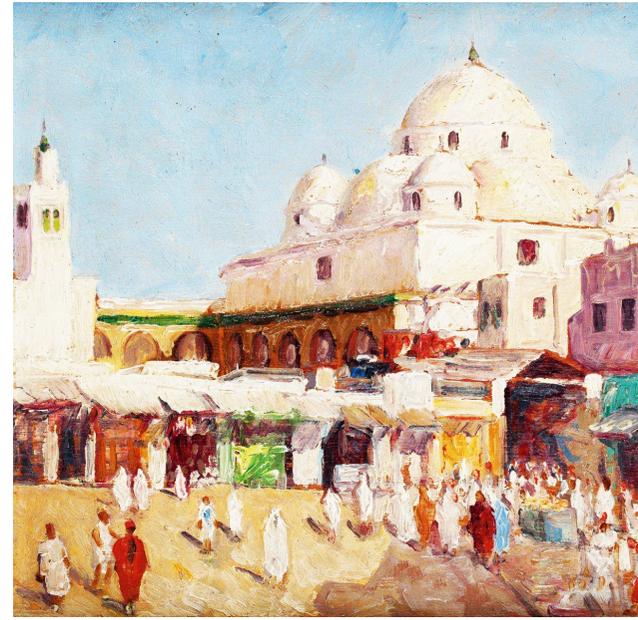
■ A gauche Bab Saadoun. Afin de permettre le passage du tramway et des véhicules, l'ancienne porte à un seul arc a été remplacée par une porte monumentale puis déplacée en 1912. A droite, Bab el Khadhra

relativement stable, composée certes de nombreux et modestes artisans exerçant des métiers liés à l'économie rurale, mais qui abritait simultanément des familles de vieille souche citadine dont certains membres occupaient une place distinguée dans la hiérarchie sociale tunisoise. Nous avons évoqué plus haut le quartier des Andalous. Certaines des familles « moriscos » expulsées d'Espagne au XVII^e siècle s'y installèrent. L'illustre famille el Toumi (*min a'yân buyût al Andalus*, note le chroniqueur Ahmed Ben Dhiaf, qui fut jadis une des plus riches familles de Tunis, et dont la fortune se fit dans l'activité tunisoise par excellence, c'est-à-dire la fabrication et l'exportation des chéchias, y élisait domicile.

Outre les Andalous, le faubourg accueillait des familles de notables du commerce, dont la famille Mhawed (*min a'yân baldiyat al rbat*, précise Ben Dhiaf) qui donna, en outre, d'énergiques et influents cheikhs administratifs de Bab Souika. Autre

témoignage du caractère citadin du faubourg renforcé par son rayonnement religieux, citons la famille El Bokri, aujourd'hui éteinte, qui représentait jadis un triple symbole d'ancestralité citadine, de baraka et de fortune. D'autres familles maraboutiques, telles que les Halfaoui et les Bahi, habitaient dans le faubourg et y animaient le sanctuaire de leurs pieux ancêtres. De même que l'on y trouvait l'important sanctuaire du saint protecteur de Tunis Sidi Mahrez et la demeure de ses descendants, les Maherzi. Une vénérable famille d'oulémas- les Naffâti - vivait dans, par et pour le faubourg par l'exercice de l'imamat et l'enseignement à la mosquée d'el Tabbanîne qui portait également leur nom de famille : Jâmi'al Nfâfta. On y croisait aussi des membres de deux familles Chérif - dont une d'ascendance andalouse, les Chérif-Hachem, et l'autre, Chérif-Hendi, apparentée à celle de la médina - qui dirigeaient la puissante confrérie religieuse des Aïssaouiya en la zaouia de Sidi El Hârî. Il existait aussi une

■ Place Bab Souika. Vue historique. Mosquée Mhammad Bey el Mouradi. Au premier plan: petites échoppes abritant des commerces variés



catégorie sociale à caractère militaire, regroupée dans un quartier appelé Diyâr el Mkhâzniyya. La proximité du palais beylical du Bardo avait, en effet, incité les spahis et hânba-s (sorte de gendarmerie du Makhzen) à s'installer au faubourg tout comme certains de leurs collègues qui avaient



■ El Halfaouine. Mosquée Youssouf Saheb Ettabaa et son palais

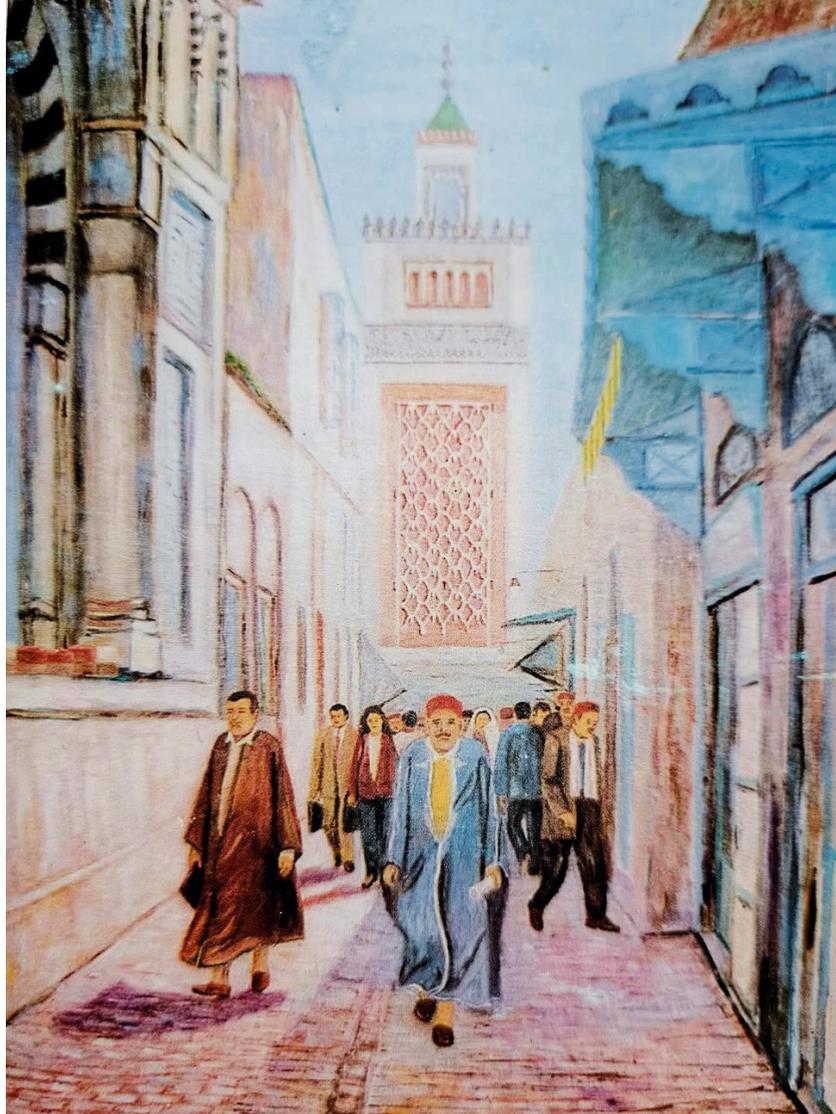


■ Patio Dar Hussein



choisi les hauteurs de Bab el Jazira, situées à une courte distance à cheval de la résidence du bey et de son administration. Fait plus intéressant, Bab Souika vit s'installer dans ses murs, plus précisément dans le quartier d'El Halfaouine, deux puissants vizirs du XIXe siècle, d'abord Youssouf Saheb Etabaâ puis Mustafa Khaznadar.

Bab el Jazira n'était pas en reste. Y résidaient en effet des familles tunisoises au rôle de premier plan dans l'histoire et l'économie de la cité. Les Al Asfour, vieille famille andalouse arrivée à Tunis au Moyen Âge, les Fayyach, famille de maîtres selliers, des familles d'artisans-marchands de la chéchia tels les el lmi et Mnara. Un membre d'une des plus anciennes familles de Tunis et installée dans le faubourg, Hmida el Ghammad, occupe, dans les années 1810, la fonction de cheikh el Médina, c'est-à-dire la plus haute autorité communale tunisoise, comme le seront ensuite les Asfour et un Thabet.



L'illustre lignée de maîtres parfumeurs, les El Jbâli, compta, au XVI^e siècle, un cheikh de Bab el Jazira. Les dignitaires du Makhzen militaire beylical, les Ben Ammar, les Abdelwahhab, les Bach Hamba, élisent domicile dans le quartier haut de Ras el Darb. Il convient de souligner, ainsi que nous l'apprend l'historien Abdelaziz Daouletli, que dès l'époque médiévale, des personnages de haut rang du brillant émirat hafside résidaient dans le faubourg. Au XVIII^e siècle, Ameer Bey, demi-frère de Hussein Bey Ben Ali, fondateur de la dynastie husseïnite, habitait dans la rue qui porte encore son nom près de la rue El Marr. *Last but not least*, à la même époque, les habitants du faubourg se flattaient de la présence parmi eux du cheikh Ahmed Boukhris et ses fils, distingués oulémas. Une rue principale du quartier porte depuis toujours le nom de cette famille.

Cela dit, il faut signaler, à présent, que ce qui distinguait la médina, c'était son homogénéité sociale. On y trouvait essentiellement une

population s'adonnant à des métiers et des activités plus spécifiquement urbains. Le genre de vie était fondé sur un emploi strict et préétabli du temps et un repliement sur la demeure, une fois la journée de travail terminée. L'habitat était conforme au statut de ses occupants, c'est-à-dire de tujjâr-s-marchands, de magistrats religieux, ponctué de grandes demeures de dignitaires politiques, d'édifices publics (Kasbah, Dar el Bey, Dâr el Pacha, Driba du Dey, ou encore des tombeaux (tourba-s) de la famille régnante et de dignitaires ; sans compter les édifices religieux – notamment la mosquée-université de la Zitouna - et le réseau des souks situé au cœur de la cité. Dans les faubourgs, en revanche, la proportion plus élevée de gens de modeste condition établissait un rapport entre le bâti et la rue différent de celui qui caractérisait la médina. Dans les faubourgs, la rue, telle celle de la Zaouia Bokriya, semble dominer architecturalement et, en quelque sorte, socialement les habitations. Les maisons basses bordent les rues

où règne une grande animation. Les gens, femmes – dûment voilées – comprises, circulent ici plus fréquemment que dans la médina. Cette impression correspondait à une réalité sociale, celle d'un mode de vie de familles à faibles revenus, obligées de « s'épancher » dans la rue, d'effectuer quotidiennement, voire à diverses reprises dans la même journée, de menus achats que l'on confiait souvent aux petits garçons de la famille. Aussi, à la différence de la médina, les habitants des deux faubourgs s'accommodaient-ils de la présence des petits commerces. D'ailleurs, le mot « *souika* » signifiait, dans l'antique vocabulaire urbain, un ensemble de boutiques indispensables à la vie quotidienne, à la différence des « souks » de la médina répartis par spécialité artisanale et marchande.

Dans les faubourgs cohabitaient l'élite sociale dont nous avons parlé plus haut et une population de modeste condition souvent allogène exerçant des petits métiers ou des métiers



■ L'entrée de la Kasbah et le Bld. Bab-Menara

socialement peu considérés : potiers, tisserands sur toile, nattiers, bouchers, ferblantiers, par exemple. Surtout, la proximité de la campagne donnait aux faubourgs trois caractères distinctifs: le séjour provisoire ou définitif des ruraux qui y apportaient leurs mœurs rustiques ; la fixation de métiers en rapport avec la campagne et l'agriculture : fabricants d'outils agricoles, forgerons, charrons, alfatiers entre autres. Troisième caractère, enfin, l'existence d'un habitat semi-rural, voire rural, aux extrémités des faubourgs. Il en résultait un habitat qui, dans ces quartiers périphériques, s'apparentait à celui de la campagne de Tunis : courette en calcaire ou en terre battue flanquée de deux petites pièces. C'est ainsi qu'à Bab el Khadhra, chevriers et cochers de fiacre vivaient, jusqu'aux années 1930, parmi leurs troupeaux et leurs équipages. Cet habitat à cheval entre la ville et la campagne apparaît aussi, dans un avis de vente judiciaire publié en 1890, dans le Journal officiel, où l'on note l'existence, à l'angle de la rue

de la Ruche et de la rue Abdelwahhab (faubourg de Bab el Jazira), d'une maison « *construite à l'arabe* » et comprenant une « *immense cour complantée d'arbres fruitiers* ».

L'ancestralité urbaine des faubourgs soulignée, il n'en demeure pas moins qu'ils abritaient la majorité de la population musulmane non tunisoise. Les différentes communautés ethniques ou régionales s'installaient au débouché du chemin qui conduisait de leurs régions à la capitale. C'est ainsi, note l'historienne Germaine Marty, que « les gens du Cap Bon [El Jazira, dans la toponymie tunisienne, d'où le nom donné au faubourg], et du Sud s'établissaient à Bab el Jazira, ceux du Kef et de Téboursoûk près de la Kasbah, ceux du Nord à Bab Souïka ». Cette population, selon qu'elle était composée de familles ou d'individus venus seuls, habitait soit dans des maisons qui préservaient l'intimité familiale, soit dans un habitat collectif où cohabitaient les émigrés. On se regroupait par affinité régionale dans

les fondouks ou les oukala-s, voire par le regroupement dans un même quartier. C'est ainsi qu'il existait une Houmat al Jrâba (quartier des Djerbiens) jouxtant la Hâra. Ces Barrâniya-s (c'est-à-dire les étrangers à la ville), ainsi qu'on les désignait communément et administrativement, étaient placés sous la responsabilité d'un cheikh issu de leur région ou de leur communauté d'origine. Un décret du 12 février 1891 en mentionnait cinq dont trois à Bab al Jazira :

- « *Ali ben Moussa ben Saïd El Garmassi, cheikh des Barrania établis à Bab el Djazira et se composant des gens de Garmassa, Guetaria et Trabelsia ;*
- *Ahmed ben Abdallah ben Abbas Elhami, cheikh des Barrania de Bab el Djazira lesquels se composent des gens de Mnasriyne, Nouadji, Fatnassa, Mehadhba, Khadara, Tiach Béni Zid, Metmak, Béni Aïssa, ainsi que des gens du Djérid établis à Ras El Darb et Bab Ménara ;*



■ Le Dar el Bey au début du XXe siècle

■ Au XIXe siècle: un métier des souks de la médina: chawâchi-s, confectionneurs de chéchias; et un métier des faubourgs: affûteur de faucilles (aquarelles de Ch. Lallemand)

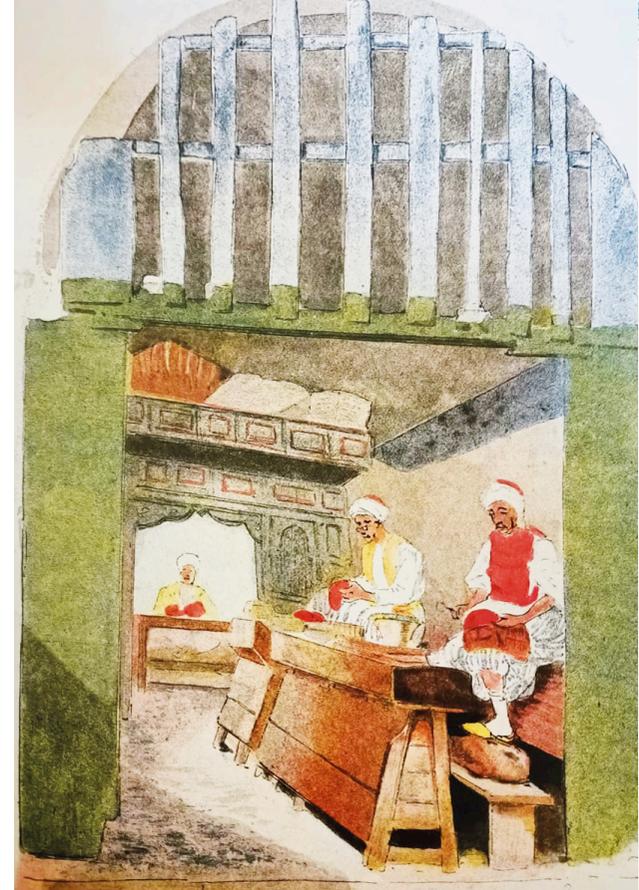
•Haj Ahmed ben Mbarek Elgomrasni, cheikh des Barrania établis dans les quartiers de Hadjamine (...) du faubourg de Bab El Jazira ainsi que ceux de Ghomrassen, Beni Barka, Herarza, Gabauten, Dagafra, Alsabsa, et Ouled Dabbab établis dans ces quartiers. »

Quant aux groupes musulmans allogènes, ils se regroupaient selon le même scénario. G. Marty nous apprend ainsi que «jusqu'en 1922-1924, les Kabyles logeaient dans le même quartier Bab Souika-Bab Saadoun. Les Swâfa, gens du Souf, ont deux lieux d'habitat: Ras el Darb et place aux Moutons dans le faubourg de Bab el Jazira, rue Zaouia Boukria et Sidi Aloui, près de Halfaouine à Bab Souika.» Chacune de ces communautés (telles celles des Constantinois, gens du Souf, Mozabites, gens de Ouer gla, Tripolitains), avait son cheikh originaire du pays.

Si, dans ses grandes lignes, le schéma ainsi présenté demeura grosso modo valable jusqu'au milieu du XIXe siècle, il n'allait cesser, depuis, de subir des modifications profondes qui allaient en affecter durablement les équilibres historiques. Ces modifications eurent d'autant plus d'effets que les atteintes au monde urbain traditionnel coïncidèrent, à partir du protectorat en 1881, avec la fondation et l'essor de la ville européenne. La comparaison - trompeuse mais d'une redoutable efficacité - entre les deux conceptions urbaines et architecturales ne manqua pas de jouer contre la médina. Aux premières années du XXe siècle, on relève déjà de rares (mais non sans lendemain) abandons de la ville historique pour des résidences des environs de Tunis, naguère réservées à la villégiature. Ce phénomène de désaffection à l'égard du bâti ancestral ne touchait alors que quelques personnalités de la haute société

mais il annonçait subrepticement un mouvement qui irait en s'amplifiant durant tout le XXe siècle.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, et avant l'apparition de la nouvelle ville, la médina est frappée de plein fouet par de profondes atteintes à l'ancien ordre urbain. Ces désordres étaient essentiellement dus à la conjonction de deux facteurs: la crise de nombreux secteurs de l'économie musulmane et la conjoncture politique précoloniale qui, en donnant plus de poids aux communautés juive et européenne, désormais appuyées sur un pouvoir réellement exorbitant des consuls face à un Etat beylical en difficulté, leur permit de déborder les limites jadis fixées par l'Administration et les usages. Ce débordement affecta l'organisation des souks d'autant plus rapidement que les milieux citadins de l'artisanat et du commerce, subissant de plus en plus la concurrence des produits manufacturés, furent affectés par une paupérisation étendue. Ses



manifestations les plus graves furent l'hypothèque immobilière souvent suivie de la saisie des demeures par des créanciers ou des usuriers.

Conséquence de cette paupérisation citadine sur laquelle vinrent se greffer



■ Ancienne porte de Bab Alioua



les effets délétères de l'exode des populations misérables chassées des campagnes au lendemain de l'insurrection de 1864 et la famine de 1867, Tunis connut un accroissement inouï de la délinquance. Les vieilles traditions d'honnêteté et

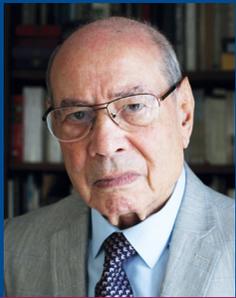
de discrétion furent battues en brèche. Dans les procès-verbaux du tribunal, un mot revient avec une régularité lancinante : « *tahyîr râhat al sukkân* » (atteinte à la quiétude des habitants). Vols et cambriolages se multiplièrent. Plus grave encore, le banditisme si redouté et, jusque-là, fléau des grands chemins, apparut en ville. Il prit la forme d'agressions à main armée de quelque passant isolé et son dépouillement. Le déracinement, la solitude, la misère constituèrent progressivement un terrain favorable à l'alcoolisme et à la débauche. Régulièrement, des groupes d'hommes et de femmes de la lie de Tunis s'introduisaient par effraction dans des maisons inoccupées et s'adonnaient à la boisson et aux plaisirs. Le domicile tunisois du vénérable mufti et imam de la Grande mosquée, Sidi Brahim Riahi, parti villégiaturer à Sidi Bou Saïd, n'échappe pas à ce phénomène. Cette délinquance est d'autant plus difficile à stopper par l'Autorité que la corruption fleurit dans le milieu des agents de la police des *dhabtiya*.

Que retenir de tout cela ? Sinon que lorsque la France prend possession de la ville, le cadre urbain de Tunis est affecté par de profonds désordres. L'Administration communale, privée de ressources suffisantes, est défailante. L'économie des souks est ruinée. Faute de moyens, l'habitat et la plupart des monuments ne sont plus entretenus. Simultanément, dans les années 1880 et 1890, la ville européenne sort rapidement de terre et elle fascine déjà par son imposante architecture moderne, par ses magasins, ses lieux de loisirs et de culture. A l'orée du XXe siècle, Tunis n'est plus une fière médina entourée de ses deux faubourgs. C'est désormais la juxtaposition de deux conceptions urbaines, de deux modes de vie et de deux cultures. Achèvement du processus de la pénétration européenne commencé au tournant du XIXe siècle dans le monde urbain traditionnel, le contact imposé à la Tunisie par la puissance occupante se projette sur la configuration de sa capitale. ■

Md.A.B.A.



■ Fin du XIXe siècle: Bab el Bahr (Porte de France). On distingue en arrière-plan des immeubles modernes



• Par Ammar Mahjoubi

A Dougga



A Dougga là où l'archéologue examine décrit
 Le poète saisit la splendeur de l'instant
 Là où l'historien analyse, étudie
 Le poète capte l'atmosphère du temps

A Dougga, l'archéologue distingue, discerne
 Monuments publics et demeures privées
 Temples, aires sacrées et sanctuaires
 Centre civique, forum, basilique et curie

A Dougga le poète quête la trace
 Le tatouage du passé
 Visualise la pierre
 Qui a goût d'éternité

Quand l'archéologue décrit le théâtre
 Le proscenium et l'orchestra
 La fronscaenae et la cavea
 La camera du poète anime la scène
 Et les colonnes deviennent les héroïnes du jour

A.M.



• Par Raouf Ben Rejeb

Taher Sioud L'argentier, le diplomate



L'ancien ministre et ambassadeur Taher Sioud est décédé à l'âge de 87 ans. Ancien vice-gouverneur de la Banque centrale et longtemps diplomate, il avait été ministre du Commerce (2003 - 2005), après avoir été secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères. Taher Sioud a été ambassadeur de Tunisie aux Emirats arabes unis (1978 - 1980) et auprès du Royaume des Pays-Bas (1988 - 1991), puis de Belgique et des pays du Bénélux (1995 - 1998), avant de revenir à Bruxelles en 2002. Hommage.

La disparition de Si Tahar Sioud, une immense perte. Avec sa disparition, un pan entier de la diplomatie tunisienne s'écroule. Ce n'est pas le diplomate chevronné qui s'en va sur la pointe des pieds, dans la discrétion qui fut la sienne, c'est l'homme-orchestre à la fois banquier, diplomate, dirigeant sportif mais aussi un homme de médias qui nous quitte. Pour ceux qui ne le savent pas, il fut le chef de cabinet du directeur général de la RTT, Habib Ben Cheikh, et certains des anciens de la Maison du 71 avenue de la Liberté se



rappellent encore sa bonhomie et sa disponibilité ainsi d'ailleurs que sa rigueur.

Tahar Sioud fut sans conteste le meilleur connaisseur de l'Europe dont il avait suivi l'élargissement de la CEE à six à l'Union européenne qui compte jusqu'à 28 membres (avant le Brexit). Il fut le maître d'œuvre de l'accord de coopération de 1976 jusqu'à l'accord d'association de 1995 dont le 30e anniversaire aura lieu en juillet prochain. Il était d'ailleurs la référence dans ce domaine. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard s'il fut trois fois - un record - ambassadeur de Tunisie à Bruxelles, accrédité aussi en tant que représentant de la Tunisie auprès de l'ensemble européen en plus de la Belgique et du Luxembourg. Il milita sans succès d'ailleurs pour la création d'une mission autonome auprès de l'UE, comme c'est le cas pour d'autres pays associés à l'Europe.

Dans sa longue carrière, il alterna aussi banque et diplomatie. Il commença à la STB à Paris. Il fut désigné en 1980 vice-gouverneur de la Banque centrale de Tunisie avec pour mission de créer des banques de développement avec les pays pétroliers du Golfe et la Libye. Il s'acquitta de cette mission à merveille en mettant en place six banques avec l'Arabie Saoudite, les Emirats, le Koweït, le Qatar, la Libye ainsi que la Bcma. Au terme de sa carrière diplomatique et politique, il revint à la banque en assurant la présidence du conseil d'administrateur de la première banque privée du pays, la Biat, avant d'en présider la fondation.

Il fit partie du gouvernement en tant que secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères chargé des Affaires européennes au départ, avant de voir ses attributions embrasser les affaires arabes et africaines. Pendant deux ans, il fut ministre du Commerce

dans le but d'assurer la mise en œuvre de l'accord de coopération avec l'Union européenne qui prévoit un démantèlement tarifaire échelonné dans le temps.

Sportif et surtout dirigeant sportif, il présida aussi la Fédération tunisienne de football.

Natif de Mahdia, la Méditerranée berça son enfance et son adolescence et il y resta attaché.

L'homme-orchestre qu'il fut ne pouvait pas ne pas être un homme de rassemblement, de conciliation et de concorde. C'est ainsi qu'il fit partie du comité fondateur de l'Association des anciens ambassadeurs et consuls généraux avant d'en être le président, une fonction qu'il remplira jusqu'à la fin de sa vie. ■

R.B.

Projet 100md

2ème édition

Dans le cadre de ses activités sociétales, **Assurance CTAMA** met à la disposition des jeunes entrepreneurs, détenteurs d'idées nouvelles, de projets nouveaux, qui sont à la recherche de financements, d'un reliquat de financement, d'un apport en fond propre pour accéder au financement des banques, d'un financement pour l'acquisition d'un besoin matériel, ou d'un outils, ou bien pour la préparation d'un prototype.

LA CTAMA met à leur disposition une donation allant de **5 à 15md.**

Les fonds accordés ne sont pas remboursables, Les personnes concernées qui estiment que leur projet est un projet ayant une forte capacité de réussir, un projet novateur, peuvent présenter un dossier a la commission technique "**commission RSE jeune promoteur**", contenant une note explicative du projet, un document justifiant l'existence pour les sociétés déjà établies, des photos s'il y en a, les diplômes universitaires ou de formation professionnelle obtenu par l'intéressé.





• Par Pr Ahmed Friaa

Abed Bouhafa Le grand militant pour la cause maghrébine



Le grand poète martiniquais Aimé Césaire disait, à juste titre : «*Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir*».

Malheureusement, l'être humain a, en général, la mémoire courte. Ce qui se traduit la plupart du temps par l'oubli, faisant effacer le souvenir des vaillants serviteurs de nobles causes. C'est pourquoi j'ai estimé utile de rappeler, même brièvement, quelques faits marquants dans le riche parcours du grand militant de la cause maghrébine, feu Abed Bouhafa, que beaucoup de Tunisiens ignorent et dont les plus jeunes n'ont probablement jamais entendu parler.

Abed Bouhafa est né le 5 août 1913 à Zarzis, dans une humble famille de patriotes dont les enfants furent parmi les premiers à être scolarisés et éduqués à l'amour de la patrie et au goût du savoir. C'est ainsi que le père de Abed, feu Jilani Bouhafa, eut le courage de rendre à la France sa légion d'honneur, en protestation contre les exactions qu'ont fait subir les forces coloniales aux patriotes tunisiens lors de la manifestation de Zéramdine. C'est également ainsi que son frère feu Kadhem Bouhafa, cofondateur du « Nouveau

DES REMISES & DES AVANTAGES CLIENTS

AutoFest édition #3
Du 16 avril au 31 mai



EN
PARTENARIAT



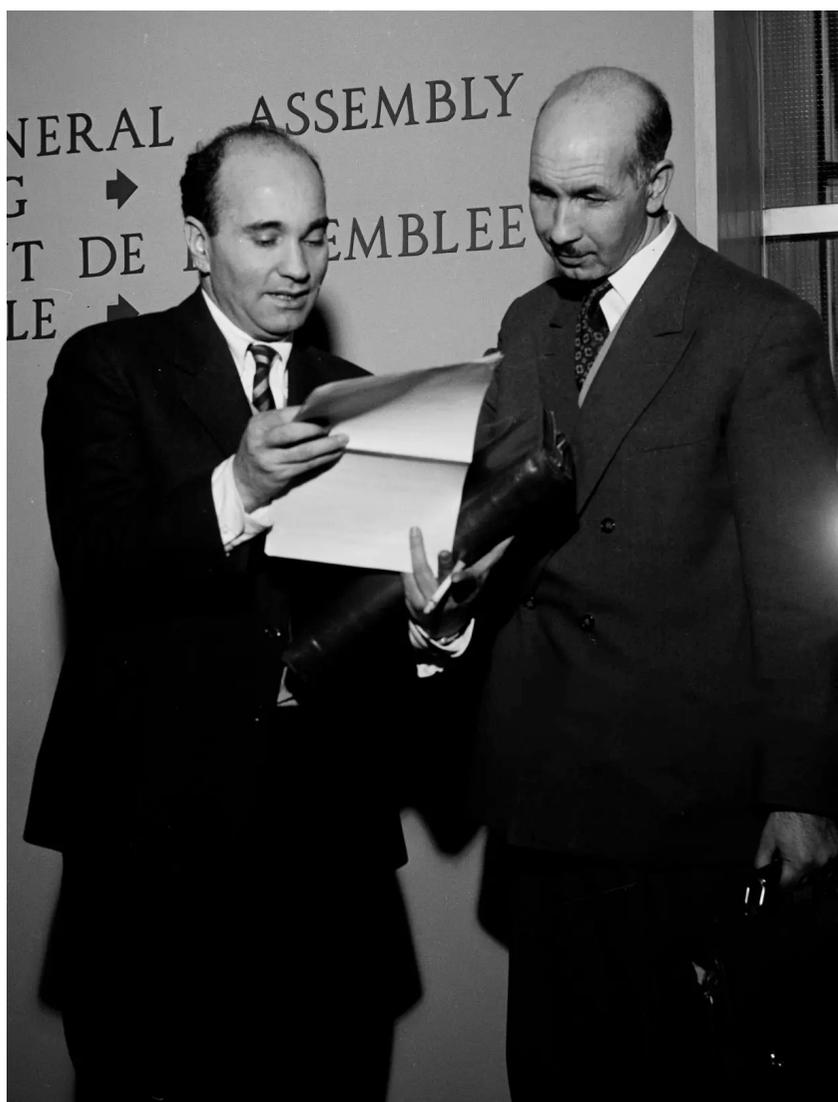
www.auto-fest.tn © f Auto Fest Tunisie

Maghreb » publié à Bordeaux en 1943, a été le benjamin des prisonniers à Borjle-Boeuf, accusé d'agitation nationaliste. Baigné dans un environnement nationaliste depuis son plus jeune âge, Abed Bouhafa a vite compris que l'émancipation de la Tunisie ne peut advenir qu'une fois elle aurait recouvré son indépendance et qu'à cet effet, le devoir recommande de s'y investir. Il s'engagea alors dès le début des années 40 au sein du mouvement national, ce qui lui valut les pires sévices dans les geôles des forces coloniales, à Colomb Bechar et à Tlemcen, en Algérie, puis

exclu des départements français d'Algérie. Ce qui l'amena à émigrer clandestinement aux Etats-Unis en 1946. Doté d'un physique avantageux, il commença par subvenir à ses besoins en participant, en tant qu'acteur amateur, à des films américains, avant d'entreprendre des études de journalisme qu'il réussit brillamment. Il devint assez vite correspondant diplomatique aux USA du grand journal égyptien «*Al Misri*». Il assura également la représentation aux Etats-Unis du comité de libération de l'Afrique du Nord dont le président était l'Emir Abdelkarim El

Khatabi qui désigna Bouhafa comme son délégué personnel.

A ce titre, il lui était permis d'assister aux débats qui avaient lieu au siège des Nations unies à New York. Il collabora en outre à de nombreux et prestigieux journaux américains tels que le New-York Times et le New York Herald Tribune. Ses activités journalistiques et sa présence aux grandes rencontres qui se déroulaient au siège de l'ONU lui permirent de tisser des liens étroits avec différentes délégations, notamment maghrébines, arabes et asiatiques qu'il mettra judicieusement au profit de la cause maghrébine.



En 1943, il rendit visite au grand leader Bourguiba, en compagnie de la femme de celui-ci et de Bourguiba Jr, à la prison marseillaise où il était en détention. Il fut alors chargé par Bourguiba de contacter Leo Frossard, ancien ministre des Finances et directeur du journal à sensibilité socialiste «*Le mot d'ordre*» ex-«*la justice*» qui paraissait à Marseille et dont Abed Bouhafa était l'un des collaborateurs, en vue de transmettre aux autorités françaises sa prédisposition à négocier.

En 1943, il fut mandaté par les princes husseinites pour assurer la défense de l'affaire du Bey patriote, Moncef Bey, qui fut injustement destitué par les autorités françaises en raison de sa proximité avec les leaders nationalistes. Il lui revint la charge de participer activement à la rédaction du Livre blanc rendant compte de l'injustice infligée à ce bey. Ce livre fut distribué clandestinement à Paris où il eut un grand retentissement diplomatique.

Avec le temps, des liens étroits furent tissés entre Abed Bouhafa et les principaux leaders du Néo-destour, dont en particulier Bourguiba et Ben Youssef. Malheureusement, des mésententes et des quiproquos allaient envenimer ces

relations et conduire Abed Bouhafa à une longue traversée du désert. Il ne revint au pays qu'après l'Indépendance en 1956 et une absence de quelques décennies. Il fut alors décoré de l'ordre de l'indépendance.

La raison de sa mésentente avec Bourguiba fut le fameux discours que ce dernier prononça au congrès des syndicats américains à San Francisco, en 1951, en compagnie du grand leader Farhat Hached.

Avant sa visite américaine, Bourguiba adressa du Caire, en septembre 1951, une lettre à Bouhafa le chargeant d'organiser sa visite et en assurer la publicité, en vue de faire connaître la cause tunisienne.

Un riche programme fut alors établi par Bouhafa, incluant en particulier, en plus du discours devant le congrès de l'AFL, une visite au département d'Etat, une visite aux ambassades arabes et une conférence de presse aux Nations unies (ONU).

C'est ainsi que Bourguiba fut reçu par Samuel Kopper, directeur des affaires du Moyen-Orient et de l'Afrique au département d'Etat américain. Une rencontre qui fut des plus chaleureuse et émaillée d'anecdotes comme celle-ci, qui m'a été racontée par Si Abed, qui y avait assisté : Bourguiba s'adressa au haut responsable américain lui disant :

- J'espère qu'après notre indépendance, vous serez le premier ambassadeur américain en Tunisie.
- Kopper : De mon côté, j'espère y retrouver Abed Bouhafa en qualité de ministre des Affaires étrangères.
- Bourguiba : Plutôt en tant qu'ambassadeur à Washington

Le différend entre les deux hommes est expliqué différemment par chacun

des protagonistes. Bourguiba considère que Bouhafa lui aurait attribué des propos qu'il n'avait pas prononcés et Bouhafa, quant à lui, qui se considère comme son disciple, nie catégoriquement cette accusation et en attribue la cause plutôt à un quiproquo. Voici son explication: Le texte du discours en français, avec sa traduction anglaise, faite par Bouhafa, a été remis à Bourguiba lors d'un déjeuner offert par la célèbre journaliste arabo-américaine Helen Thomas. Bourguiba a alors approuvé le texte proposé avec néanmoins une réserve concernant un paragraphe qu'il considérait blessant pour les Français, à un moment crucial où se déroulaient des négociations entre les deux parties. Mais c'était trop tard, le texte ayant été déjà tapé et prêt à être distribué. Comme à l'époque l'AFP n'avait pas de représentation à San Francisco, il a été convenu que Bourguiba, une fois sur place, adresse un télégramme à Bouhafa, resté à New York, indiquant la date et l'heure de son intervention devant ledit congrès pour qu'aussitôt celui-ci transmette une copie du discours au représentant local de l'agence française. Ce qui fut fait.

Ce discours eut alors un grand écho auprès des militants nationalistes, mais irrita les autorités françaises. Bourguiba fut amené à démentir les propos qui lui étaient attribués, dans une déclaration au journal Le Monde et en imputer la cause à Bouhafa. L'histoire en jugera. Ce regrettable incident entre deux grandes figures du mouvement national ne doit surtout pas faire oublier le grand apport de Abed Bouhafa en faveur de la cause tunisienne, mais également en faveur de la cause maghrébine en général, à laquelle il était profondément attaché. Il serait trop long d'énumérer ici toutes les actions qu'il avait menées dans ce sens, toujours avec dévouement et don de soi.

Il convient cependant d'en citer quelques cas marquants.

En 1949, Bouhafa créa le comité de libération de l'Afrique du nord «Committee for Freedom of North Africa» qui ne cessa de faire connaître la cause maghrébine auprès de l'opinion publique américaine et auprès de l'ONU, tout en assurant la coordination avec la Ligue des Etats arabes qui se trouvait grandement facilitée par ses liens d'amitié avec le secrétaire général de cette organisation, Azzam Pacha. Ce dont nos frères algériens et marocains sont restés reconnaissants.

A l'invitation de Messali Hadj, il a assumé entre 1953 et 1954 les contacts diplomatiques et les travaux préparatoires en vue de l'internationalisation du problème algérien.

En 1948, il apporta une aide substantielle à la délégation tunisienne durant la session des Nations unies qui s'est tenue cette année-là à Paris. Voici ce qu'écrivait, entre autres, Mohammed Masmoudi à Abed Bouhafa, dans une lettre adressée du Caire en juin 1951 :

«C'était vous qui nous traduisiez nos notes, c'était vous qui facilitiez leur diffusion au sein même des Nations unies, c'était vous qui nous aviez donné l'idée d'un bref communiqué maghrébin commun. Je vous assure, mon cher Abed, que Bourguiba eut les larmes aux yeux lorsque je lui avais relaté les détails de vos activités à Paris».

Voici enfin ce qu'avait dit Bahi Ladgham au Caire à l'adresse de Abed Bouhafa, en présence de Taieb Slim : *«L'histoire témoignera de tout ce que tu as fait pour la patrie !»*

Que la patrie lui soit reconnaissante. Allah Yarhmou avec tous les vaillants patriotes qui ont servi, souvent dans la douleur et au prix de leurs intérêts propres, notre chère patrie. ■

A.F.

عمّـل علينا **تربح**



Épargne
7ayya

Élu pour la 3^{ème} fois

8%*

Taux de rendement
net de l'année 2024

*Hors frais sur encours.



• Par Habib Touhami

Inégalités socioéconomiques et coefficient de Gini

On attendait de «la révolution tunisienne» qu'elle agisse fermement pour réduire les inégalités socioéconomiques et régionales dans le pays, raison redondante d'un malaise général persistant et principal déclencheur d'une série de révoltes populaires dramatiques. Hélas, ici comme ailleurs, le système a fini par vaincre l'antisystème. Entre 2010 et 2021, l'indicateur Gini (ou coefficient de Gini) de l'INS (Institut national de la statistique) a certes diminué, passant de 33,9 en 2010 à 30,9 en 2015, mais il est reparti à la hausse peu après jusqu'à atteindre 35,3 en 2021 (0=égalité totale ; 100=inégalité extrême ; entre 0 et 100 l'inégalité est d'autant plus forte que le coefficient de Gini est élevé). Cette évolution, bien qu'inscrite dans un contexte particulier, ne constitue pas moins la preuve que l'injustice sociale n'est toujours pas considérée en Tunisie comme un danger sociopolitique majeur.

La situation est d'autant plus inquiétante que le coefficient de Gini de l'INS ne mesure que les inégalités de consommation, pas les inégalités des revenus, encore moins les inégalités de richesse ou de patrimoine. Si en 2021, l'INS avait pu calculer son coefficient de Gini à partir de la répartition des revenus, celui-ci serait probablement supérieur à 35,3 ; et s'il avait pu le faire à partir de la répartition du patrimoine ou des richesses, il tendrait davantage encore vers plus d'inégalité. L'INS aurait-il pu faire autrement ? La réponse est non parce que l'INS ne dispose pas et n'a jamais disposé de données statistiques suffisantes sur la répartition des revenus ou celle de la richesse et du patrimoine. La faute incombe à qui ? Pas à l'INS comme on le dit parfois, mais au pouvoir politique qui a observé jusqu'ici une attitude permissive quant au contrôle des revenus et du patrimoine.

L'accroissement du PIB et plus encore du PIB per capita constitue-t-il le seul moyen de réduire les inégalités

socioéconomiques dans un pays comme les thèses économiques libérales le professent ? Même si l'on admet que l'augmentation du PIB per capita constitue une condition nécessaire en la circonstance, elle est loin de constituer une condition suffisante. En effet, la réduction des inégalités socioéconomiques dépend dans une certaine mesure de l'accroissement des richesses produites mais elle dépend aussi de la politique redistributive (ou de la répartition secondaire) : transferts sociaux et fiscalité directe notamment. Un pays comme les Etats-Unis d'Amérique et dont le PIB est de 27 billions de dollars en 2023 a pourtant un coefficient de Gini de 41,9. En dépit de la discrimination positive, les disparités socioéconomiques persistent ou s'accroissent aux USA parce que la solidarité nationale institutionnalisée y est perçue comme du communisme.

Le coefficient de Gini exprime-t-il la totalité des disparités socioéconomiques ? La réponse est évidemment non ? Les disparités éducationnelles, l'accès aux soins, les opportunités de formation et de travail, la circulation sociale, la part de la fiscalité indirecte (non redistributive par définition), etc. Tout cela entre en considération. Certaines communautés s'accommodent de l'existence de grandes disparités socioéconomiques, sans cultiver ressentiment ou frustration. Ce n'est pas le cas de la société tunisienne. Ce particularisme est tout à la fois culturel et culturel. La société tunisienne reste profondément marquée par les valeurs « égalitaristes » de l'Islam originel. La vénération du second Khalife Omar et la nostalgie vivace qui l'accompagne en sont la preuve vivante. Quant à l'influence du modèle social français, elle est patente. A cette influence, il faut toutefois ajouter l'apport singulier d'un syndicalisme compulsif, érigé dès l'origine en contre-pouvoir politique. ■

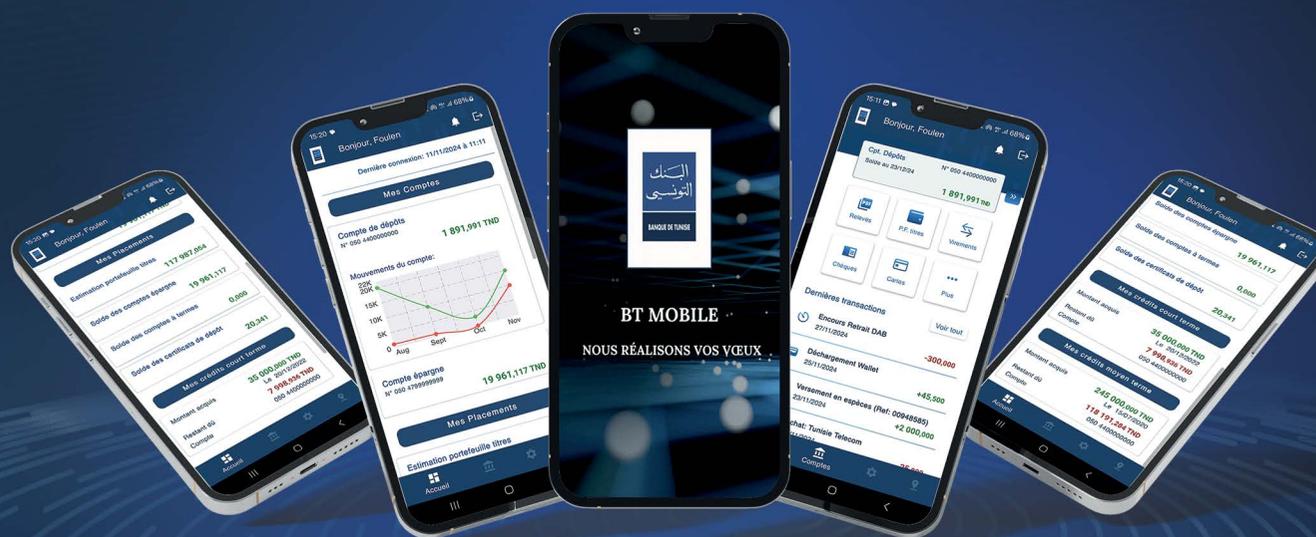
H.T.

Nouvelle application BT Mobile

البنك
التونسي

BANQUE DE TUNISIE

Plus rapide, plus intuitive, plus connectée.



Les fonctionnalités essentielles

- Connexion biométrique
- Dashboard adapté
- Virements instantanés
- Edition et partage du RIB/IBAN
- Souscription et gestion SICAV

Nouvelles fonctionnalités ¹

- Gestion des wallets BT MPAY
- Consultation et partage des relevés bancaires PDF
- Suivi des demandes de chéquier et des virements reçus
- Gestion des dossiers de scolarité

Download on the
 **App Store**

GET IT ON
 **Google Play**

 CENTRE DE RELATION CLIENT 81 10 12 12

www.bt.com.tn



ALPINE EAGLE 41 XPS

Emblème de l'esthétique pure et racée de la collection Alpine Eagle, ce modèle extra-plat de 41 mm de diamètre avec bracelet intégré est façonné en Lucent Steel™, un acier de haute qualité exclusif à Chopard.

Son calibre L.U.C 96.40-L, à la précision certifiée Chronomètre, est équipé d'un micro-rotor en or et des deux barillets de la technologie Chopard Twin, offrant une réserve de marche de 65 heures.

Fièrement conçu et fabriqué par nos Artisans, ce garde-temps d'exception témoigne du meilleur de l'expertise et de l'innovation de notre Manufacture.

Chopard

THE ARTISAN OF EMOTIONS - SINCE 1860



BEN JANNET & CO
1986

BOULEVARD PRINCIPAL, LES BERGES DU LAC 1
TÉL +216 36 360 555

RUE LAC VICTORIA, LES BERGES DU LAC 1
TÉL +216 36 360 999

TUNIS CITY «GÉANT» - TÉL +216 70 836 224
MALL OF SFAX - SFAX - TÉL +216 36 249 092